



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DÊSTE NÚMERO — 21\$60

Toda a correspondência, quer oficial quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Direcção Geral da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se reecebam 2 exemplares annunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As 3 séries . . .	Ano 240\$	Semestre	130\$
A 1.ª série . . .	90\$		43\$
A 2.ª série . . .	80\$		43\$
A 3.ª série . . .	80\$		43\$

Avulso: Número de duas páginas \$30;
de mais de duas páginas \$50 por cada duas páginas

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 2\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se referem os §§ 1.º e 2.º do artigo 2.º do decreto n.º 10:112, de 24-IX-1924, têm 40 por cento de abatimento.

SUPLEMENTO

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Carta de Confirmação e Ratificação relativa à Convenção sobre as Estatísticas Económicas e respectivo Protocolo.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Secretaria Portuguesa da Sociedade
das Nações

ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA, Presidente da República Portuguesa, pelo voto da Nação:

Fazemos saber aos que a presente Carta de Confirmação e Ratificação virem que, em Genebra, aos catorze de Dezembro de mil novecentos e vinte e oito, foram respectivamente concluídos entre Portugal e os Países abaixo designados uma Convenção sobre as Estatísticas Económicas e respectivo Protocolo, feitos num único exemplar, que ficou depositado nos Arquivos do Secretariado da Sociedade das Nações, cujo teor é o seguinte:

Convention internationale concernant les statistiques économiques

PRÉAMBULE

Le Président du Reich Allemand; le Président fédéral de la République d'Autriche; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des Etats-Unis du Brésil; Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi des Bulgares; Sa Majesté le Roi de Danemark; le Président de la République de Pologne, pour la Ville Libre de Dantzig; Sa Majesté le Roi d'Egypte; le Gouvernement de la République d'Estonie; le Président de la République de Finlande; le Président de la République Française; le Président de la République Hellénique; Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de la Hongrie; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; le Président de la République de Lettonie; Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République de Pologne; le Président de la République Portugaise; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil Fédéral Suisse; le Président de la République Tchécoslovaque.

Reconnaissant qu'il est important de disposer de statistiques indiquant la situation et le mouvement économiques du monde dans son ensemble et dans les différents pays, et d'établir ces statistiques sur des bases permettant de les comparer;

Considérant que ce but ne saurait être mieux atteint que par une action simultanée et concertée, sous la forme d'une Convention internationale propre à assurer la préparation et la publication officielles de diverses catégories de statistiques économiques et l'adoption générale de méthodes uniformes pour l'élaboration de certains relevés statistiques:

Ont désigné comme leurs Plénipotentiaires à cet effet:

Le Président du Reich Allemand:

Le professeur Dr Ernst Wagemann, Président de l'Office de Statistique du Reich;
Le docteur Hans Platzter, Directeur à l'Office de Statistique du Reich;

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

M. Walter Breisky, ancien Vice-Chancelier, Président de l'Office de Statistique;
Le docteur Emil Ferdinand Rothe, Conseiller Ministériel et Chef du Service de Statistique Commerciale au Ministère Fédéral du Commerce et des Communications;
Le docteur Rudolph Riemer, Conseiller aulique à l'Office Fédéral de Statistique;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. A. Julin, Secrétaire Général au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale;

Le Président des Etats-Unis du Brésil:

M. J. A. Barbosa Carneiro, Attaché Commercial à l'Ambassade des Etats-Unis du Brésil à Londres;
M. Antonio Cavalcanti Albuquerque de Gusmão, Chef de Section à la Direction Générale de Statistique;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire Britannique non membres séparés de la Société des Nations:

Sir Sydney Chapman, K. C. B., C. B. E., Principal Conseiller Économique du Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne;

Pour l'Union Sud-Africaine:

Mr. Daniel J. de Villiers, Attaché Commercial pour l'Union Sud-Africaine en Europe;

Pour l'Etat Libre d'Irlande:

Mr. Sean Lester, Représentant de l'Etat Libre d'Irlande auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. Dmitri Michaykoff, Professeur à l'Université de Sofia, Président du Conseil Supérieur de Statistique du Royaume, Député au Sobranié;

Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. Adolph Jensen, Directeur du Département de Statistique de l'État;

Le Président de la République de Pologne:

Pour la Ville Libre de Dantzig:

M. E. Szturm de Sztrem, Chef de Division à l'Office Central de Statistique de Pologne;

Le docteur Martin J. Funk, Directeur de l'Office de Statistique de la Ville Libre de Dantzig;

Sa Majesté le Roi d'Egypte:

Mr. James I. Craig, Secrétaire Financier au Ministère des Finances;

Henein Bey Henein, Contrôleur du Département de Statistique et du Recensement;

Le Gouvernement de la République d'Estonie:

M. Albert Pullerits, Directeur du Bureau Central de Statistique;

Le Président de la République de Finlande:

Le docteur Rudolf Holsti, Délégué Permanent auprès de la Société des Nations; Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Conseil Fédéral Suisse;

Le docteur Martti Kovero, Directeur du Bureau Central de Statistique;

M. Werner Lindgren, Directeur du Bureau de Statistique à la Direction Générale des Douanes;

Le Président de la République Française :

M. Huber, Directeur de la Statistique Générale de la France ;
M. Gayon, Chef du Service de la Statistique Commerciale à la Direction Générale des Douanes ;

Le Président de la République Hellénique :

M. D. Bikelas, Chargé d'Affaires à Berne ;

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie :

M. Jules de Konkoly-Thege, Conseiller Ministériel, Sous-Directeur de l'Office Central de Statistique ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Le docteur Corrado Gini, Président de l'Institut Central de Statistique du Royaume ;

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. Nobumi Ito, Directeur Adjoint du Bureau Impérial du Japon à la Société des Nations, Conseiller d'Ambassade ;

Le Président de la République de Lettonie :

M. Charles Duzmans, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Délégué Permanent auprès de la Société des Nations ;

Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg :

M. Charles Vermaire, Consul à Genève ;

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M. Gunnar Jahn, Directeur du Bureau Central de Statistique ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Le professeur Dr H. W. Methorst, Directeur Général du Bureau de Statistique ;
Le professeur Dr L. P. le Cosquino de Bussy, Directeur du Musée Commercial de l'Institut Colonial ;

Le Président de la République de Pologne :

M. E. Szturm de Sztrem, Chef de Division à l'Office Central de Statistique ;

Le Président de la République Portugaise :

M. F. de Calheiros e Meneses, Chef de la Chancellerie Portugaise auprès de la Société des Nations ;
M. C. A. Chambica da Fonseca, Chef de Division à la Direction Générale de Statistique au Ministère des Finances ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Constantin Antoniadé, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la Société des Nations ;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

M. Constantin Fotitch, Délégué Permanent auprès de la Société des Nations ;
Le docteur Max Birkovitch, Chef de Section à la Direction de la Statistique de l'État ;
M. Lazare Kostitch, Professeur d'Université ;

Sa Majesté le Roi de Suède :

M. K. I. Westman, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Conseil Fédéral Suisse ;

Le Conseil Fédéral Suisse :

M. W. Stucki, Directeur de la Division du Commerce du Département Fédéral de l'Économie Publique ;
Le docteur J. Lorenz, Privat-Docent à Fribourg ;
M. K. Acklin, Chef de la Section de Statistique Commerciale à la Direction Générale des Douanes ;

Le Président de la République Tchécoslovaque :

Le docteur J. Mráz, Conseiller Ministériel à l'Office de Statistique ;
Le docteur J. Ryba, Conseiller à l'Office de Statistique ;
Le docteur Horáček, Conseiller au Ministère du Commerce ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

1. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à établir et à publier, pour toutes les parties des territoires sous leur administration auxquelles s'applique la présente Convention, et aux divers intervalles convenus, les catégories de statistiques prévues à l'article 2 ci-dessous.

2. En ce qui concerne les statistiques prévues par la présente Convention, tout territoire ayant une organisation statistique spéciale peut être considéré pour les statistiques ainsi établies comme formant une unité distincte. Dans les statistiques publiées conformément à la présente Convention le territoire auquel elles s'appliquent devra être spécifié.

3. Les obligations définies dans la présente Convention sont subordonnées aux clauses d'interprétation et aux réserves qui figurent dans le Protocole annexé à la présente Convention, ainsi qu'aux réserves qui pourraient être ultérieurement admises en vertu des dispositions de l'article 17.

ARTICLE 2

Les catégories de statistiques visées à l'article précédent sont les suivantes :

I. — *Commerce extérieur :*

a) Relevés annuels et mensuels de la quantité et de la valeur des importations et des exportations;

b) Relevés annuels et, si possible, trimestriels, ou de préférence mensuels, indiquant le tonnage net des navires de chaque nationalité employés dans le commerce extérieur, entrés dans les ports du pays ou sortis de ces ports.

II. — *Professions :*

Relevés de la population par professions, établis et publiés au moins une fois par période décennale et se référant à la dernière année de la période décennale (c'est-à-dire à 1930, 1940, 1950, etc.) ou à une année aussi proche que possible de celle-ci.

III. — *Agriculture, élevage, sylviculture et pêche :*

A) Recensement général de l'agriculture, effectué, si possible, une fois par période décennale, dans l'esprit des propositions de l'Institut International d'Agriculture et, si possible, pour l'année proposée par ce dernier.

B) Relevés annuels indiquant :

- 1) La répartition des superficies cultivées entre les principales cultures, en spécifiant, si possible, et dans les cas où il y aurait intérêt à le faire, tant les superficies ensemencées ou plantées que les superficies où la récolte a été effectuée, et
- 2) Les quantités récoltées pour ces cultures.

C) Relevés périodiques, annuels si possible, du nombre de têtes pour les principales espèces du cheptel vif, en indiquant, si possible, le sexe et l'âge.

D) En ce qui concerne les pays pour lesquels la production des bois présente une importance économique, relevés périodiques des ressources forestières indiquant la superficie en forêts et, si possible, le cubage sur pied, la pousse annuelle et la coupe annuelle. Il y aurait lieu de distinguer, autant que possible, entre les différentes espèces de bois.

E) En ce qui concerne les pays pour lesquels la pêche constitue une branche importante et organisée de l'activité économique, relevés annuels donnant les renseignements suivants : 1) quantités débarquées des produits des principales pêcheries maritimes et, si possible, des pêcheries intérieures ; 2) nationalité des bateaux par lesquels ces produits sont débarqués ; 3) nombre et catégories des bateaux nationaux employés à la pêche ; 4) nombre des personnes occupées sur ces bateaux.

S'il est impossible de dresser des relevés complets, il y aura lieu d'indiquer approximativement dans quelle mesure ils sont incomplets.

IV. — *Mines et métallurgie :*

Relevés (au moins annuels) des quantités produites de ceux des minéraux et des métaux ci-après, dont la production dans le pays présente une importance nationale :

1) Minéraux non métalliques :

Houille (charbon bitumineux ou anthracite), lignite et coke ;
Pétrole et gaz naturel ;
Nitrates ;
Phosphates ;

Minéraux potassiques;
Soufre.

2) Minéraux métalliques et métaux :

a) Minerais :

Fer	Aluminium	Etain	Manganèse
Cuivre	Plomb	Zinc	Nickel

b) Production de fonderie (effective ou estimée) :

Fer et acier	Etain	Antimoine	Argent
Cuivre	Zinc	Tungstène	Or
Aluminium	Manganèse	Molybdène	Platine
Plomb	Nickel	Bismuth	

V. — *Industrie* :

A) Relevés statistiques, à intervalles réguliers et, si possible, au moins tous les dix ans :

a) Des établissements industriels ou tout au moins de ceux d'une certaine importance; et

b) Si possible, des établissements commerciaux.

Ces statistiques pourront être établies, soit isolément, soit conjointement avec un recensement de la population ou avec un recensement de la production industrielle; elles mentionneront notamment :

1) Pour ces établissements, le nombre des personnes de chaque sexe qui y sont employées et, si possible, leur répartition entre les diverses catégories professionnelles, et entre les adultes et les jeunes gens, en indiquant la limite d'âge entre ces deux catégories.

Il sera également établi, si possible, une évaluation du nombre des personnes employées dans les établissements non recensés.

2) Pour les établissements industriels, la puissance nominale des moteurs primaires installés, en distinguant, si possible : 1) les moteurs à vapeur; 2) les moteurs à explosion ou à combustion interne; 3) les moteurs hydrauliques et la puissance nominale des moteurs électriques installés, en indiquant si l'énergie électrique est produite dans l'établissement ou provient du dehors. Dans chaque catégorie il y aura lieu de distinguer, si possible, les moteurs normalement utilisés et les moteurs inutilisés ou en réserve.

B) Relevés de la production industrielle aussi complets qu'il sera possible à chaque pays de les fournir avec un degré suffisant d'exactitude.

C) Séries statistiques indiquant, pour des périodes régulières, si possible trimestrielles ou de préférence mensuelles, les variations de l'activité industrielle dans les branches les plus représentatives de la production, soit en chiffres absolus, soit en chiffres relatifs, se rapportant à une période prise pour base des comparaisons.

VI. — *Nombres-indices des prix* :

Nombres-indices :

a) Exprimant le mouvement général des prix de gros, établis et publiés mensuellement;

b) Exprimant le mouvement général du coût de la vie, établis et publiés au moins trimestriellement.

Les indices du coût de la vie pourront être calculés pour une seule ville ou pour quelques villes choisies parmi les plus représentatives et considérées séparément ou ensemble.

Chaque publication de nombres-indices devra contenir une référence à un bref exposé officiel indiquant les articles dont les prix ont servi au calcul de ces nombres-indices, ainsi que les méthodes employées.

Outre les indices, les prix de gros des principales marchandises devront, autant que possible, être publiés aux mêmes époques, en valeur absolue ou relative.

ARTICLE 3

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, afin de faciliter la comparaison des statistiques du commerce extérieur des différents pays, à adopter, pour l'établissement de cette catégorie de statistiques, les principes énoncés à la Partie I de l'Annexe I.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, en outre, dans la mesure où les moyens d'investigation dont elles disposent le leur permettent, à dresser, à titre d'essai, les tableaux statistiques spécifiés à la Partie III de l'Annexe I.

ARTICLE 4

Les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes énoncés à l'Annexe II, en ce qui concerne l'établissement des statistiques des pêcheries, et conviennent de les appliquer autant que possible dans leurs statistiques respectives.

ARTICLE 5

Les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes dont s'inspire l'Annexe III, destinée à servir, autant que possible, de base en vue de l'établissement des statistiques de la production des minéraux et métaux visés à l'article 2—IV, dans le cas où la production dans le pays desdits minéraux et métaux est considérée comme présentant une importance nationale, et conviennent d'adopter les mêmes principes dans le cas où elles établiraient des statistiques de la production d'autres minéraux et métaux.

ARTICLE 6

Les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes dont s'inspire l'Annexe IV, jointe à la Convention à titre de programme-type d'un recensement de la production industrielle, et conviennent d'examiner la possibilité d'adopter ceux de ces principes qui seraient applicables lorsqu'elles envisageront un recensement complet ou partiel du type indiqué dans ladite Annexe.

ARTICLE 7

Les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes dont s'inspire l'Annexe V, jointe à la Convention à titre d'exemple, en vue de l'établissement d'indices de l'activité industrielle, et conviennent d'examiner la possibilité d'adopter ceux de ces principes qui seraient applicables lorsqu'elles envisageront l'établissement sur une large base d'indices de l'activité industrielle.

ARTICLE 8

1. Un Comité d'Experts Techniques sera désigné à une réunion du Conseil de la Société des Nations et des délégués des Etats non membres de la Société des Nations représentés à la Conférence de Genève, à raison d'un délégué pour chacun de ces Etats au nom desquels des instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés.

2. En dehors des fonctions spéciales qui lui sont confiées en vertu des dispositions de la présente Convention et des instruments annexés, le Comité d'Experts mentionné au paragraphe précédent du présent article pourra formuler tous avis qui lui paraîtront utiles en vue d'améliorer ou de développer les principes et arrangements stipulés dans la Convention au sujet des catégories de statistiques qui y sont envisagées. Il pourra également émettre des avis concernant d'autres catégories de statistiques d'un caractère analogue, dont il semblera désirable et possible d'assurer l'uniformité internationale. Il examinera toutes les suggestions, visant les mêmes fins, qui pourront lui être soumises par le Gouvernement de l'une quelconque des Hautes Parties Contractantes. Le Comité d'Experts n'émettra pas d'avis concernant les statistiques se rapportant aux finances publiques ou privées (dette publique, recettes et dépenses, banque, marché monétaire, bourse, etc.). Il n'émettra pas, sans entente préalable avec les institutions et organisations internationales compétentes, d'avis concernant les statistiques se rapportant à l'agriculture, au travail ou aux transports.

3. Le Conseil de la Société des Nations est prié, si, à un moment quelconque, la moitié au moins des membres de la Société des Nations et des Etats non membres au nom desquels des instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés, en exprime le désir, de convoquer une Conférence en vue de réviser et, s'il y a lieu, d'élargir la présente Convention.

ARTICLE 9

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que leurs services de statistiques échangeront directement les relevés statistiques, établis et publiés par eux, conformément aux dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 10

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Hautes Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention, et si ce diffé-

rend ne peut être réglé, soit directement entre les Parties, soit par la voie d'un autre moyen de règlement amiable, les Parties pourront, d'un commun accord, soumettre le différend, aux fins d'amiable composition, au Comité d'Experts visé à l'article 8.

Dans ce cas, le Comité pourra inviter les Parties à lui soumettre, oralement ou par écrit, leurs observations et formulera un avis consultatif au sujet du point en litige.

ARTICLE 11

Chacune des Hautes Parties Contractantes peut déclarer, au moment de la signature de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire Général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent; dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification un an après la réception de cette notification par le Secrétaire Général de la Société des Nations.

De même, chacune des Hautes Parties Contractantes peut, à tout moment, après l'expiration du délai de cinq ans mentionné dans l'article 16, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire Général de la Société des Nations.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations communiquera à tous les membres de la Société des Nations et aux Etats non membres, visés à l'article 12, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

ARTICLE 12

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour; elle pourra, jusqu'au trente septembre mil neuf cent vingt-neuf, être signée au nom de tout membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre représenté à la Conférence de Genève ou à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de ladite Convention.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire Général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les membres de la Société ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'alinéa précédent.

ARTICLE 13

A partir du premier octobre mil neuf cent vingt-neuf il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre visé à l'article 12.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire Général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 12.

ARTICLE 14

La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire Général de la Société des Nations, de ratifications ou adhésions, au nom d'au moins dix membres de la Société des Nations ou Etats non membres.

ARTICLE 15

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la Convention, conformément à l'article 14, produira ses effets quatre-vingt-dix jours après la date de sa réception par le Secrétaire Général de la Société des Nations.

ARTICLE 16

Après l'expiration d'un délai de cinq ans, à dater de son entrée en vigueur, aux termes de l'article 14, la présente Convention pourra être dénoncée par écrit, l'instrument de dénonciation étant déposé entre les mains du Secrétaire Général de la Société des Nations. La

dénonciation prendra effet six mois après qu'elle aura été reçue par le Secrétaire Général et ne sera opérante qu'en ce qui concerne le membre de la Société ou l'Etat non membre au nom duquel l'instrument a été déposé.

Le Secrétaire Général notifiera la dénonciation à tous les membres de la Société et aux Etats non membres mentionnés à l'Article 12.

Si, à la suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre des membres et Etats non membres de la Société, liés par les dispositions de la présente Convention, est réduit à un nombre inférieur à dix, la Convention cessera d'être en vigueur.

ARTICLE 17

Les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter les réserves apportées à l'application de la présente Convention, telles qu'elles sont formulées dans le Protocole annexé à la Convention et à l'égard des pays qui y sont nommément désignés.

Les Gouvernements des pays qui sont disposés à adhérer à la Convention en vertu de l'article 13, mais qui désirent être autorisés à apporter des réserves à l'application de la Convention, pourront informer de leur intention le Secrétaire Général de la Société des Nations. Celui-ci communiquera immédiatement ces réserves aux Gouvernements de tous les pays au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé, en leur demandant s'ils ont des objections à présenter. Si, dans un délai de six mois, à dater de ladite communication, aucun pays n'a soulevé d'objection, la réserve en question sera considérée comme acceptée.

ARTICLE 18

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire Général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le quatorze décembre mil neuf cent vingt-huit, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les membres de la Société et aux Etats non membres, mentionnés à l'article 12.

ALLEMAGNE

WAGEMANN
DR. PLATZER

AUTRICHE

W. BREISKY
DR. ROTHE
RIEMER

BELGIQUE

Conformément à l'article 11 de la Convention, la Délégation Belge, au nom de son Gouvernement, déclare ne pouvoir accepter, en ce qui concerne la colonie du Congo Belge, les obligations qui découlent des clauses de la présente Convention.

A. JULIN

ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

J. A. BARBOSA CARNEIRO
A. CAVALCANTI ALBUQUERQUE DE GUSMÃO

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD (ainsi que toutes parties de l'Empire Britannique non membres séparés de la Société des Nations):

Je déclare que ma signature ne couvre pas les colonies, protectorats ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté Britannique.

S. J. CHAPMAN

UNION SUD-AFRICAINE

DAN. J. DE VILLIERS

ETAT LIBRE D'IRLANDE

SEAN LESTER

BULGARIE

D. MICHAYKOFF

DANEMARK

Conformément à l'article 11, le Groenland est excepté des dispositions de la présente Convention.

En outre, le Gouvernement Danois, en acceptant la Convention, n'assume aucune obligation en ce qui concerne les statistiques relatives aux Iles Féroé.

ADOLPH JENSEN

VILLE LIBRE DE DANTZIG

E. SZTUM DE SZTREM

DR. MARTIN J. FUNK

ÉGYPTE

JAMES I. CRAIG
HENEIN G. HENEIN

ESTONIE

Ad referendum
ALBERT PULLERITS

FINLANDE

RUDOLF HOLSTI
MARTTI KOVERO
WERNER LINDGREN

FRANCE

Au moment de signer la présente Convention, la France déclare que, par son acceptation, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble de ses colonies, protectorats et territoires placés sous sa suzeraineté ou mandat.

M. HUBER
GAYON

GRÈCE

Ad referendum
D. BIKELAS

HONGRIE

JULES DE KONKOLY-THIRGE

ITALIE

Par l'acceptation de la présente Convention, l'Italie n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne ses colonies, protectorats et autres territoires mentionnés à l'article 11, alinéa premier.

CORRADO GINI

JAPON

En vertu de l'article 11 de la présente Convention, le Gouvernement Japonais déclare que son acceptation de la présente Convention ne s'étend pas à ses territoires ci-après mentionnés : Chosen, Taiwan, Karafuto, le territoire à bail de Kwantung, les territoires sur lesquels le Japon exerce son mandat.

Ito

LETTONIE

Ad referendum
CHARLES DUZMANS

LUXEMBOURG

CH. G. VERMAIRE

NORVÈGE

GUNNAR JAHN

PAYS-BAS

Par leur acceptation de la présente Convention, les Pays-Bas n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne les Indes Néerlandaises, le Surinam et le Curaçao.

H. W. METHORST
L. P. DE BUSSY

POLOGNE

E. SZTUM DE SZTREM

PORTUGAL

Aux termes des dispositions de l'article 11, la Délégation Portugaise déclare, au nom de son Gouvernement, que la présente Convention n'est pas applicable aux colonies portugaises.

F. DE CALHEIROS E MENESES
CASIMIRO ANTÓNIO CHAMBUCA DA FONSECA

ROUMANIE

C. ANTONIADE

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

CONST. FOTITCH
DR. MAX BIRKOVITCH
LAZARE M. KOSTITCH

SUÈDE

K. I. WESTMAN

SUISSE

W. STUCKI
J. LORENZ
K. ACKLIN

TCHÉCOSLOVAQUIE

DR. JOS MRÁZ
DR. JOSEF RYBA
CYRIL HORÁČEK

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention portant la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés déclarent accepter, en ce qui concerne les diverses dispositions de la Convention, l'interprétation spécifiée à la première partie du présent Protocole, et accepter également les réserves formulées en vertu de l'article 17 de ladite Convention et figurant à la seconde partie du présent Protocole.

I

Il est entendu :

1. Qu'aucune stipulation de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant ou affectant la compétence de l'Institut International d'Agriculture.

2. Qu'aucune disposition de la présente Convention n'impose l'obligation d'établir et de publier des chiffres qui entraîneraient la divulgation de renseignements relatifs à un établissement particulier quelconque.

3. Que chacune des Hautes Parties Contractantes pourra, en cas de force majeure ou d'événements graves menaçant la sécurité de l'Etat, suspendre exceptionnellement, pour une durée aussi court que possible et dans la mesure où les circonstances l'exigeront, l'application des dispositions de la présente Convention.

4. Que les dispositions de l'article 2 — I, a), n'exigent pas l'indication des quantités pour des catégories spéciales de marchandises lorsque cette indication ne présente aucune utilité pratique au point de vue statistique.

5. Que, dans les relevés mensuels requis à l'article 2 — I, a) :

a) L'énumération des articles et les renseignements correspondants peuvent être présentés sous une forme abrégée ;

b) Les renseignements fournis pour les cas dans lesquels le commerce extérieur d'un pays est relativement peu important peuvent avoir le caractère d'un simple résumé.

6. Que les propositions de l'Institut International d'Agriculture, mentionnées au paragraphe A) de l'article 2 — III, sont celles qui ont été adoptées par la neuvième Assemblée Générale de l'Institut et reproduites, à titre documentaire, à l'Annexe VI, et que, dans le cas où l'Assemblée Générale de l'Institut International d'Agriculture modifierait ces propositions, les Hautes Parties Contractantes auront la faculté d'adopter ces modifications.

7. Que les dispositions des paragraphes B) et C) de l'article 2 — V ne doivent pas être considérées comme excluant l'emploi d'évaluations dans le cas des petites entreprises.

8. Que les dispositions des paragraphes B) et C) de l'article 2 — V obligent les Hautes Parties Contractantes à faire tout ce qui dépend d'elles pour fournir des données représentatives, mais que, néanmoins, dans un pays où l'industrie est peu développée, il peut être impossible de fournir des statistiques détaillées.

9. Que, dans les pays où, en raison de conditions locales telles que l'étendue du territoire le caractère disséminé des industries et la distance qui les sépare de leurs marchés, la préparation mensuelle d'indices des prix de gros n'est pas pratiquement possible, la publication trimestrielle de ces indices sera considérée comme répondant aux prescriptions de l'article 2 — VI.

II

Les réserves énoncées ci-dessous sont acceptées :

1. — ARTICLE 2 — III, B).

Turquie: Les relevés prévus à ce paragraphe seront établis et publiés par la Turquie à des intervalles aussi rapprochés que possible sans qu'il y ait obligation que ces relevés soient annuels.

Union Sud-Africaine : Les relevés ne contiendront pas d'informations concernant la superficie cultivée dans les exploitations indigènes et dans les réserves indigènes, les domaines des nègres et les centres de missions.

2.— ARTICLE 2 — III, E).

Brésil : Ces dispositions ne s'appliquent pas au Brésil.

3.— ARTICLE 2 — IV, paragraphe 2), a).

Japon : Le choix des minerais sera laissé à la discrétion du Gouvernement Japonais.

4.— ARTICLE 2 — V, B), C).

Ville Libre de Dantzig, Grèce, Portugal, Turquie : Les relevés prévus à ces paragraphes ne seront pas obligatoires.

5.— ARTICLE 2 — VI.

Portugal : La publication mensuelle de nombres-indices dans un avenir rapproché ne sera pas obligatoire.

6.— ARTICLE 3 — alinéa 2).

Mexique, Turquie : Cet alinéa sera considéré, non comme une obligation, mais comme une recommandation.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent Protocole.

Fait à Genève, le quatorze décembre mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme sera transmise à tous les membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

ALLEMAGNE

WAGEMANN
DR. PLATZER

AUTRICHE

W. BREISKY
DR. ROTHE
RIEMER

BELGIQUE

A. JULIN

ETATS-UNIS DU BRÉSIL

J. A. BARBOSA CARNEIRO
A. CAVALCANTI ALBUQUERQUE DE GUSMÃO

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD (ainsi que toutes parties de l'Empire Britannique non membres séparés de la Société des Nations) :

S. J. CHAPMAN

UNION SUD-AFRICAINE

DAN. J. DE VILLIERS

ÉTAT LIBRE D'IRLANDE

SEAN LESTER

BULGARIE

D. MICHAYKOFF

DANEMARK

ADOLPH JENSEN

VILLE LIBRE DE DANTZIG

E. SZTUM DE SZTREM
DR. MARTIN J. FUNK

ÉGYPTE

JAMES I. CRAIG
HENEIN G. HENEIN

ESTONIE

Ad referendum
ALBERT PULLERITS

FINLANDE

RUDOLF HOLSTI
MARTTI KOVERO
WERNER LINDGREN

FRANCE

M. HUBER
M. GAYON

GRÈCE

D. BIKELAS

HONGRIE

JULES DE KONKOLY-THEGE

ITALIE

CORRADO GINI

JAPON

ITO

LETTONIE

Ad referendum
CHARLES DUZMANS

LUXEMBOURG

CH. G. VERMAIRE

NORVÈGE

GUNNAR JAHN

PAYS-BAS

H. W. METHORST
LE P. DE BUSSE

POLOGNE

E. SZTUM DE SZTREM

PORTUGAL

F. DE CALHEIROS E MENESES
CASIMIRO ANTÓNIO CHAMBICA DA FONSECA

ROUMANIE

C. ANTONIADE

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

CONST. FOTITCH
DR. MAX BIRKOVITCH
LAZARE M. KOSTITCH

SUÈDE

K. I. WESTMAN

SUISSE

W. STUCKI
J. LORENZ
K. ACKLIN

TCHÉCOSLOVAQUIE

DR. JOS MRÁZ
DR. JOSEF RYBA
CYRIL HORÁČEK

ANNEXE I

Statistiques du commerce extérieur

(Voir article 3)

PARTIE I

I. Les statistiques du commerce extérieur seront établies selon l'une des deux méthodes indiquées ci-après :

a) *Lorsque les relevés du commerce spécial sont établis seuls ou parallèlement avec les relevés du commerce général :*

Les importations spéciales comprendront toutes les marchandises déclarées pour la consommation intérieure dans le territoire auquel s'appliquent les statistiques, ainsi que toutes les marchandises déclarées (dans les conditions normales du régime de l'admission temporaire) en vue d'une transformation, d'une réparation ou d'un complément de main-d'œuvre. Le réemballage, le réassortiment et le mélange ne constituent pas une transformation ou un complément de main-d'œuvre.

Les exportations spéciales comprendront toutes les exportations de marchandises, produites à l'intérieur du territoire statistique du pays ou nationalisées.

Par marchandises nationalisées, il faut entendre les marchandises d'importation mises à la libre disposition des importateurs après avoir acquitté, le cas échéant, les droits dont elles sont passibles, ou qui ont reçu la transformation, la réparation ou le complément de main-d'œuvre en vue desquels elles avaient été admises en franchise temporaire.

Le commerce spécial des importations et des exportations ne doit comprendre aucune partie du trafic de transit, tel qu'il est défini au paragraphe V, 3, ci-dessous.

Le commerce général comprend: à l'importation, tout ce qui arrive des territoires non compris dans le territoire statistique; à l'exportation, tout ce qui sort du territoire statistique pour une destination extérieure. Toutefois sont exclues les marchandises en transit direct, ainsi que les marchandises simplement transbordées dans les ports, sous le contrôle de la douane.

Les trafics: 1) de transit indirect et 2) de transit direct (y compris les transbordements) seront indiqués, par pays, dans des tableaux séparés. Les quantités de ces marchandises seront exprimées en poids brut; en cas d'impossibilité, toute autre base pourrait être admise, y compris celle de la valeur, à condition que les relevés indiquent la méthode utilisée.

Lorsque les marchandises soumises au régime de l'admission temporaire font l'objet de tableaux spéciaux, la valeur de chaque catégorie de marchandises (suivant le cas, valeur originelle des objets, ou valeur originelle plus valeur ajoutée: travail et matériaux) doit être indiquée à l'entrée et à la sortie.

b) Lorsque les relevés d'importation portent uniquement sur le commerce global et que les réexportations sont également indiquées:

Les importations globales répondront à la définition, donnée au paragraphe *a)* ci-dessus, du commerce général d'importation.

Les exportations et les réexportations seront indiquées séparément.

Les exportations comprendront toutes les sorties: 1) de marchandises produites à l'intérieur du territoire statistique et 2) de marchandises venant de l'extérieur, qui ont subi sur ce territoire une transformation, une réparation ou un complément de main-d'œuvre.

Les réexportations comprendront toutes les marchandises importées à l'intérieur du territoire statistique (à l'exclusion du transit direct et des marchandises transbordées dans les ports sous le contrôle de la douane) et ultérieurement exportées sans avoir reçu aucune transformation ou réparation et aucun complément de main-d'œuvre.

Le réemballage, le réassortiment et le mélange ne constituent pas une transformation ou un complément de main-d'œuvre.

Le trafic de transit direct (y compris les transbordements) fera l'objet de relevés séparés, établis dans les conditions déjà stipulées au paragraphe *a)* ci-dessus.

Lorsque les marchandises soumises au régime de l'admission temporaire font l'objet de tableaux spéciaux, la valeur de chaque catégorie de marchandises doit être indiquée dans les conditions déjà stipulées au paragraphe *a)* ci-dessus.

II. Il y a lieu de maintenir ou d'instituer le système dit «des valeurs déclarées», c'est-à-dire des valeurs indiquées par les importateurs et par les exportateurs (ou leurs agents dûment accrédités) pour chaque transaction particulière. En outre, afin d'assurer l'exactitude des statistiques du commerce extérieur, ces valeurs seront soumises à une vérification et à un contrôle systématique.

III.—*a)* Les valeurs utilisées à cet effet seront les valeurs à la frontière d'exportation (frontière terrestre ou frontière maritime, selon le cas), c'est-à-dire, pour les importations, la valeur au point de départ augmentée des frais de transport et d'assurance depuis ce point jusqu'à la frontière d'importation, et, pour les exportations, la valeur franco bord ou franco wagon à la frontière.

À l'importation, les droits d'entrée, impôts intérieurs et charges similaires établis par le pays importateur sont exclus des valeurs. À l'exportation, les droits de sortie y sont compris, ainsi que les impôts intérieurs et charges similaires établis par le pays exportateur, en tant que ces derniers restent effectivement perçus sur les marchandises exportées.

b) Quand un pays taxe *ad valorem* les marchandises importées ou exportées, la valeur calculée en vue de cette taxation, conformément aux méthodes prescrites dans la législation fiscale du pays, peut être relevée dans les statistiques d'importation ou d'exportation, même si elle diffère de la valeur définie plus haut au paragraphe *a)*. Parallèlement, les valeurs calculées selon les mêmes méthodes peuvent être employées pour les marchandises exemptes de droits ou frappées de droits spécifiques. Les pays qui adoptent un système de ce genre doivent indiquer clairement, dans les statistiques, la méthode employée pour le calcul des valeurs et présenter une estimation au moins annuelle et si possible détaillée des valeurs calculées selon les principes énoncés au paragraphe *a)* ci-dessus.

IV. Il y a lieu de spécifier l'unité ou les unités de mesure utilisées pour exprimer les quantités de chaque marchandise: poids, longueur, superficie, capacité, etc.

Lorsque la quantité est exprimée au moyen d'une ou de plusieurs unités de mesure autres que le poids, les relevés annuels indiqueront le poids estimatif moyen de chaque unité, ou multiple d'unités.

En ce qui concerne le poids, il y a lieu de préciser le sens des expressions telles que «poids brut», «poids net», «poids net légal», en tenant compte des sens divers que le même terme peut comporter selon les différentes catégories de marchandises auxquelles il s'applique.

V.—1. Par territoire statistique d'un pays, il faut entendre tout le territoire douanier, tous les entrepôts et dépôts en douane ou sous le contrôle de la douane, tous les ports francs et les zones franches appartenant à ce pays.

2. Lorsque deux ou plusieurs pays ont conclu une union douanière et qu'il est publié des statistiques commerciales se rapportant à l'ensemble de l'union, le territoire statistique pourra être l'ensemble des territoires de tous les pays membres de l'union.

Ces stipulations n'empêchent pas le pays de publier des statistiques séparées pour les parties non limitrophes de leurs territoires statistiques, au lieu de statistiques pour l'ensemble du territoire douanier, si celui-ci se compose de territoires non limitrophes.

3. Par transit, il y a lieu d'entendre le total du trafic de transit direct et indirect, défini ci-après.

Le trafic de transit direct comprendra toutes les marchandises traversant le territoire statistique, tel qu'il est défini ci-dessus, dans un but exclusif de transport, sans être mises à la libre disposition des importateurs ou sans être placées à l'entrepôt.

Le trafic de transit indirect comprendra toutes les marchandises provenant de territoires situés en dehors du territoire statistique du pays, qui sont mises en entrepôts ou dépôts fictifs ou réels appartenant au territoire statistique, tel qu'il est défini ci-dessus, et qui en sont ultérieurement exportées sans être placées à la libre disposition des importateurs et sans avoir subi de transformation ou de réparation ou reçu de complément de main-d'œuvre autre que le réemballage, le réassortiment ou le mélange.

VI. Les territoires statistiques qui seront indiqués dans les relevés du commerce par pays, prescrits par la présente Convention, devront correspondre à la liste donnée à la partie II de la présente Annexe.

À tout moment, chacune des Hautes Parties Contractantes pourra demander au Secrétaire Général de la Société des Nations de prendre les mesures nécessaires pour modifier la partie II de la présente Annexe, en vue de tenir compte des changements qui pourraient être survenus.

Le Comité d'Experts prévu à l'article 8 de la Convention établira, aussitôt que possible après sa constitution, la liste minimum des territoires statistiques isolés ou groupés qui devront être spécifiés dans les statistiques du commerce extérieur par pays, tout pays restant libre de remplacer l'une (ou plusieurs) des positions de cette liste minimum par la série complète des positions correspondantes, figurant à la partie II de la présente Annexe.

Dans les tableaux statistiques indiquant, pour les diverses marchandises, les pays avec lesquels le commerce desdites marchandises est pratiqué, ceux des pays avec lesquels le commerce n'est pas important pourront être groupés sous la rubrique «Autres pays», sans autre spécification.

Les marchandises consignées sur connaissement, avec faculté d'option de déchargement, ou «pour ordre», seront indiquées séparément comme consignées «Pour ordre».

VII. En raison de l'importance particulière que présente l'exactitude des statistiques monétaires, il sera dressé des tableaux spéciaux indiquant, en valeur et en poids, les importations et les exportations: 1) de l'or monnayé; 2) de l'or en lingots, sous la forme admise dans les règlements bancaires, et 3) de l'or sous d'autres formes.

VIII. Dans le cas de pays pour lesquels le trafic du combustible de soute présente une réelle importance, il sera dressé des relevés indiquant les quantités (et, si possible, les valeurs), estimatives ou exactes, du charbon de soute et autres combustibles de soute, fournis dans les ports du pays pour l'usage propre des navires servant au commerce extérieur. Les chiffres relatifs aux navires nationaux et aux navires étrangers seront, si possible, indiqués séparément. En ce qui concerne les ports autres que les ports maritimes, le trafic du combustible de soute ne sera indiqué que dans les cas où il présente une réelle importance.

IX. Les relevés du commerce extérieur, prévus par la présente Convention:

1. Ne devront pas comprendre:

- a) À l'exportation, les approvisionnements des navires nationaux;
- b) À l'importation, les produits de la pêche qui sont considérés comme production nationale par le pays où ils sont débarqués.

2. Pourront ne pas comprendre:

- a) Les importations et exportations, soit à titre temporaire, soit à titre définitif, de toutes les marchandises qui ne sont pas l'objet de transactions commerciales;
- b) À l'exportation, les approvisionnements des navires étrangers;
- c) Les marchandises importées ou exportées en quantités assez restreintes pour être considérées comme négligeables par rapport à l'ensemble du trafic des mêmes marchandises.

X. Les relevés du commerce extérieur, prévus par la présente Convention, seront dressés pour l'année civile (1^{er} janvier-31 décembre) et pour les mois du calendrier.

Néanmoins, tout pays auquel s'applique la présente Convention peut, en outre, maintenir une année statistique différente de l'année civile.

PARTIE II

Liste des pays

(Territoires statistiques)

Note. — Les inclusions indiquées dans la colonne «À comprendre» ne sont pas complètes à moins d'être précédées du mot «Embrassant».

N°	Pays (territoire statistique)	À comprendre
Europe		
1	Albanie.	
2	Allemagne	Jungholz et Mittelberg («exclaves» douanières de l'Autriche). <i>Non compris</i> la Sarre, Heligoland et les «exclaves» douanières badoises.
3	Heligoland.	
4	«Exclaves» douanières badoises.	
5	Andorre.	
6	Autriche	<i>Non compris</i> le Liechtenstein, Jungholz (dans le Tyrol) et Mittelberg (dans le Vorarlberg).
7	Belgo-luxembourgeoise (Union économique)	<i>Embrassant</i> : a) Belgique; b) Luxembourg.
8	Bulgarie.	
9	Danemark	<i>Non compris</i> le Groenland et les îles Færøer.
10	Îles Færøer.	
	Dantzig (Ville Libre de). Voir n° 26.	
11	Espagne	<i>Non compris</i> les îles Canaries, Ceuta et Andorre.
12	Estonie.	
13	Finlande.	
14	France	Monaco, Sarre. <i>Non compris</i> l'Algérie et Andorre.
15	Grèce	Crète, Samos, Lemnos, Chios, Mytilène, Mont-Athos.
16	Hongrie.	
17	Irlande (Etat Libre d').	
18	Islande.	
19	Italie	Fiume, Zara et Saint-Marin. <i>Non compris</i> les îles de la mer Egée.
20	Îles italiennes de la mer Egée	<i>Embrassant</i> Rhodes, Cos, Leros, Kalymnos, Symi, Scarpanto, Castelrosso et quelques autres.
21	Lettonie.	
22	Lithuanie	Memel (Klaipėda).
	Luxembourg. Voir n° 7.	
23	Norvège	<i>Non compris</i> le Spitzberg.
24	Spitzberg (Svalbard).	Les îles avoisinantes.
25	Pays-Bas.	
26	Pologne-Dantzig	<i>Embrassant</i> : a) Pologne; b) Ville Libre de Dantzig.
27	Portugal	Madère et les Açores. <i>Non compris</i> les îles du Cap-Vert.
28	Roumanie.	
29	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande du Nord	<i>Embrassant</i> l'Angleterre, l'Ecosse, le Pays de Galles, l'Irlande du Nord et l'île de Man.
30	Îles anglo-normandes.	
31	Gibraltar.	
32	Malte	Gozo et Comino

N°	Pays (territoire statistique)	À comprendre
	Sarre. Voir n° 14.	
33	Serbes, Croates et Slovènes (Royaume des).	
34	Suède.	
35	Suisse	Liechtenstein.
36	Tchécoslovaquie.	
37	Turquie.	<i>Embrassant:</i> a) Turquie d'Europe; b) Turquie d'Asie (y compris Imbros, Ténédos et îles aux Lapins).
38	Union des Républiques Soviétistes Socialistes (Russie).	<i>Embrassant:</i> a) La partie européenne de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie (c.-a.-d., à l'ouest de l'Oural), plus les R. S. S. de la Russie Blanche et de l'Ukraine; b) La partie asiatique de la R. S. F. S. R. (c.-a.-d., à l'est de l'Oural), plus les R. S. S. de la Transcaucasie (l'Arménie, Georgie et Azerbeïdjan), du Turkmenistan (R. S. S. turcomène—Aschkhabad, Merv, etc.) et de l'Uzbekistan (R. S. S. Uzbek—Samarcande, etc.).

Asie

39	Afghanistan.	
40	Bhoutan.	
41	Chine.	Kouan-Toung (territoire cédé à bail au Japon — Daïren, etc.), Tien-Tsin (concession italienne), Mandchourie, Sin-Kiang (Kouldja, Kachgarie et Turkestan chinois) et Kiao-Tchéou (Tsingtao). <i>Non compris</i> les possessions et concessions britanniques, françaises et portugaises, la Mongolie, le Thibet et le Sikkim.
42	Mongolie	<i>Embrassant</i> Mongolie du centre et Mongolie extérieure ou du Nord-Ouest (Ourga, etc.).
43	Hadramaout.	
44	Hedjaz et Nedjed.	
45	Irak.	
46	Japon	Karafouto (Sakhaline japonaise), archipel des Kouriles (Tchishima) et Okinawa (archipel Riou-Kiou). <i>Non compris</i> Corée, Formose, Kouan-Toung et îles du Pacifique sous mandat japonais.
47	Corée (ou Chosen).	
48	Formose (ou Taïouan)	Îles Pescadores (Bükotü).
49	Koweït.	
50	Nepaul.	
51	Oman.	Guadar.
52	Palestine	Transjordanie.
53	Perse.	
54	Siam.	
55	Syrie	<i>Embrassant</i> Syrie, Grand-Liban, territoire Alaouite et Djebel Druse.
56	Thibet.	
57	Yemen.	
	<i>Dominions, colonies, etc., britanniques :</i>	
58	Aden :	Protectorat d'Aden, Périm et îles Kouryan-Meuryan. <i>Non compris</i> Socotora.
59	Bahreïn (îles).	
60	Bornéo du Nord britannique.	
61	Brunéi.	
62	Ceylan	Îles Maldives.
63	Chypre.	

N°	Pays (territoire statistique)	À comprendre
64	Hong-Kong	Nouveaux territoires. Vieux Koun-Loung et nouveau Koung-Loung.
65	Inde	Birmanie; Beloutchistan; Etats (indigènes) indiens; Etats frontières et territoires de tribus (Las Bela, Khelat, Tirah, Malakand, Dir, Swat, Bajore, Chitral, Buner, Khaïber, Kurram, Waziristan, Sikkim, Towang, Naga et Mishmi Hills, Karenni et Etats Chans). Les Laquedives, Andaman et Nicobar. <i>Non compris</i> les possessions françaises et portugaises, et Aden et ses dépendances.
66	Malaisie britannique	<i>Embrassant:</i> a) Etablissements des Détroits, c.-à-d. Singapour (avec l'île Christmas, les îles des Cocos ou Keeling), Penang (avec la province Wellesley et les Dindings), Malacca, Labouan; b) Etats malais fédérés (Pérak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang); c) Etats malais non fédérés (Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu et Johore).
67	Sarawak.	
68	Wei-Hai-Wei.	
	<i>Possession des Etats-Unis:</i>	
69	Philippines.	
	<i>Colonies, etc., françaises:</i>	
70	Etablissements français de l'Inde	Chandernagor, Mahé, Karikal, Pondichéry et Yanaon.
71	Indo-Chine française	Annam, Tonkin, Cochinchine, Cambodge, Laos, Kouang-Tchéou-Ouan.
	<i>Territoire d'outre-mer néerlandais:</i>	
72	Indes Néerlandaises	Nouvelle-Guinée néerlandaise.
	<i>Colonies portugaises:</i>	
73	Inde: Possessions portugaises	Goa, Damão et Dio.
74	Macao	Iles Taipa et Coloane.
75	Timor portugaise	Ooussi et Ambeno (Lifou, Sutrana, etc.), et Pulo Cambing.

Afrique

76	Egypte	Presqu'île du Sinaï. <i>Non compris</i> le Soudan anglo-égyptien.
77	Ethiopie (ou Abyssinie).	
78	Libéria.	
79	Maroc: Présides et zones espagnoles	Ceuta, Melilla, Alhucemas, Chafarinas, Peñon de la Gomera. <i>Non compris</i> Tanger.
80	Maroc: Protectorat français.	
81	Maroc: Tanger.	
82	Soudan anglo-égyptien.	
	<i>Colonie belge et territoire sous mandat:</i>	
83	Congo belge.	
84	Ruanda-Urundi (territoire sous mandat).	
	<i>Dominions, colonies, territoires sous mandat, etc., britanniques:</i>	
85	Gambie.	
86	Sierra-Leone	Colonie et protectorat.
87	Côte de l'Or	Territoires nord et des Achanties. <i>Non compris</i> Togo (territoire sous mandat britannique).
88	Nigéria	Lagos. <i>Non compris</i> le Cameroun (sous mandat britannique).
89	Togo (sous mandat britannique).	
90	Cameroun (sous mandat britannique).	

N°	Pays (territoire statistique)	À comprendre
91	Sainte-Hélène	Ascension.
92	Tristan da Cunha.	
93	Union Sud-Africaine	Protectorat du Betchouanaland, Basoutoland et Souaziland. <i>Non compris</i> le Sud-Ouest africain (territoire sous mandat) et Walfish Bay.
94	Sud-Ouest africain (territoire sous mandat).	Walfish Bay.
95	Rhodésie méridionale.	
96	Rhodésie du Nord-Ouest	<i>Embrassant</i> le Bassin du Zambèze de la Rhodésie du Nord.
97	Rhodésie du Nord-Est	<i>Embrassant</i> le Bassin du Congo de la Rhodésie du Nord.
98	Nyassaland britannique.	
99	Kénya et Ouganda.	
100	Tanganyika (territoire sous mandat).	
101	Zanzibar	Pemba.
102	Somalie britannique.	
103	Socotora.	
104	Maurice	Dépendances (Rodrigues, Diego-Garcia, etc.).
105	Seychelles	Dépendances (Almirantes, etc.).
	<i>Colonies, etc., espagnoles :</i>	
106	Rio de Oro	Adrar et Ifni.
107	Iles Canaries.	
108	Guinée espagnole	Rio Muni, Fernando-Po, Annobon, Corisco, Grand Eleboy et Petit Eleboy.
	<i>Colonies françaises, territoires sous mandat, etc. :</i>	
109	Algérie.	
110	Tunisie.	
111	Mauritanie.	
112	Sénégal.	Cercle de Dakar et dépendances.
113	Soudan français.	
114	Haute-Volta.	
115	Niger français.	
116	Guinée française.	
117	Côte d'Ivoire.	
118	Dahomey.	
119	Togo (sous mandat français).	
120	Cameroun (sous mandat français).	
121	Afrique-Equatoriale française.	<i>Embrassant :</i> a) Le Gabon et le Moyen-Congo; b) Oubangui-Chari et le Tchad (y compris le Sahara français, le Kanem et le Ouadai).
122	Côte française des Somalis	Obock, Tadjourah et Djibouti.
123	Madagascar	Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Nossi-Bé, Mayotte et Dépendances (Anjouan, Grande Comore, Mohéli, etc.).
124	Réunion.	
125	Kerguelen	Iles Saint-Paul et île Amsterdam; îles Crozet. <i>Non compris</i> la Terre Adélie et la Terre Wilkes.
	<i>Colonies italiennes :</i>	
126	Libye	<i>Embrassant :</i> a) La Tripolitaine (Tripoli, etc.); b) La Cyrénaïque (Benghazi, l'oasis de Djaraboub, etc.).
127	Erythrée.	
128	Somalie italienne	La rivière Djouba et Kismayou.

Nº	Pays (territoire statistique)	À comprendre
	<i>Colonies, etc., portugaises :</i>	
129	Iles du Cap-Vert.	
130	Guinée portugaise	Iles Bissagos et Bolama.
131	São Thomé et Príncipe.	
132	Angola (ou Afrique-Occidentale Portugaise)	Le Cabinda.
133	Mozambique (ou Afrique-Orientale Portugaise).	<i>Embrassant :</i> a) Province du Mozambique; b) Territoire de la Compagnie de Mozambique; c) Le Nyassa portugais.

Amérique du Nord

134	Etats-Unis d'Amérique	<i>Non compris</i> les territoires non contigus (Alaska, Hawaï, Porto-Rico, etc.).
135	Alaska.	
	<i>Dominions britanniques :</i>	
136	Canada	
137	Terre-Neuve	Labrador.
	<i>Colonie danoise :</i>	
138	Groenland.	
	<i>Colonie française :</i>	
139	St-Pierre-et-Miquelon.	

Amérique Centrale

140	Costa-Rica.	
141	Cuba.	
142	Dominicaine République.	
143	Guatémala.	
144	Haïti.	
145	Honduras.	
146	Mexique.	
147	Nicaragua.	
148	Panama	La ville de Panama et Colon. <i>Non compris</i> la zone du Canal de Panama.
149	Salvador.	
	<i>Colonies britanniques :</i>	
150	Bermudes.	
151	Bahamas.	
152	Barbade.	
153	Grenade.	
154	Jamaïque	Cayes Morant et Cayes Pedro.
155	Iles Caïmans.	
156	Turques et Caïques.	
157	Sainte-Lucie.	
158	Saint-Vincent.	
159	Sous le Vent (îles)	<i>Embrassant</i> Antigua (avec Barbude et Redonda), Saint-Christophe-Nièves (avec Anguilla), Dominique, Montserrat, les îles Vierges britanniques (avec Sombbrero).
160	Trinité et Tobago.	
161	Honduras britannique.	
	<i>Territoires des Etats-Unis :</i>	
162	Porto-Rico.	
163	Iles Vierges des Etats-Unis	<i>Embrassant</i> les anciennes Antilles danoises.
164	Zone du Canal de Panama	Cristobal et Balboa. <i>Non compris</i> la ville de Panama et Colon.

N°	Pays (territoire statistique)	À comprendre
	<i>Colonies françaises :</i>	
165	Guadeloupe	Dépendances (Marie Galante, les Saintes, Désirade, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, partie septentrionale).
166	Martinique.	
	<i>Territoire d'outre-mer néerlandais :</i>	
167	Curaçao	Iles Aruba et Bonaire, Saint-Eustache, île Saba, Saint-Martin (partie méridionale).

Amérique du Sud

168	Argentine.	
169	Bolivie.	
170	Brésil	Fernando de Noronha.
171	Chili	Ile de Pâques.
172	Colombie.	
173	Equateur	Iles Galapagos (archipel de Colon).
174	Paraguay.	
175	Pérou.	
176	Uruguay.	
177	Venezuela.	
	<i>Colonies britanniques :</i>	
178	Guyane britannique.	
179	Iles Falkland	Dépendances (Géorgie du Sud, Arcades du Sud, Shetlands du Sud, îles Sandwich du Sud, Terre de Graham, etc.).
	<i>Colonie française :</i>	
180	Guyane française	Cayenne.
	<i>Territoire d'outre-mer néerlandaise :</i>	
181	Guyane néerlandaise (ou Surinam).	

Océanie

	<i>Dominions, colonies, etc., britanniques :</i>	
182	Australie	Tasmanie, île Norfolk, île Lord Howe et île Macquarie. <i>Non compris</i> la Papua (autrefois Nouvelle-Guinée britannique), la Nouvelle-Guinée (territoire sous mandat) et le Nauru.
183	Papua	Autrefois Nouvelle-Guinée britannique.
184	Nouvelle-Guinée (territoire sous mandat australien).	Archipel de Bismark (Nouvelle-Bretagne, etc.), anciennes îles Salomon allemandes.
185	Nouvelle-Zélande	Ile Stewart, îles Chatham et autres îles éloignées, savoir: Kermadec, Bounty, Antipodes, Auckland, Campbell, Solander et Snares. <i>Non compris</i> les îles de Cook et autres îles annexes, Samoa occidentale, dépendance de Ross, Nauru et îles de l'Union (Tokelau).
186	Iles de Cook	<i>Embrassant :</i> a) L'archipel de Cook (Rarotonga, Mangaia, Atiu, îles Hervey, Aitutaki, Takutea, Mitiaro et Mauke ou Parry); b) Nioue (île Sauvage); c) Les autres îles annexes (îles Palmerston, îles Souvaroff, île du Danger ou Pukapuka, Rakaanga, Manihiki, Penrhyn ou Tongareva et Nassau).
187	Iles de l'Union (ou Tokelau).	
188	Samoa (territoire sous mandat de la Nouvelle-Zélande).	<i>Non compris</i> les îles de l'Union (Tokelau).
189	Iles Fidji	Rotouma.
190	Iles Gilbert et Ellice	Ile de l'Océan, île Fanning, île Christmas et île Washington. <i>Non compris</i> les îles de l'Union (Tokelau).

Nº	Pays (territoire statistique)	À comprendre
191	Iles Salomon britanniques.	
192	Tonga (Protectorat de) (ou Iles des Amis).	
193	Autres îles britanniques de l'Océanie . . .	Pitcairn, Ducie, îles Phoenix, Malden, Starbuck, Jarvis, Palmyra, îles Baker (y compris Howland), île Caroline (y compris Flint et Vostok).
	<i>Colonies françaises :</i>	
194	Nauru (territoire sous mandat).	
	<i>Territoires et possessions des Etats-Unis :</i>	
195	Hawaï	Ile Wake.
196	Guam.	
197	Samoa américain	Toutouila.
198	Etablissements français de l'Océanie . . .	<i>Embrassant</i> Iles de la Société (Tahiti, etc.), îles Sous le Vent de Tahiti (Houaheine, Raïatea, Bora-Bora, etc.), Tua-motu (Makatea, etc.), îles Gambier, Marquises, îles Australes (Tubuaï, etc.), îles Rapa et Clipperton.
199	Nouvelle-Calédonie	Dépendances, savoir: Iles des Pins, archipel de Wallis, îles Loyalty, îles Chesterfield, îles Huon, île Walpole, île Futuna et île Alofi.
	<i>Condominium franco-britannique :</i>	
200	Nouvelles-Hébrides	Iles des Banks et îles Torres.
	<i>Territoires sous mandat japonais :</i>	
201	Iles de l'Océanie (territoire sous mandat japonais).	<i>Embrassant :</i> a) Iles Marshall; b) Iles Carolines Orientales; c) Iles Carolines Occidentales, y compris les îles Palaos; d) Iles Mariannes, à l'exception de Guam.
202	Régions arctiques	<i>Non compris</i> Spitzberg, Groenland et territoires russes et canadiens.
203	Régions antarctiques	Dépendance de Ross, Terre Adélie, Terre Wilkes. <i>Non compris</i> la Terre de Graham.

Pêche

204	Pêcheries de baleine: Nord.	
205	Pêcheries de baleine: Sud.	
206	Grande pêche	<i>Non compris</i> la pêche à la baleine.

Approvisionnements de navires

207	Approvisionnements de navires étrangers (facultatif, et à l'exportation seulement).	Combustible de soute et toutes autres marchandises d'avitaillement.
-----	---	---

« Pour ordre »

208	« Pour ordre » (à l'exportation seulement) . .	<i>Embrassant</i> marchandises consignées sur connaissement avec faculté d'option de déchargement ou « pour ordre ».
-----	--	--

PARTIE III

1. Les tableaux statistiques visés au deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Convention et spécifiés ci-après seront établis pour une période de douze mois consécutifs.

2. Ils comprendront un certain nombre des articles faisant partie des importations et des exportations du territoire pour lequel ces tableaux sont dressés, lesdits articles étant déterminés par la Haute Partie Contractante intéressée.

3. Les tableaux relatifs aux importations indiqueront, pour chacun des articles choisis, aux fins de comparaison :

- a) Les pays d'origine ou de production ;
- b) Les pays de consignation ou de provenance ;
- c) Les pays d'achat.

4. Les tableaux relatifs aux exportations indiqueront, pour chacun des articles choisis, aux fins de comparaison :

- a) Les pays de consommation ;
- b) Les pays de consignation ou de destination ;
- c) Les pays de vente.

5. Dans les paragraphes 3 et 4, les expressions suivantes seront prises respectivement dans le sens défini ci-après :

Par pays d'*origine* ou de *production*, il faut entendre, s'il s'agit d'un produit naturel, le pays où il a été produit, et, s'il s'agit d'un produit manufacturé, le pays où il a reçu la forme sous laquelle il a été introduit dans le pays d'importation, étant entendu que le réemballage, le réassortiment ou le mélange ne constituent pas une transformation.

Par pays de *consignation* ou de *provenance*, il faut entendre le pays d'où la marchandise a été expédiée originairement à destination du pays d'importation, avec ou sans rupture de charge en cours de transport, mais sans transaction commerciale dans les pays intermédiaires, s'il en existe.

Par pays d'*achat*, il faut entendre le pays où le vendeur exerce son activité commerciale.

Par pays de *consommation*, il faut entendre le pays où la marchandise doit recevoir la destination en vue de laquelle elle a été produite, ou celui dans lequel elle doit subir une transformation, une réparation ou un complément de main-d'œuvre, étant entendu que le réemballage, le réassortiment ou le mélange ne constituent pas une transformation ni un complément de main-d'œuvre.

Par pays de *consignation* ou de *destination*, il faut entendre le pays à destination duquel la marchandise est effectivement expédiée avec ou sans rupture de charge en cours de transport, mais sans transaction commerciale dans les pays intermédiaires, s'il en existe.

Par pays de *vente*, il faut entendre le pays où l'acheteur exerce son activité commerciale.

6. La période de douze mois indiquée au paragraphe 1 ci-dessus commencera à courir pour chaque pays au plus tard le 1^{er} janvier qui suivra la date à laquelle la Convention entrera en vigueur en ce qui concerne ce pays.

7. Aussitôt que possible après l'expiration de la période de douze mois visée au paragraphe précédent, les Hautes Parties Contractantes intéressées adresseront au Comité d'Experts prévu à l'article 8 un rapport indiquant, pour chacune des méthodes de classification indiquées aux paragraphes 3 et 4, les avantages et les inconvénients de tout genre révélés par l'expérience.

8. Quand le Comité d'Experts aura reçu des rapports de la moitié des pays pour lesquels la Convention est en vigueur à ce moment, il présentera, dans un délai de trois mois, un avis sur les résultats de l'examen de ces rapports. Cet avis sera communiqué aux Gouvernements des Hautes Parties Contractantes en vue d'un accord complémentaire.

ANNEXE II

Statistique des pêcheries

(Voir article 4)

La statistique des pêcheries doit indiquer :

1. La quantité et la valeur de tous les produits de la pêche maritime (y compris les crustacés, les mollusques et les coquillages de toutes sortes) débarqués directement dans le pays, en distinguant les principales catégories de poissons, la nationalité des bateaux par lesquels ils sont débarqués ; les relevés comprendront également, dans la mesure du possible, les produits de la pêche dans les eaux intérieures.

2. La quantité et la valeur des produits ci-dessus, importés d'autres pays et exportés à destination d'autres pays.

3. Si possible, la quantité des principaux produits de pêcheries préparés dans le pays.

4. Autant que possible, la quantité des poissons pris par des bateaux nationaux, quel que soit le lieu de débarquement, et la quantité des produits aquicoles obtenus.

5. Le nombre des personnes s'occupant de la pêche, en donnant, autant qu'il est possible, la répartition par sexe et en indiquant si la pêche constitue l'occupation principale ou secondaire.

6. Le nombre et les catégories des bateaux nationaux employés à la pêche maritime et, si possible, à la pêche dans les eaux intérieures.

7. Autant qu'il est possible, les endroits d'où proviennent les produits des pêcheries débarqués dans le pays et la durée du temps employé à la pêche de ces produits.

ANNEXE III

Statistiques minières et métallurgiques

(Voir article 5)

PARTIE I

Dispositions générales applicables à toutes les statistiques minières et métallurgiques

1. Les relevés de la production des minéraux s'appliqueront, sauf disposition contraire, aux minéraux bruts, tels qu'ils sont extraits des mines, carrières, etc.

2. Les relevés indiqueront la production totale, en poids, de chacun des minéraux bruts, ainsi que :

a) Pour chacun des minerais métalliques, le poids des métaux contenus ;

b) Pour chacun des minerais non métalliques, le poids de chacun des éléments constitutifs essentiels, tels qu'ils seront déterminés par le Comité d'Experts prévu à l'article 8 de la Convention ou par un sous-comité qui pourra être constitué à cet effet.

3. Les relevés indiqueront non seulement la production de l'ensemble du pays, mais aussi celle des principales régions productrices.

4. Lorsque le poids est exprimé au moyen d'une unité autre que la tonne métrique, l'unité employée ainsi que le rapport entre cette unité et la tonne métrique devront être indiqués clairement.

5. Dans tous les cas où il n'est pas possible de recueillir des données exacts, telles qu'elles sont définies dans la présente Annexe, il sera fourni des évaluations pour toute production de quelque importance.

PARTIE II

Dispositions spéciales

A. — Minéraux non métalliques

I. — Charbon

Les relevés indiqueront le poids net du charbon et du lignite, déduction faite des déchets non utilisables après le lavage et le triage.

Les relevés suivants seront fournis :

1. Relevés mensuels indiquant :

La production totale : a) de houille ; b) de lignite ;

Le nombre de jours ouvrables du mois ;

L'effectif moyen du personnel, y compris le personnel employé au fond et à la surface, mais à l'exclusion du personnel administratif et technique et du personnel de bureau ;

La production totale dans les entreprises minières, de coke, de briquettes de charbon et de briquettes de lignite.

2. Relevés annuels indiquant :

La production totale : a) de houille ; b) de lignite ;

La production totale de coke, de briquettes de charbon et de briquettes de lignite, y compris la production des établissements autres que les entreprises minières ;

L'effectif moyen du personnel employé : a) au fond, et b) à la surface ; c) le total de ces deux groupes, en fournissant, autant qu'il est possible, des chiffres dis-

tinets pour les deux sexes et pour les adultes et les jeunes gens, ainsi que pour le personnel de l'exploitation (y compris le personnel ouvrier de surveillance), d'une part, pour le personnel administratif et technique et le personnel de bureau, d'autre part.

II. — Autres minerais non métalliques

Les relevés indiqueront la production totale du minerai extrait de toutes les mines, carrières et autres exploitations; dans le cas de minerais tels que ceux de potasse et de soufre, les relevés indiqueront le poids total des éléments constitutifs essentiels.

B. — Minerai de fer et minette

Les relevés suivants seront fournis :

1. Relevés mensuels indiquant :

- a) La production totale;
- b) L'effectif moyen du personnel (indiquer si les chiffres fournis comprennent le personnel administratif et technique et le personnel de bureau).

2. Relevés annuels indiquant :

- a) La production totale du minerai brut et celle du fer contenu dans le minerai, pour chacune des catégories suivantes : magnétite, hématite, minerai carbonaté, minerais ferro-manganèse, ferro-chrome et ferro-nickel.

Les relevés indiqueront également le poids du manganèse, du chrome et du nickel contenus dans les minerais ferro-manganèse, ferro-chrome et ferro-nickel.

Chaque pays devra s'efforcer d'obtenir des données sur le minerai de fer provenant du grillage des pyrites de fer, sur son poids total et sur le poids de fer contenu.

- b) L'effectif moyen du personnel (indiquer si les chiffres fournis comprennent le personnel administratif et technique et le personnel de bureau).

La question de la division éventuelle des minerais de fer en diverses catégories selon la teneur en phosphore, sera renvoyée à l'examen du Comité prévu au paragraphe 2, b), de la partie I de la présente Annexe. Le Comité donnera une définition des minerais ferro-manganèse, ferro-chrome et ferro-nickel, en tenant compte des propositions formulées par la Chambre de Commerce Internationale dans son rapport présenté à la Conférence de Genève.

C. — Minerais métalliques non ferreux

Les relevés indiqueront :

- a) La production totale du minerai extrait de toutes les mines, carrières et autres exploitations et le poids du métal contenu dans le minerai;
- b) L'effectif moyen du personnel (indiquer si les chiffres fournis comprennent le personnel administratif et technique et le personnel de bureau).

D. — Métaux

I. — Fer et acier

1. Fonte. — Les relevés suivants seront fournis :

- a) Relevés mensuels indiquant la production de chacune des catégories ci-après :
 Fonte hématite (le Comité mentionné au paragraphe 2, b), de la partie I de la présente Annexe sera chargé de définir la limite de la teneur en phosphore pour cette catégorie en tenant compte des propositions formulées par la Chambre de Commerce Internationale dans son rapport présenté à la Conférence de Genève);
 Fonte basique, pour la fabrication de l'acier;
 Ferro-alliages;
 Toutes autres catégories de fonte;
- b) Relevés annuels indiquant, outre la production totale de chacune des catégories ci-dessus, la production de chacun des divers ferro-alliages (ferro-silicium, ferro-manganèse, etc.);
- c) Relevés annuels du nombre des hauts fourneaux existants pour la production de la fonte, en distinguant les hauts fourneaux, les fours électriques et les autres procédés de fabrication.

Relevés mensuels indiquant, pour les mêmes catégories, le nombre des hauts fourneaux existants et des hauts fourneaux en activité;

d) Relevés annuels aussi complets que possible, indiquant les quantités de minerais de fer et de manganèse et de ferrailles utilisées pour la fabrication de la fonte.

Le Comité visé au paragraphe 2, b), de la partie I de la présente Annexe sera chargé de définir le minerai de manganèse.

2. *Acier, fer puddlé.* — Les relevés suivants seront fournis:

a) Relevés mensuels de la production d'acier en indiquant séparément: 1) pour les lingots, 2) pour les moulages en première fusion, les quantités produites en distinguant, dans chaque cas, les procédés de fabrication ci-après:

Procédé Siemens-Martin: a) acide; b) basique;

Convertisseur: a) acide; b) basique;

Four électrique;

Autres procédés de fabrication (y compris la conversion directe du minerai);

b) Relevés mensuels de la production de fer puddlé;

c) Relevés annuels du nombre des fours, convertisseurs, etc., existant dans le pays pour la production d'acier et de fer puddlé en distinguant les divers procédés mentionnés au paragraphe a);

d) Relevés annuels de la production totale des scories de déphosphoration;

e) Relevés annuels, aussi complets que possible, des quantités: 1) de fonte et 2) de ferrailles employées pour la production des lingots, des moulages en première fusion et du fer puddlé, en distinguant les divers procédés de fabrication mentionnés au paragraphe a);

f) Relevés mensuels, aussi détaillés que possible, des quantités de demi produits et de produits finis. Le Comité visé au paragraphe 2, b), de la partie I de la présente Annexe établira, à cet effet, une classification appropriée, comportant: 1) une liste indiquant les catégories considérées comme un minimum nécessaire, et 2) une liste plus complète des catégories considérées comme désirables. Le Comité tiendra compte de la classification adoptée par la Chambre de Commerce Internationale.

II. — Autres métaux

Les relevés indiqueront la production totale de fonderie.

ANNEXE IV

Recensement de la production industrielle

(Voir article 6)

1. — Période sur laquelle porte chaque enquête

Les chiffres fournis doivent en général se rapporter à l'année civile. Pour les entreprises dont les comptes sont arrêtés à une date autre que le 31 décembre, on prendra les chiffres afférents à l'année de compte dont la plus grande partie sera comprise dans l'année à laquelle se rapportera le recensement.

2. — Objet du recensement

a) Le recensement de la production doit englober toutes les branches de l'activité industrielle, y compris le bâtiment et les autres modes de construction, les mines et la métallurgie;

b) Pour les opérations qui se rattachent, par certains côtés, à l'industrie manufacturière, par d'autres à l'agriculture, à la pêche, aux transports ou au commerce (telles que la laiterie, le lavage de la laine, l'abatage des animaux, la scierie, l'emballage, etc.), il faudra déterminer, dans chaque cas, si la nature du travail, son organisation, les procédés employés le font rentrer plutôt, soit dans l'industrie, soit dans l'agriculture, les transports, etc., et si, dès lors, il doit ou non figurer dans le recensement de l'industrie.

3. — Etablissements compris dans l'enquête

a) En principe, il faudrait être renseigné sur tous les établissements faisant partie des industries comprises dans le recensement, comme il est dit au paragraphe 2 ci-dessus, qu'ils

appartiennent à des particuliers, à des sociétés civiles, anonymes ou coopératives, à l'Etat ou à des administrations locales;

b) En raison des difficultés particulières que présente la réunion de renseignements précis et dignes de foi concernant de très petites entreprises, dans tous les cas où leur production totale sera relativement peu importante, par rapport à celle de l'industrie considérée, on se bornera à relever, en ce qui les concerne, les données les plus simples et on évaluera, d'après ces données, les chiffres globaux à ajouter à ceux qui auraient été relevés dans les grands établissements. Ces estimations seront indiquées séparément.

Dans le cas où la production totale des petits établissements et, notamment, des ateliers de famille, représente une fraction de la production d'une industrie trop grande pour qu'une telle évaluation soit suffisante, il y aura avantage à en préciser les éléments par des enquêtes spéciales, limitées aux établissements choisis comme les plus typiques;

c) Les réparations, le finissage ou le travail à façon, exécutés avec des matériaux fournis par le client, devront être compris dans le recensement, sous réserve des indications du paragraphe b) ci-dessus.

4. — Unités sur lesquelles portera l'enquête

Les chiffres fournis doivent être spéciaux à chaque établissement. Quand une même entreprise exerce plusieurs industries dans des établissements distincts, elle devra fournir séparément les chiffres relatifs à chacun d'eux. Quand, dans un même établissement, il est exercé plusieurs industries pour lesquelles il est tenu des comptabilités distinctes et qui, dans le pays, sont le plus souvent exercées séparément, il est désirable que les chiffres soient fournis séparément pour chacune de ces industries.

Cette séparation des comptes ne sera néanmoins pas nécessaire pour les industries qui ne sont que des accessoires d'une industrie principale, comme, par exemple, la réparation des véhicules dont celle-ci fait usage.

5. — Eléments principaux de l'enquête

A — Produits et dépenses

Pour éviter tout double emploi dans les chiffres relatifs aux différentes phases de la production d'un même objet dans des établissements différents et aux valeurs créées dans chacun d'eux, les principes ci-après devront être observés:

a) *Produits.* — Les chiffres relatifs aux quantités produites pourront être omis et les valeurs seules seront indiquées, dans tous les cas où le dénombrement complet des quantités impliquerait l'énumération d'un nombre excessif d'objets désignés individuellement ou par très petits groupes.

Des chiffres spéciaux doivent être donnés pour chaque classe de produits ayant une grande importance dans la vie économique du pays ou du district envisagé. Les subdivisions doivent être poussées assez loin pour que les quantités soient indiquées en unités adaptées à la nature des objets dont il s'agit.

Les valeurs des divers produits doivent être indiquées en monnaie, d'après le prix au comptant, à l'époque et à l'endroit où ils sont livrés aux acheteurs par le producteur ou par son personnel. Les produits en cours de fabrication au début et à la fin de l'année envisagée seront évalués d'après le prix des matériaux employés et du travail effectué à ces dates. Les produits fabriqués dans l'année et non vendus à son expiration seront estimés au prix courant à cette date.

Les marchandises transférées d'un établissement à un autre appartenant au même propriétaire, et pour lesquelles des renseignements distincts doivent être fournis d'après le paragraphe 4 ci-dessus, doivent être évaluées au prix courant au moment du transfert.

b) *Matériaux employés.* — Les quantités et la valeur des matériaux utilisés pour obtenir les produits visés au paragraphe a) ci-dessus doivent comprendre les matériaux employés à la réparation des bâtiments et de l'outillage affectés à cette production, quand ces réparations sont effectuées par le personnel de l'établissement. Des chiffres spéciaux seront donnés pour les matériaux les plus importants, matières premières ou demi-produits, pour les prix des combustibles, de l'énergie électrique ou autre, pour les outils remplacés et les emballages utilisés. Des restrictions correspondant à celles qui figurent au paragraphe a) ci-dessus, seront appliquées à l'indication des quantités et aux détails des énumérations.

La valeur indiquée pour les matériaux sera le prix au comptant, à l'époque et au lieu de leur livraison aux acheteurs. Les produits en cours de fabrication, transférés d'un établissement à un autre appartenant au même propriétaire, seront évalués comme il est dit au paragraphe a) ci-dessus.

c) *Travaux donnés au dehors.* — Pour chaque établissement compris dans le recensement, on doit indiquer la valeur et, si possible, la mesure en quantité du travail confié à d'autres établissements, pour la comparaison avec les autres renseignements fournis. La valeur est le prix payé pour le travail.

d) *Charges de dépréciation.* — L'indication des charges relatives à la destruction, à l'usure ou à la dépréciation des bâtiments et de l'outillage, bien que constituant un élément de l'étude complète de la production, apparaît en pratique comme très difficile, sinon impossible à obtenir par les moyens d'information que comporte un recensement général de la production. Comme une indication sur ce point est désirable pour une détermination satisfaisante des valeurs créées au cours de la fabrication, les amortissements nécessaires pour tenir compte de la dépréciation doivent être évalués approximativement, pour chacune des principales industries, au moyen d'enquêtes spéciales portant sur des cas typiques.

B. — Facteurs de la production

a) *Personnel.* — Dans tous les cas où l'on peut connaître le nombre des heures de travail du personnel pendant l'année à laquelle s'applique le recensement, ce chiffre donne la meilleure mesure de la quantité de main-d'œuvre utilisée. A défaut, il convient d'évaluer l'effectif moyen du personnel employé et, à cet effet, de demander le nombre des personnes occupées, à des dates assez rapprochées pour permettre d'établir une moyenne satisfaisante. Il faut distinguer les adultes, les enfants, les hommes et les femmes. Des chiffres spéciaux pour le personnel dirigeant ou administratif et pour la main-d'œuvre sont désirables, si l'organisation de l'entreprise comporte leur spécialisation. Le personnel dirigeant comprend les propriétaires gérant eux-mêmes leur entreprise, le personnel de bureau et le personnel technique (par exemple les dessinateurs, dans la construction mécanique).

Lorsque le travail d'un établissement industriel est effectué en partie par du personnel travaillant à l'usine ou au bureau, en partie par des travailleurs à domicile, ou quand l'établissement garde en réserve du personnel payé, des chiffres spéciaux doivent être donnés pour les travailleurs à domicile et pour le personnel en réserve.

b) *Outillage.* — Les chiffres concernant l'équipement mécanique d'une usine doivent indiquer la puissance en chevaux-vapeur ou kilowatts des machines employées dans les ateliers et usines, en distinguant les types principaux (vapeur, gaz, essence, énergie hydraulique ou électrique, etc.). Pour chaque industrie, l'indication des types de machines employées qui la caractérisent est désirable.

Les machines habituellement en activité pendant l'année envisagée doivent être distinguées des machines qui ne sont pas habituellement utilisées.

c) *Salaires.* — Quoique les chiffres relatifs aux salaires ne soient pas un élément essentiel du recensement de la production industrielle, il est néanmoins très important de connaître le total des salaires et traitements payés pendant l'année du recensement; ces renseignements additionnels augmenteront beaucoup la valeur des conclusions tirées de l'étude des résultats du recensement.

d) *Capital engagé dans l'industrie.* — Des renseignements sur ce capital seraient fort utiles pour l'évaluation des amortissements, de la puissance de production, etc. Mais un recensement de la production ne peut pas fournir les moyens d'obtenir, dans tous les pays, des renseignements satisfaisants sur ce point.

6. — Secret des renseignements obtenus

Le personnel employé aux recensements doit garder le secret sur les renseignements particuliers à chaque entreprise.

Bien que l'intérêt général doive toujours prédominer, il importe de tenir compte des considérations légitimes d'intérêt privé qui s'opposent à toute publication des renseignements fournis, ou à leur communication à toutes personnes autres que les employés au recensement.

Il est désirable que les lois autorisant la réunion des documents nécessaires pour le recensement édictent des pénalités pour toute violation du secret.

7. — Périodicité des enquêtes

Il est désirable qu'un recensement de la production industrielle ait lieu à des intervalles ne dépassant pas dix ans. Si ces recensements ne sont pas effectués à des dates rapprochées, par exemple à des intervalles n'excédant pas deux ans, des chiffres annuels ou mensuels concernant la production brute des principales industries de chaque pays constitueraient une base utile pour apprécier la situation aux époques intermédiaires; ils permettraient, en outre, de déterminer la situation de l'année du recensement dans le cycle économique.

8. — Recensements partiels

Dans le cas où certains pays voudraient établir la statistique, en quantité et en valeur, de certaines productions, sans entreprendre le recensement général, il leur est recommandé d'appliquer les règles des paragraphes 1, 3, 4, 5, A, a) et b) ci-dessus.

ANNEXE V

Indices de l'activité industrielle

(Voir article 7)

I. Les relevés concernant les variations de l'activité industrielle devraient, dans la mesure où les conditions techniques des différentes industries le permettent, faire connaître la production non seulement en valeur, mais aussi en quantité.

II. Quand il ne peut être obtenu aucune donnée sur les quantités et les valeurs, ou à titre de complément à ces données, lorsqu'elles existent, il y aura lieu de fournir d'autres indices de l'activité industrielle.

Pour ces indices, il conviendrait d'employer les données ci-après, relatives à divers facteurs de la production, sous les réserves mentionnées à l'Annexe IV, afin d'assurer l'interprétation correcte des relevés :

- a) Matières premières utilisées dans l'industrie en question ;
- b) Outillage en activité et, s'il y a lieu, ses rapports avec l'outillage installé (hauts fourneaux, métiers-heures, broches-heures, etc.) ;
- c) Force motrice (kilowatts-heures, chevaux-vapeur, consommation de charbon pour la production de l'énergie, etc.) ;
- d) Travailleurs effectivement employés (nombre des ouvriers, personnel technique et administratif, nombre de jours ou d'heures de travail, total des salaires payés).

III. En outre, il y aurait intérêt à fournir les renseignements ci-après, bien qu'ils ne se rapportent pas directement à la production de la période envisagée :

- a) Commandes reçues (valeur et, autant que possible, quantité des produits commandés pendant cette période) ;
- b) Quantité et valeur des ventes pendant ladite période ;
- c) Quantité et valeur des commandes restant à exécuter à la fin de cette période.

Ces renseignements sont particulièrement nécessaires quand les données mentionnées aux paragraphes I et II font défaut.

IV. En vue des comparaisons internationales, il conviendrait de commencer par établir des relevés et des indices de la production pour les industries ci-après, dans tous les pays où elles ont une importance suffisante :

1. Industrie minière (pétrole brut, charbons et autres combustibles, minerais métalliques et autres minéraux).
2. Industries métallurgiques :
 - a) Hauts fourneaux et aciéries ;
 - b) Forges, laminoirs et tréfileries (fer et acier) ;
 - c) Fonderies, laminoirs et tréfileries (autres métaux).
3. Les industries mécaniques suivantes :
 - a) Construction de navires en acier ;
 - b) Locomotives ;
 - c) Matériel roulant des chemins de fer ;
 - d) Automobiles.
4. Industries textiles (filature et tissage) :
 - a) Coton ;
 - b) Laine ;
 - c) Soie ;
 - d) Soie artificielle ;
 - e) Lin ;
 - f) Chanvre, y compris le phormium ;
 - g) Jute.

Afin d'avoir non seulement une comparaison internationale entre les industries les plus importantes des divers pays, mais aussi une juste idée de l'activité industrielle totale de chacun d'eux, il faudrait joindre aux industries ci-dessus celles qui sont énumérées ci-après, ou quelques-unes d'entre elles, choisies à raison de leur importance dans le pays et de la possibilité d'obtenir des renseignements :

1. Industries soumises généralement à des droits d'accise :

- a) Brasseries ;
- b) Distillation de boissons alcooliques ;
- c) Manufactures de tabac ;
- d) Fabrication et raffinage du sucre ;
- e) Fabrication des allumettes.

2. Minoteries.

3. Extraction d'huiles végétales.

4. Fabrication du savon.

5. Tanneries.

6. Fabrication de chaussures.

7. Raffinage du pétrole.

8. Fabrication d'engrais artificiels.

9. Fabrication de pâtes de bois.

10. Fabrication de papiers et carton.

11. Verreries.

12. Fabrication du ciment.

13. Briqueteries et tuileries.

V. Les relevés des quantités produites, ou, à défaut de données suffisantes sur ces quantités, les indices de leurs variations, devraient être établis chaque mois. Si l'on doit se borner à des indices mensuels indirects, il faudrait avoir, au moins une fois par an, une statistique des quantités.

VI. Il faudrait encourager les organisations autonomes publiques ou privées, les institutions scientifiques et les organisations ou associations industrielles à réunir des statistiques remplissant les conditions énumérées ci-dessus, en sus des statistiques établies par les services administratifs officiels.

VII. Il est essentiel que des mesures soient prises pour donner aux personnes à qui seraient demandés les éléments de la statistique, la certitude que le secret sera gardé sur les détails fournis.

VIII. Les tableaux publiés pour chaque industrie devraient définir avec précision la nature de cette industrie (principaux objets produits et procédés mis en œuvre), faire connaître si l'industrie tout entière est englobée dans la statistique et, dans la négative, indiquer quelle fraction approximative de l'ensemble de cette industrie y est comprise. Les résultats du recensement de la production pourraient être utilisés à cet effet. Au cas où le cadre des statistiques annuelles différerait de celui du recensement, les écarts résultant de ce fait devraient être expliqués.

ANNEXE VI

(Voir Protocole, I, 6)

Rapport de la Commission des Statisticiens Agricoles de la neuvième assemblée générale de l'Institut International d'Agriculture et formulaire-type pour le recensement agricole mondial, avec résolutions s'y référant.

(Annexés à titre documentaire)

**Rapport de la Commission des Statisticiens Agricoles
de la neuvième assemblée générale de l'Institut International d'Agriculture**

1. — Date à laquelle le recensement devrait être fait

Pour ce qui a trait à l'année du recensement, une longue discussion eut lieu ; mais il a été décidé à la fin de ne pas apporter de changement à la recommandation précédente, que le recensement dans l'hémisphère septentrional devrait se rapporter aux cultures récoltées

dans l'année solaire 1929 et dans l'hémisphère méridional aux cultures récoltées dans l'année du 1^{er} juillet 1929 jusqu'au 30 juin 1930. La date effective, ou la période de l'année, dans laquelle le recensement devrait être fait, est surtout importante pour ce qui concerne le bétail, dont les effectifs peuvent présenter de très grandes différences, selon les différentes saisons de l'année. S'il était possible, il serait désirable de pouvoir obtenir des données se rapportant aux deux époques saisonnières de l'année, dans lesquelles le bétail se trouve à son maximum et à son minimum, et ceci est un point que les autorités chargées du recensement dans chaque pays devraient tenir présent. Par exemple, là où il existe une différence substantielle quelconque dans les effectifs du bétail selon les différentes saisons, il est sans doute très désirable que l'on indique si les résultats du recensement se rapportent à une période de *maxima* ou de *minima* et quelle est la variation probable.

La Commission a nommé une sous-commission pour l'examen de cette question et les conclusions présentées peuvent être résumées ainsi :

Pour ce qui concerne l'époque de l'année à laquelle on devrait faire le recensement du bétail, chaque État serait libre de faire le recensement à l'époque qui lui paraîtrait la plus opportune.

Dans le but d'avoir des chiffres comparables, chaque État, en se basant sur les résultats du recensement, devrait faire l'évaluation de l'effectif maximum et de l'effectif minimum de chaque espèce de bétail pendant l'année.

Pour donner à cette évaluation une base sûre, il est nécessaire que le bétail soit classifié par âge, ainsi qu'il est proposé dans le formulaire-type.

2. — Bois et Forêts

La Commission de 1926 avait été d'avis que le formulaire-type devrait contenir une question contenant la superficie boisée comprise dans les exploitations agricoles. Le Congrès de Sylviculture recommanda qu'en plus de la superficie boisée, on essayât d'établir la quantité de bois coupé dans les exploitations en 1929. Dans la présente Commission on a fait remarquer que l'agriculture et la sylviculture sont étroitement liées entre elles, surtout dans les pays de l'Europe. Si le recensement agricole était limité seulement aux bois et forêts qui se trouvent dans les exploitations agricoles, ou bien qui en dépendent, il y aurait de grandes superficies boisées qui ne seraient pas relevées, de façon que la superficie boisée relevée aurait peu de signification.

D'autre part, la difficulté d'obtenir des données concernant la superficie boisée qui ne fait pas partie des exploitations agricoles, a été mise en évidence particulièrement en vue des dépenses supplémentaires qui en dériveraient et aussi du fait que le relèvement de statistiques sur la production forestière demande des connaissances techniques spécialisées. Vu la grande divergence des opinions, la Commission a nommé une sous-commission, qui a recommandé l'adoption du questionnaire suivant, soit pour les bois et forêts qui sont compris dans les exploitations agricoles, soit pour ceux qui en sont exclus :

1. Superficie boisée, distingué en taillis et autres formes.
2. Quantité de bois coupé en 1929 :
 - a) Total pour tous les usages ;
 - b) Bois employé comme combustible, y compris le bois destiné à la fabrication du charbon de bois ;
 - c) Bois destiné à la préparation de la pâte.
3. Autres produits forestiers :
 - a) Produits directement ou indirectement destinés à l'alimentation humaine ;
 - b) Produits servant au tannage ou à la fabrication d'extraits tanniques ;
 - c) Caoutchouc (pas dans les plantations) ;
 - d) Résines et produits résineux ;
 - e) Produits non compris dans les classes précédentes.

En ce qui concerne les bois et forêts qui ne sont pas compris dans les exploitations agricoles, il a été suggéré de limiter le recensement aux forêts en exploitation, tout en invitant les Gouvernements à fournir une estimation de la superficie des autres terres boisées qui se trouvent sur leurs territoires.

3. — Elaboration et classification des résultats du recensement

La Commission a exprimé l'avis que les Gouvernements des différents pays devraient être invités à classer les résultats du recensement par l'étendue des exploitations. Chaque pays serait libre d'adopter la classification par groupements qui lui semble la plus adaptée.

à ses conditions particulières; mais dans le but d'obtenir la comparabilité internationale des données, il est désirable que les groupements choisis puissent permettre une classification entre les limites suivantes:

	1 ha et au-dessous,	
au-dessus de	1 ha jusqu'à	5 ha y compris
au-dessus de	5 ha jusqu'à	10 ha y compris
au-dessus de	10 ha jusqu'à	20 ha y compris
au-dessus de	20 ha jusqu'à	50 ha y compris
au-dessus de	50 ha jusqu'à	100 ha y compris
au-dessus de	100 ha jusqu'à	200 ha y compris
au-dessus de	200 ha jusqu'à	500 ha y compris
au-dessus de	500 ha jusqu'à	1.000 ha y compris
au-dessus de	1.000 ha jusqu'à	2.500 ha y compris
au-dessus de	2.500 ha jusqu'à	

Les pays qui n'emploient pas le système métrique dans le relèvement des superficies se serviront naturellement de leur propre système de mesures, mais ils devraient, autant que possible, adopter une classification dont les groupements correspondent, dans la mesure du possible, aux groupements de la classification susmentionnée. L'Institut, si possible, fera les corrections nécessaires pour rendre les données exactement comparables du point de vue international. Dans quelques pays les groupements qui se trouvent vers la fin de la classification, c'est-à-dire les plus grands, pourront difficilement être applicables, mais il est nécessaire de pourvoir aussi aux pays où les exploitations couvrant une très grande étendue sont fréquentes.

4. — Limite minimum de la superficie relevée

Dans le formulaire-type, on suggère que seulement les exploitations d'un hectare et au-dessus, ou celles qui produisent plus de 100 dollars par an, soient relevées dans le recensement, quoique, naturellement, tous les pays soient libres de faire entrer dans leur recensement aussi les exploitations au-dessous de cette limite de superficie, s'ils le croient désirable. La Commission a été d'avis que la limite de la valeur de la production apporterait d'inutiles difficultés et que puisque plusieurs pays ont exprimé le désir de pouvoir obtenir des informations concernant les exploitations d'un hectare ou au-dessous, il serait mieux d'enlever toute limite. Dans les cas des pays qui ne demandent pas d'informations au sujet des exploitations jusqu'à cette limite, on est d'avis qu'il serait utile qu'ils puissent fournir une estimation de la superficie et de la production de ces exploitations.

Un point important par rapport à ce sujet est la question de la comparabilité entre les exploitations dans les différents groupements, à cause de la variété dans les caractéristiques des terrains. Si l'on prenait comme facteur déterminant la superficie totale de l'exploitation, il faudrait reconnaître que cette superficie totale peut, dans quelques cas, comprendre aussi des superficies incultes destinées au pâturage, des montagnes, des terrains boisés et même des terrains entièrement improductifs. Toutefois, la Commission n'a pu trouver aucun moyen d'éviter que la classification soit basée sur la superficie totale des exploitations et, par conséquent, ce principe a été adopté.

5. — Cultures multiples et associées

La Commission a décidé sur cette question de ne rien ajouter aux suggestions qui se trouvent déjà dans le formulaire-type.

6. — Méthode d'estimation de la production agricole

La Commission s'est trouvée d'accord sur cette question que les éclaircissements qui se trouvent déjà dans le formulaire-type ne demandent aucune modification.

7. — Classification du bétail

Sur ce sujet une discussion a eu lieu qui a abouti à une proposition d'ajouter à la partie supplémentaire du formulaire-type une recommandation pour que les différents pays qui ont la possibilité de le faire obtiennent des informations quant à l'effectif des bovins purs des diverses races, des bovins croisés et des bovins des races locales.

En ce qui concerne la volaille, il a été relevé que les données pourraient présenter de grandes variations, selon les différentes époques auxquelles le recensement aura lieu, et on a pensé que le formulaire-type devrait être corrigé de telle façon qu'il résulte clairement qu'on devra relever, par exemple, tous les canards, y compris aussi les canetons, et ainsi de même pour les autres espèces de volailles.

Il est désirable que les poussins et les autres espèces de volaille en bas âge soient relevés, si possible, séparément.

La classification à adopter pour les bovins et surtout la question concernant les vaches laitières (nos 5 et 6, section 4, du formulaire-type) a donné lieu à une longue discussion. Une sous-commission fut expressément nommée et elle a recommandé la classification suivante à la place de celle qui se trouve dans le formulaire-type :

- 1) Bovins au-dessous d'un an ;
- 2) Génisses et vaches d'un an et au-dessus :
 - a) Servant à la production laitière ;
 - b) Servant exclusivement à la reproduction ;
 - c) Autres ;
- 3) Taureaux d'un an et au-dessus ;
- 4) Autres bovins d'un an et au-dessus.

8. — Corrélation des résultats du recensement avec les caractéristiques géographiques et autres

Tout en reconnaissant l'intérêt que présente ce sujet, on a considéré qu'il devrait être traité au moyen d'enquêtes spéciales et pas nécessairement en connexion avec le recensement.

9. — Méthode d'estimation de la production de la viande de boucherie

Cette question a été prise en considération par le Conseil International Scientifique Agricole, et la présente Commission a recommandé d'adopter les conclusions qui ont été présentées par lui, et qui sont les suivantes :

Etant donné la diversité de l'organisation statistique des différents pays adhérents à l'Institut International d'Agriculture, il n'est pas considéré comme opportun de recommander dès maintenant l'adoption d'une méthode particulière pour l'établissement de la statistique de la production et de la consommation de la viande. Toutefois, il est désirable d'attirer l'attention sur les points suivants, qui sont basés sur l'expérience acquise par les pays ayant déjà établi cette statistique :

- a) Que la statistique de la production soit mise en rapport avec l'effectif du bétail relevé annuellement au moyen de recensement ou d'estimation ;
- b) Que, dans les pays dans lesquels il n'existe pas à présent une statistique annuelle pour le bétail, l'effectif soit estimé périodiquement d'après les meilleures sources d'information disponibles, parmi lesquelles les données du recensement immédiatement précédent ;
- c) Que, dans les pays dans lesquels les animaux sont abattus sous le contrôle des autorités dans des abattoirs publics, on se serve des données résultant de ce contrôle pour établir le nombre des animaux abattus, ainsi que le poids net moyen en vue d'utiliser ces résultats pour estimer la production et la consommation de la viande ;
- d) Qu'en vue d'estimer la production de la viande des animaux abattus dans les fermes ou dans les abattoirs non soumis au contrôle ou à l'inspection des autorités, des données semblables à celles indiquées au point c) soient obtenues au moyen d'enquêtes spéciales ou comme réponse à des questionnaires spéciaux portant sur le pays tout entier ou se rapportant à des localités déterminées et typiques qui peuvent être prises comme base pour estimer les totaux du pays entier ;
- e) Qu'en vue d'obtenir l'estimation de la consommation, il soit tenu compte des importations et des exportations de la viande et que chaque fois qu'il est nécessaire, on attire l'attention des autorités préposées aux douanes sur l'opportunité d'adopter une classification qui désigne clairement les quantités de viande de chaque espèce d'animaux importées et exportées.

En ce qui concerne cette question, la Commission a adopté une recommandation pour que les pays adhérents à l'Institut, ou qui participent au recensement mondial, commu-

niquent à l'Institut, autant qu'il est possible, les données annuelles sur les stocks du bétail, sur l'augmentation ou la diminution des effectifs, sur la mortalité, etc., et que ces données soient publiées par l'Institut sans délai.

10. — Main-d'oeuvre

Il a été établi que la question concernant le nombre des personnes employées temporairement à la date du recensement soit transposée de la première partie du formulaire-type à la partie supplémentaire, comme une question facultative.

En outre, il a été convenu qu'il est désirable d'obtenir des informations sur la main-d'œuvre temporaire employée pendant l'année. Mais puisque les renseignements sur le nombre des personnes employées temporairement peuvent induire en erreur, on a suggéré d'obtenir, si possible, le nombre de journées de travail accomplies (c'est-à-dire journées-homme), et on a proposé le questionnaire suivant:

Nombre de journées de travail accomplies dans l'exploitation pendant l'année agricole 1928-1929:

- | | | | |
|--------------------------------|---|----------------------|------|
| a) Par le personnel permanent | { | de 15 ans et | { M. |
| | | au-dessus | { F. |
| | | au-dessous de 15 ans | |
| | | | |
| b) Par le personnel temporaire | { | de 15 ans et | { M. |
| | | au-dessus | { F. |
| | | au-dessous de 15 ans | |

La Commission a été d'avis qu'il serait aussi désirable que chaque pays introduise dans le rapport sur son recensement un bref exposé sur toute variation saisonnière ou exceptionnelle, existant à l'époque du recensement dans la main-d'œuvre temporaire, et indique en même temps jusqu'à quel point les données relevées peuvent être considérées comme étant représentatives.

11. — Autres questions

Un certain nombre de modifications à introduire dans le formulaire-type ont été discutées et il a été convenu qu'on apporterait certains changements au formulaire-type, quand il sera réimprimé.

Un point qui intéresse les pays tropicaux et subtropicaux c'est la proposition que, dans ces pays, on obtienne séparément les informations qui concernent la production des exploitations appartenant aux indigènes de celles qui appartiennent à d'autres personnes (c'est-à-dire non indigènes).

Une recommandation fut aussi adoptée pour que les pays qui ont appliqué des méthodes de réforme agraire soient invités à introduire dans leur recensement des questions dans le but de savoir si, comme résultat de la réforme agraire, l'étendue de chaque exploitation a augmenté ou diminué, ou bien si l'exploitation a été nouvellement créée.

12 octobre 1928.

Le rapporteur,
R. J. THOMPSON

Formulaire-type pour le recensement agricole mondial

I. — Observations préliminaires à l'usage des Gouvernements

a) Contenu du formulaire-type:

Le formulaire-type suivant est destiné aux deux hémisphères, y compris les tropiques, et, par conséquent, il envisage des cultures et des espèces de bétail qui existent dans certains pays, mais qui n'existent pas dans d'autres. Il est entendu que les cultures ou les espèces de bétail qui n'existent pas dans un pays déterminé ne seront pas insérées dans son questionnaire.

D'autre part, chaque pays est libre d'ajouter d'autres cultures et objets et d'élargir les questions de façon à obtenir toutes les informations supplémentaires qu'il pourrait désirer.

b) Superficie minimum:

Aucune limite n'est plus suggérée, quant à la superficie minimum des exploitations agricoles à relever par le recensement. Dans le cas de pays qui ne relèvent pas les exploita-

tions d'un hectare et au-dessous, on est d'avis qu'une estimation de la superficie et de la production globales de ces petites exploitations serait très utile.

c) Période à laquelle les questions du recensement se réfèrent :

Le recensement dans l'hémisphère septentrional devrait se rapporter aux cultures récoltées dans l'année solaire 1929 et dans l'hémisphère méridional aux cultures récoltées dans l'année du 1^{er} juillet 1929 jusqu'au 30 juin 1930. La date effective, ou la période de l'année, dans laquelle le recensement devrait être fait est surtout importante pour ce qui concerne le bétail, dont les effectifs peuvent présenter de très grandes différences, selon les différentes saisons de l'année. S'il était possible, il serait désirable de pouvoir obtenir des données se rapportant aux deux époques saisonnières de l'année, dans lesquelles le bétail se trouve à son maximum et à son minimum, et ceci est un point que les autorités chargées du recensement dans chaque pays devraient tenir présent.

Par exemple, là où il existe une différence substantielle quelconque dans les effectifs du bétail selon les différentes saisons, il est sans doute très désirable que l'on indique si les résultats du recensement se rapportent à une période de *maxima* ou de *minima* et quelle est la variation probable.

Pour ce qui concerne l'époque de l'année à laquelle on devrait faire le recensement du bétail, chaque Etat est libre de faire le recensement à l'époque qui lui paraît la plus opportune.

Dans le but d'avoir des données, comparables entre elles, chaque Etat, en se basant sur les résultats du recensement, devrait faire l'évaluation de l'effectif maximum et de l'effectif minimum de chaque espèce de bétail pendant l'année.

Pour donner à cette évaluation une base sûre, il est nécessaire que le bétail soit classifié par âge, ainsi qu'il est proposé dans le formulaire-type.

d) Production :

Un des buts essentiels du recensement est d'obtenir des chiffres aussi exacts que possible sur les quantités de chacun des produits obtenus par les récoltes, les bois et forêts et le bétail dans l'année du recensement. Ce but peut être atteint de deux façons différentes :

1. En demandant à chaque cultivateur de communiquer la quantité de chaque produit qu'il a récoltée sur la superficie déclarée par lui comme cultivée en vue de cette production et le montant de chacun des produits animaux fournis par le bétail qu'il a déclaré. En théorie, cette méthode devrait donner des résultats satisfaisants. Mais, en pratique, il n'en est pas ainsi, parce que, très souvent, les quantités récoltées ne sont ni mesurées ni enregistrées. L'expérience a montré que cette méthode est assez satisfaisante pour les produits que l'on vend en totalité, comme le coton, la laine, certaines espèces de céréales, de fruits et légumes dans certaines régions. En effet, les quantités vendues sont mesurées et, en général, la quantité totale produite pour certaines régions ou districts peut être contrôlée par les statistiques du mouvement et d'entrée sur les principaux marchés. La méthode est moins satisfaisante lorsqu'il s'agit de produits qui, en partie ou en totalité, sont consommés dans l'exploitation, comme les fourrages, les légumes, les fruits, le lait, la volaille et les œufs.

2. En faisant estimer expressément par des spécialistes la production moyenne de chaque culture par unité de surface, ou la production moyenne des animaux domestiques, pour chaque unité géographique à laquelle se rapportent les chiffres du recensement. En multipliant les superficies cultivées par la récolte moyenne ou le nombre d'animaux domestiques par la production moyenne d'un animal, on obtiendra les quantités totales pour l'année du recensement.

La valeur des résultats obtenus par cette méthode dépend de l'exactitude avec laquelle on peut obtenir, moyennant le recensement, les données relatives aux superficies et au nombre d'animaux domestiques, ainsi que de l'exactitude et du soin avec lesquels on a fixé, par estimation, les productions moyennes.

Quand ces deux éléments sont obtenus avec exactitude, cette méthode est aussi sûre que celle de l'information individuelle et présente beaucoup moins de difficultés et exige moins de temps et de frais.

Etant donné l'intérêt qu'il y a à fixer la production totale par chaque culture et chaque espèce d'animaux domestiques, dans l'année du recensement, l'Institut International d'Agriculture prie instamment tous les Etats d'obtenir les chiffres relatifs à la production soit avec l'une des deux méthodes indiquées, soit au moyen des deux méthodes combinées. Sans ces chiffres, le recensement serait incomplet.

On propose de formuler quelques questions pour obtenir directement de l'agriculteur des informations concernant un certain nombre de produits animaux. Si l'on estime qu'une tentative d'obtenir ces informations directement des fermiers ne pourra probablement pas donner de résultats satisfaisants, les Gouvernements sont vivement priés de prendre les mesures nécessaires pour estimer la production au moyen d'enquêtes spéciales effectuées par des experts.

e) Données concernant la superficie et la production des légumes :

Les pays qui jugeraient très difficile le relèvement de la superficie occupée par chaque espèce de légume, comme il est demandé par les questions n^{os} 66 à 74, sont priés de donner

le chiffre de la superficie totale occupée par tous les légumes. Quant à la production, on prie instamment tous les pays de vouloir fournir, autant qu'il est possible, des données détaillées sur chaque espèce de légume.

f) Bois et forêts:

L'adoption de la section F (Bois et forêts) du formulaire-type est recommandée soit pour les bois et forêts qui sont compris dans les exploitations agricoles, soit pour ceux qui en sont exclus.

En ce qui concerne ces derniers, on suggère de limiter le recensement aux forêts exploitées, tout en invitant les Gouvernements à fournir une estimation de la superficie des autres terres boisées qui se trouvent sur leurs territoires.

II. — Formulaire-type

Section A. — Éclaircissements préliminaires

a) Le recensement est confidentiel et n'a aucun but fiscal:

Les informations demandées n'ont aucun rapport avec la taxation des impôts, elles sont strictement confidentielles, elles ne seront vues que par les employés du Bureau de la Statistique et aucun détail concernant les exploitations individuelles ne sera publié.

b) Définition d'une exploitation agricole:

Une exploitation agricole, aux fins du recensement, est constituée par tout terrain consacré totalement ou en partie à la production agricole ou du bétail, qui est cultivé, dirigé ou géré par une personne, seule ou avec l'assistance d'autres personnes, sans tenir compte de la propriété, tenure, dimension ou situation, et qui peut se composer d'une seule ou bien de plusieurs parcelles quand elles se trouvent dans le voisinage et qu'elles sont considérées et cultivées comme une seule exploitation. La personne qui cultive ou dirige l'exploitation peut être propriétaire, fermier, régisseur à gages ou celui qui cultive ou contrôle la terre et ses produits sous une forme spéciale de tenure. Dans le cas où la terre est exploitée simultanément par deux ou plusieurs personnes associées, une d'elles sera désignée comme représentant des associés pour fournir les données du recensement. L'exploitation peut être connue sous le nom de lot, pièce ou parcelle de terre, jardin, verger, bien, ranch, plantation, établissement rural, propriété ou tout autre nom, mais doit, dans tous les cas, être cultivée, dirigée ou gérée par une personne.

Les terres boisées et les forêts contrôlées, dirigées ou gérées par le chef de l'exploitation seront inscrites comme partie de l'exploitation, de même que les lopins de terre et les bâtiments occupés et utilisés par les travailleurs employés dans l'exploitation.

Les terres des communes devront être relevées: 1) par le tenancier, quand elles se trouvent sous son contrôle exclusif (la propriété restant à la commune ou à d'autres autorités administratives) et 2° dans tous les autres cas, par le chef administratif de la commune.

c) Période à laquelle les questions du recensement se réfèrent:

(Voir les indications fournies sous I, c).

Section B. — Chef de l'exploitation (propriétaire, fermier, régisseur à gages, etc.)

1. Nom et prénoms
2. Adresse postale

Section C. — Main d'œuvre permanente de l'exploitation

(Inscrire toutes les personnes employées de façon permanente dans cette exploitation à la date du recensement, classées par âge et sexe, y compris le chef de l'exploitation, sa femme et les membres de sa famille effectivement employés à des travaux agricoles. Ne pas inscrire les personnes employées principalement aux travaux domestiques).

Personnes employées de façon permanente à la date du recensement:

	Membres de la famille		Autres personnes	
	Sexe masculin	Sexe féminin	Sexe masculin	Sexe féminin
3. Au-dessous de 15 ans	..	..	..	..
4. De 15 ans et au-dessus	..	..	..	..

Section D. — Superficie de l'exploitation

	Unité de mesure utilisée
5. <i>Superficie totale de l'exploitation</i>	..
(Tout terrain exploité par le chef d'exploitation spécifié dans la question n° 1. Ne pas inscrire le terrain loué à ou dont la récolte est faite par une autre personne et qui doit être inscrit sur un questionnaire séparé).	
6. <i>Terres labourables</i>	..
(Comprendre les terres destinées à la culture de plantes herbacées assolées, sur lesquelles on fait la récolte, ainsi que celles qui n'ont pas pu être récoltées pour une raison quelconque et celles en jachère. Les prairies artificielles qui ont été labourées en 1929 ou dans une des quatre années précédentes rentrent dans cette catégorie).	
<i>Note.</i> — Dans le cas de cultures associées de plantes herbacées et de plantes ligneuses, et pour autant qu'il sera possible de déterminer, même approximativement, les superficies occupées par les cultures herbacées et celles occupées par les plantes ligneuses, on les attribuera respectivement aux <i>Terres labourables</i> et aux <i>Cultures arborescentes et arbustives</i> (question n° 8.) Si, au contraire, les cultures herbacées et les cultures ligneuses sont entremêlées de sorte à ne pas permettre une distinction des superficies qui reviennent respectivement aux unes et aux autres, on attribuera la totalité des superficies à la catégorie des <i>Terres labourables</i> , lorsque la culture des plantes herbacées y représente la destination la plus importante et à la catégorie des <i>Cultures arborescentes et arbustives</i> (question n° 8) lorsque la destination la plus importante est constituée par la culture des plantes ligneuses.	
7. <i>Prairies permanentes et pâturages</i>	..
(Comprendre les terres destinées d'une manière permanente ou pendant les cinq dernières années à la production de plantes herbacées fourragères vivaces. Les prairies permanentes et les pâturages dans lesquels on cultive des plantes ligneuses, ainsi que les prés et les pâturages dans les bois devront être comprises seulement si la production des herbes fourragères y représente la destination la plus importante).	
8. <i>Cultures arborescentes et arbustives</i>	..
(Comprendre les terres destinées à la culture des plantes ligneuses ne rentrant pas dans la catégorie des bois et forêts).	
<i>Note.</i> — Dans les cas de cultures associées de plantes ligneuses et de plantes herbacées, se tenir aux instructions indiquées dans la note à la question n° 6.	
9. <i>Bois et forêts</i>	..
(Comprendre les terres couvertes d'essences forestières et dont la destination la plus importante est la production du bois et des produits forestiers).	
10. <i>Marais productifs, bruyères et autres terres incultes productives</i>	..
(Comprendre les terres qui donnent quelques productions végétales utilisées et qui ne rentrent pas dans les catégories précédentes).	
11. <i>Terres improductives</i>	..
(Comprendre les terres qui ne donnent aucune production végétale utilisée et qui ne rentrent pas dans les catégories précédentes).	
<i>Note.</i> — Le total des chiffres indiqués en réponse aux questions n° 6 à 11 inclus doit être égal à la superficie indiquée en réponse à la question n° 5 de cette section.	

Section E. — Cultures et récoltes en 1929 (ou 1929-1930)

Cultures associées. — Quand deux ou plusieurs cultures différentes sont plantées ensemble et récoltées séparément, indiquer séparément et dans la section appropriée la superficie occupée par chaque culture, pour autant qu'il est possible de la déterminer, tout au moins d'une façon approximative. Dans le cas où les cultures associées sont confondues au point de rendre impossible de faire une distinction entre les superficies appartenant en particulier à chacune de ces cultures, des colonnes spéciales doivent être ajoutées au formulaire pour chacune des cultures en question, à la suite des colonnes indiquées au formulaire-type. Dans ces colonnes spéciales, la superficie totale occupée par les cultures associées doit être indiquée à côté du nom de la culture la plus importante et doit être également répétée, entre guillemets, à côté du nom des autres cultures associées.

Cultures dérobées. — Quand une seconde culture est plantée et récoltée sur le même terrain que celui qui avait déjà produit une première récolte pendant la même année, la superficie de la première culture doit être inscrite sur la ligne indiquée et la superficie de la culture subséquente, ou culture dérobée, sur la colonne ajoutée, entre crochets. Cette disposition a pour but d'éviter un double emploi et l'indication d'une superficie cultivée supérieure à la surface cultivable de l'exploitation.

Cultures donnant plus d'un produit. — Quant une culture fournit plusieurs produits, ainsi que cela arrive pour le lin et le chanvre (graines et filasse), la superficie doit être inscrite à côté du nom du produit principal et répétée entre crochets à côté du nom du produit secondaire.

	Superficie — Unité de mesure	Quantité récoltée en 1929 (ou 1929-1930) — Unité de mesure
<i>a) Céréales récoltées pour la graine :</i>		
12. Froment d'hiver	..	..
13. Froment de printemps	..	..
14. Avoine	..	..
15. Orge	..	..
16. Seigle	..	..
17. Millet	..	..
18. Maïs égrené	..	..
19. Riz (non décortiqué)	..	..
20. Sorgho	..	..
21. Méteil	..	..
22. Autres céréales récoltées pour la graine	..	..
<i>b) Plantes légumineuses pour la graine :</i>		
23. Fèves et haricots	..	..
24. Soja	..	..
25. Pois	..	..
26. Lentilles	..	..
27. Autres légumineuses pour la graine	..	..
<i>c) Tubercules et racines comestibles et fourragers :</i>		
28. Pommes de terre ¹	..	..
29. Patates et ignames	..	..
30. Tubercules et racines fourragères (navets, betteraves, carottes, etc.)	..	..
31. Arrow-root	..	..
32. Manioc	..	..
33. Autres tubercules et racines	..	..
<i>d) Graminées et légumineuses fourragères cultivées :</i>		
1) Trèfle et fléole, raygrass et autres graminées similaires, seuls ou mélangés—ensemencés pendant les cinq dernières années sur des terrains destinés à être labourés de nouveau :		
34. Coupés pour le foin	..	..
35. Non coupés pour le foin	..	..
2) Luzerne :		
36. Coupée pour le foin	..	..
37. Non coupée pour le foin	..	..
3) Autres herbes fourragères pas encore mentionnées :		
38. Coupées pour le foin	..	..
39. Non coupées pour le foin	..	..
<i>e) Cultures industrielles :</i>		
1) Cultures sucrières :		
40. Canne à sucre	..	..
41. Betterave à sucre	..	..
42. Autres cultures de plantes sucrières	..	..
2) Cultures de plantes textiles :		
43. Coton (égrené)	..	..
44. Lin cultivé pour la filasse	..	..
45. Chanvre (<i>Cannabis sativa</i>) cultivé pour la filasse	..	..
46. Chanvre de la Nouvelle-Zélande (<i>Phormium tenax</i>)	..	..
47. Abacá (Chanvre de Manille— <i>Musa textilis</i>)	..	..
48. Jute et similaires (<i>Corchorus</i> et <i>Hibiscus</i>)	..	..
49. Ramie et rhéa (<i>Boehmeria nivea</i> et <i>B. tenacissima</i>)	..	..
50. Sisal (<i>Agave sisalana</i>) et henequen (<i>A. fourcroydes</i>)	..	..
51. Autres cultures de plantes textiles cultivées	..	..
3) Cultures de graines oléagineuses :		
52. Graines de lin	..	..
53. Graines de chanvre	..	..
54. Graines de coton	..	..
55. Arachides (en cosse)	..	..
56. Ricin	..	..
57. Navette et colza	..	..
58. Sésame	..	..
59. Tournesol	..	..
60. Autres graines oléagineuses non mentionnées ailleurs	..	..

¹ Il est désirable d'indiquer séparément, autant qu'il est possible, les pommes de terre de primeur et celles de culture normale.

	Superficie — Unité de mesure	Quantité récoltée en 1929 (ou 1929-1930) — Unité de mesure
4) Autres cultures industrielles :		
61. Tabac	..	..
62. Houblon	..	..
63. Moutarde	..	..
64. Indigotier	..	..
65. Autres cultures industrielles pas encore mentionnées	..	..
f) Légumes :		
66. Artichauts	..	..
67. Asperges	..	..
68. Céleris	..	..
69. Choux	..	..
70. Haricots et fèves verts	..	..
71. Oignons et aulx	..	..
72. Pois verts	..	..
73. Tomates	..	..
74. Autres légumes	..	..
g) Cultures pour la semence :		
(Ne pas inclure les cultures pour la semence qui ont été comprises dans les superficies indiquées dans d'autres numéros de la présente liste).		
75. Betterave à sucre	..	..
76. Trèfle	..	..
77. Luzerne	..	..
78. Superficies destinées exclusivement à des cultures pour la semence non spécifiées ailleurs	..	..
h) Terrains ensemencés et dont aucun produit n'a été récolté en 1929 (ou en 1929-1930) en raison d'échec des cultures ou de destruction :		
79. Superficie totale	..	..
i) Jachères non cultivées pendant toute l'année :		
80. Superficie totale	..	..
Note. — La somme des n ^{os} 12 à 80 inclus doit égaler les superficies indiquées en réponse à la question n ^o 6.		
j) Prairies permanentes et pâturages :		
Herbes des terres destinées d'une manière permanente ou pendant les cinq dernières années aux plantes fourragères vivaces (y compris les terrains avec des arbres si la récolte du foin ou le pâturage est leur principale destination):		
81. Coupées pour le foin	..	..
82. Non coupées pour le foin	..	..

	Superficie — Unité de mesure	Nombre de ceps ou d'arbres		Quantité récoltée en 1929 (ou 1929-1930) — Unité de mesure
		Non en production	En production	
k) Vignes :				
83. Vignes pour raisins destinés à la vinification	..	..	..	..
84. Vignes pour raisins destinés à la production des raisins secs	..	..	..	..
85. Vignes pour raisins de table	..	..	..	..
l) Oliviers :				
86. Oliviers pour la production d'olives destinées à l'extraction de l'huile	..	..	..	..
87. Oliviers pour la production d'olives destinées à la consommation ou à la conservation	..	..	..	..

	Superficie — Unité de mesure	Nombre de ceps ou d'arbres		Quantité récoltée en 1929 (ou 1929-1930) — Unité de mesure
		Non en produc- tion	En produc- tion	
<i>m) Arbres fruitiers de verger et à enveloppe dure :</i> (N'indiquer que les arbres fruitiers plantés et cultivés; ne pas indiquer les arbres à l'état sauvage).				
88. Abricotiers	..	..	..	..
89. Amandiers	..	..	..	..
90. Ananas	..	..	..	..
91. Bananiers	..	..	..	..
92. Cerisiers	..	..	..	..
93. Dattiers	..	..	..	..
94. Figuiers	..	..	..	..
95. Limoniers	..	..	..	..
96. Orangers et mandariniers	..	..	..	..
97. Citrus (autres que les limoniers, les orangers et les mandariniers).	..	..	..	..
98. Noisetiers	..	..	..	..
99. Noyers	..	..	..	..
100. Noix de coco (cocotiers)	..	..	..	..
101. Pêchers	..	..	..	..
102. Poiriers	..	..	..	..
103. Pommiers	..	..	..	..
104. Pruniers	..	..	..	..
105. Autres arbres fruitiers	..	..	..	..

	Superficie — Unité de mesure	Quantité récoltée en 1929 (ou 1929-1930) — Unité de mesure
n) Menus fruits cultivés :		
106. Menus fruits et baies de tout genre, cultivés (ne pas inscrire les fruits à l'état sauvage):		
(a)	..	..
(b)	..	..
(c)	..	..

	Superficie			Quantité récoltée en 1929 (ou 1929-1930) — Unité de mesure
	Unité de mesure	Non en produc- tion	En production	
o) Plantations diverses :				
107. Café	..	..	..	..
108. Thé	..	..	..	..
109. Cacao	..	..	..	..
110. Poivre ordinaire	..	..	..	..
111. Quinquina (<i>Cinchona</i>)	..	..	..	..
112. Plantes à caoutchouc, à gommés ou à résines :				
a) Caoutchoutier de Para (<i>Hévéa</i>)	..	..	..	..
b) Caoutchoutier du Mexique (<i>Castilloa</i>)	..	..	..	..
c) Caoutchoutier de Céara (<i>Manihot</i>)	..	..	..	..
d) Caoutchoutier d'Assam (<i>Ficus elastica</i>)	..	..	..	..
e) Arbre à gutta-percha	..	..	..	..
f) Autres arbres et arbustes produisant des gommés, résines ou caoutchouc (cul- tivés)	..	..	..	..
113. Mûrier	..	..	..	..
114. Bambous	..	..	..	..
115. Jones de rotin	..	..	..	..
116. Sagoutier	..	..	..	..
117. Autres arbres et arbustes cultivés non mentionnés ailleurs	..	..	..	..

Section F.—Bois et forêts

	Unité de mesure
<i>a) Superficie boisée :</i>	
118. Taillis	..
119. Autres formes	..
120. Superficie totale	..
<i>b) Quantité de bois coupé en 1929 (ou en 1929-1930) :</i>	
121. Bois employé comme combustible, y compris le bois destiné à la fabrication de charbon de bois	..
122. Bois destiné à la préparation de la pâte	..
123. Bois pour toutes les autres destinations	..
124. Quantité totale de bois coupé en 1929 (ou en 1929-1930)	..

	Noms des produits	Quantité produite en 1929 (ou en 1929-1930) Unité de mesure
<i>c) Autres produits forestiers :</i>		
125. Produits directement ou indirectement destinés à l'alimentation humaine	..	..
	..	..
126. Produits servant au tannage ou à la fabrication d'extraits tanniques	..	..
	..	..
127. Caoutchouc (pas dans les plantations)	..	..
	..	..
128. Résines et produits résineux	..	..
	..	..
129. Produits non compris dans les classes précédentes	..	..
	..	..

Section G.—Bétail

(Les données doivent se rapporter au bétail existant effectivement à la date du recensement. Inscrire tout le bétail existant sur l'exploitation, qu'il soit, ou non, la propriété du gérant, ainsi que le bétail se trouvant sous la surveillance d'un berger sur du terrain commun, sur des prairies non closes, marais, montagnes ou terrains forestiers, et en général sur des terres qui ne sont pas envisagées par le recensement des exploitations).

	Nombre
<i>a) Chevaux :</i>	
130. Poulins et pouliches au-dessous de 1 an	..
131. Jeunes chevaux de 1 à 3 ans	..
132. Etalons de 3 ans et au-dessus	..
133. Juments et hongres de 3 ans et au-dessus	..
<i>b) Mulets et bardots :</i>	
134. Jeunes mulets au-dessous de 2 ans	..
135. Mulets de 2 ans et au-dessus	..
<i>c) Anes :</i>	
136. Nombre totale de tous âges	..
<i>d) Bovins :</i>	
137. Bovins au-dessous de 1 an	..
Génisses et vaches de 1 an et au-dessus :	
138. Servant à la production laitière	..
139. Servant exclusivement à la reproduction	..

	Nombre
140. Autres	..
141. Taureaux de 1 an et au-dessus	..
142. Autres bovins de 1 an et au-dessus	..
<i>e) Ovins :</i>	
143. Agneaux au-dessous de 1 an	..
144. Béliers de 1 an ou plus	..
145. Brebis de 1 an ou plus	..
146. Tous les autres ovins de 1 an ou plus	..
<i>f) Caprins :</i>	
147. Nombre total de tous âges	..
<i>g) Porcins :</i>	
148. Pores au-dessous de 6 mois	..
149. Verrats pour la reproduction, de 6 mois et plus	..
150. Truies pour la reproduction, de 6 mois et plus	..
151. Tous autres pores, de 6 mois et plus	..
<i>h) Volaille¹ :</i>	
152. Nombre total de coqs, poules et poulets	..
153. Nombre total de canards	..
154. Nombre total d'oies	..
155. Nombre total de pigeons	..
156. Nombre total de dindons	..
<i>i) Abeilles :</i>	
157. Nombre de ruches de cette exploitation à la date du recensement	..

¹ Les poussins, les canetons, les oisons, les pigeonneaux et les dindonneaux sont aussi relevés dans le recensement de la volaille. Toutefois, il serait désirable qu'ils soient relevés, autant que possible, séparément.

III.—Appendice

Production animale

On propose de formuler les questions suivantes pour obtenir directement de l'agriculteur des informations concernant un certain nombre de produits animaux.

<i>a) Produits de la laiterie :</i>		
Quantité totale de lait obtenue en 1929 (ou 1929-1930) :		
158. Des vaches	Hectolitres ¹	..
159. D'autres animaux	"	..
(Inscrire le lait donné aux animaux comme nourriture, consommé sur l'exploitation, vendu, ou employé d'une autre façon. Ne pas comprendre le lait tété par les jeunes animaux).		
160. Beurre fait sur l'exploitation	Kilogrammes ¹	..
161. Fromage fait sur l'exploitation	"	..
<i>b) Produits de la basse-cour :</i>		
162. Œufs produits en 1929 (ou 1929-1930)	Nombre	..
<i>c) Laine :</i>		
163. Nombre de moutons tondus en 1929 (ou 1929-1930) sur cette exploitation	Nombre	..
164. Poids total de la laine obtenue	Kilogrammes ¹	..
(Indiquer s'il s'agit de laine en suint ou de laine lavée sur le dos).		
<i>d) Mohair (poil de chèvre angora) :</i>		
165. Poids total du mohair obtenu	Kilogrammes ¹	..
(Indiquer s'il s'agit de mohair en suint ou lavé sur le dos).		
<i>e) Miel :</i>		
166. Miel obtenu en 1929 (ou 1929-1930)	Kilogrammes ¹	..
<i>f) Vers à soie :</i>		
167. Quantité d'œufs mis en circulation en 1929 (ou 1929-1930)	Grammes ¹	..
168. Quantité de cocons frais produits en 1929 (ou 1929-1930)	Hectogrammes ¹	..

¹ Ou autre unité de mesure.

IV.— Questions supplémentaires

Tous les pays sont priés de comprendre dans leur recensement de 1930 toutes les questions insérées dans le formulaire-type qui se trouve dans les pages précédentes et de prendre les dispositions nécessaires pour connaître la production animale, conformément aux indications contenues dans l'Appendice. Ci-après sont indiquées des questions supplémentaires, questions qui se rapportent à des objets pour lesquels il est désirable qu'autant de pays que possible recueillent les informations demandées.

Un grand nombre d'autres sujets intéressants ont été laissés de côté à l'effet d'éviter une surcharge du recensement avec des questions de moindre importance et de réduire les dépenses, ou parce qu'on est d'avis qu'on ne pourra pas répondre aux questions y relatives d'une façon satisfaisante. A cette catégorie appartiennent des questions relatives aux prix et à la valeur, au poids vif et mort du bétail, à la consommation et à l'utilisation des produits de la ferme, aux facilités de l'exploitation et à d'autres sujets analogues.

A.— Tenure de l'exploitation

	Hectares ¹
169. De combien d'hectares ¹ de cette exploitation êtes-vous propriétaire (ou sont propriétaires un ou plusieurs membres de votre famille, si vous ne payez pas de location pour l'usage du terrain ou ne recevez pas de salaire pour son exploitation)?	..
170. Combien d'hectares ¹ de cette exploitation gérez-vous à bail:	
a) En fermage	..
b) En métayage	..
171. Combien d'hectares ¹ de cette exploitation gérez-vous pour d'autres personnes en qualité de régisseur à gages?	..
172. Combien d'hectares ¹ de cette exploitation gérez-vous en qualité autre que celles indiquées dans les trois questions précédentes?	
En qualité de	..
Note.— La somme des questions nos 169 à 172 incluse doit égaler la superficie totale de l'exploitation, ainsi qu'elle est indiquée dans la question n° 5.	

¹ Ou autre unité de mesure.

B. — Main-d'œuvre temporaire de l'exploitation

Comme supplément aux données se référant au nombre des travailleurs permanents de l'exploitation, donc à la section C du formulaire-type, on propose d'ajouter les questions suivantes pour les pays qui désirent recueillir des informations concernant la main-d'œuvre temporaire de l'exploitation, le nombre de journées de travail accomplies dans l'exploitation, les heures de travail, les salaires et les conditions de logement:

a) Nombre des travailleurs temporaires se trouvant sur l'exploitation à la date du recensement:

	Membres de la famille du chef de l'exploitation		Autres personnes	
	Sexe masculin	Sexe féminin	Sexe masculin	Sexe féminin
173. Au-dessous de 15 ans	..	..	..	..
174. De 15 ans et au-dessus	..	..	..	..

b) Nombre des journées de travail accomplies dans l'exploitation pendant l'année agricole 1928-1929 (ou 1929-1930):

Par le personnel permanent	De 15 ans et au-dessus	175. M.	..
		176. F.	..
	177. Au-dessous de 15 ans		..
Par le personnel temporaire	De 15 ans et au-dessus	178. M.	..
		179. F.	..
	180. Au-dessous de 15 ans		..

Il est désirable que chaque pays introduise dans le rapport sur son recensement un bref exposé sur tout variation saisonnière ou exceptionnelle, existant à l'époque du recensement dans la main-d'œuvre temporaire, et indique en même temps jusqu'à quel point les données relevées peuvent être considérées comme étant représentatives.

c) Heures de travail faites habituellement par jour dans cette exploitation par la main-d'œuvre salariée:

	Heures
181. Pendant la période de la récolte	..
182. Pendant d'autres périodes	..

d) Salaires de la main-d'œuvre de l'exploitation:

	En été		En hiver	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
I. Travailleurs engagés au jour:				
183. Salaire moyen par heure	..	..	..	..
II. Travailleurs engagés par mois:				
184. Salaire moyen en argent, par mois et par tête	..	..	..	..
185. Salaire moyen en nature (nourriture, chauffage, logement, etc.) exprimé dans son équivalent, en argent, par mois et par tête	..	..	..	..
<i>Note.</i> —L'addition des n ^{os} 184 et 185 doit donner le total du salaire mensuel moyen du travailleur.				

e) Logement de la main-d'œuvre salariée et des personnes employées:

Sur le nombre total de personnes engagées dans cette exploitation combien:

	Sexe masculin — Nombre	Sexe féminin — Nombre
I. Occupent une habitation séparée, appartenant à l'exploitation:	..	..
186. Comme une portion du salaire	..	..
187. Indépendamment du salaire	..	..
II. Sont logées sur l'exploitation:		
188. Dans la ferme avec le chef d'exploitation	..	..
189. Dans des dépendances réservées à l'usage des travailleurs de l'exploitation	..	..
190. Dans d'autres bâtiments ou d'une autre façon	..	..
191. III. Vivent en dehors ou indépendamment de l'exploitation	..	..

C. — Drainage

	Hectares ¹
192. Superficie des terres de cette exploitation qui sont pourvues de fossés artificiels permanents de drainage, de canaux en tuiles, etc. (Comprendre les terres drainées au moyen de canaux ou de fossés construits pour durer plusieurs années et non détruits chaque année par le labourage et l'érosion; ainsi que celles drainées au moyen de drains à la superficie ou souterrains faits en tuile, brique, pierre, etc.).	..

D. — Irrigation

193. Si une partie quelconque de l'exploitation est irriguée, en indiquer la superficie . . . (Inscrire seulement les terres irriguées au moyen de canaux artificiels, fossés ou tuyaux qui conduisent l'eau d'un niveau plus élevé ou la montent d'un niveau plus bas par des pompes ou d'autres machines. Ne pas inscrire les terres où l'eau est transportée à la main).	..
--	----

¹ Ou autre unité de mesure.

E. — Engrais

Les engrais constituent un facteur important de la production agricole et, dans beaucoup de pays, il est désirable d'obtenir des données relatives à leur espèce et à leurs quantités. On propose deux méthodes :

- a) Une enquête directe faite chez les exploitants en relation avec le recensement agricole;
- b) Une enquête auprès des fabricants et des marchands d'engrais et des bureaux d'inspection ou de licence des autorités gouvernementales et provinciales.

F. — Stocks de l'exploitation

La détermination des stocks de produits agricoles disponibles à un certain moment est d'importance primordiale pour chaque pays et pour le commerce national et international. Les stocks visibles, c'est-à-dire les stocks en transit et dans les élévateurs publics, peuvent être calculés facilement, parce qu'il s'agit de grandes quantités faciles à connaître. Les stocks invisibles, c'est-à-dire les stocks qui sont encore chez le cultivateur ou le premier acheteur, ou dans les minoteries ou élévateurs privés et qui, eux aussi, font partie du stock total, sont très difficiles à calculer et même à estimer.

C'est pourquoi on propose que les Gouvernements établissent, au moment du recensement, les stocks de produits agricoles d'une certaine importance commerciale, comme le maïs, les produits textiles, le tabac, le café, le thé, la laine, etc., qui, restent à vendre dans les fermes ou les minoteries, les élévateurs et les silos des campagnes. De telles données auraient une très grande valeur comme base d'estimation annuelle des stocks.

G. — Machines agricoles

Une question au sujet de laquelle il est très désirable de recueillir des informations est l'inventaire des machines agricoles et de l'outillage d'exploitation. Cet inventaire peut être dressé en insérant dans le formulaire des questions ayant le caractère suivant. Les articles peuvent être étendus pour donner satisfaction aux besoins des pays respectifs. Il est désirable que l'Institut soit informé des articles dont on propose le relèvement pour chaque pays, en vue d'assurer un certain degré de comparabilité entre les divers pays.

Indiquer le nombre des machines suivantes sur l'exploitation, à la date du recensement :

	Nombre
194. Charrues	..
195. Herse	..
196. Semeuses	..
197. Moissonneuses	..
198. Batteuses	..
199. Générateurs de force motrice	..

H. — Pépinières et serre chaudes

200. Nombre total de mètres carrés ¹ vitrés	Mq. ¹	..
201. Nombre d'hectares ¹ non vitrés (en plein air)	Ha. ¹	..
202. Montant encaissé en 1929 (ou 1929-1930) par la vente de jeunes arbres fruitiers, d'arbustes fruitiers et de plants de vigne	..	..
203. Montant encaissé par la vente de jeunes arbres forestiers et d'arbres et d'arbustes d'ornementation	..	..
204. Montant encaissé par la vente de fleurs et de plantes à fleurs	..	..
205. Montant reçu par la vente des légumes et des plantes de légumes	..	..

I. — Fleurs (en plein air)

206. Cultivées principalement pour la vente (Comprendre les superficies plantées principalement pour la vente. Ne pas comprendre les fleurs cultivées principalement pour la semence, inscrites à la question n° 78, ou les fleurs cultivées sous vitrages, inscrites à la question n° 200).	Superficie	..
--	------------	----

¹ Ou autre unité de mesure.

J.— Classification des bovins par races

On recommande aux pays, qui ont la possibilité de le faire, d'obtenir des informations quant à l'effectif des bovins purs des diverses races, des bovins croisés et des bovins des races locales. Le tableau suivant a été suggéré par le Gouvernement de l'Uruguay comme modèle :

Bovins	Lignes pures de pédigrée (Inscrites au herd-book)					Lignes pures sans pédigrée, ou par croisement					Races métisses	Races locales	Total de tous les bovins
	Herford ¹	Durham ¹	Polled Angus ¹	Races laitières ¹	Autres races ¹	Herford ¹	Durham ¹	Polled Angus ¹	Races laitières ¹	Autres races ¹			
1) Bovins au-dessous de 1 an	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2) Génisses et vaches de 1 an et au-dessus :													
a) Servant à la production laitière	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
b) Servant exclusivement à la re- production	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
c) Autres	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3) Taureaux de 1 an et au-dessus	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4) Autres bovins de 1 an et au-dessus	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

¹ Chaque pays indiquera naturellement les races les plus importantes qu'il possède.

K.— Animaux domestiques particuliers à certains pays

	Nombre
(Indiquer l'effectif à la date du recensement).	
207. Chameaux :	
a) Au-dessous de 1 an	..
b) De 1 an et au-dessus	..
208. Lamas, guanacos et vicuñas (vigognes)	..
209. Rennes	..
210. Eléphants :	
a) Au-dessous de 1 an	..
b) De 1 an et au-dessus	..
211. Buffles :	
a) Veaux au-dessous de 1 an	..
b) Jeunes buffles de 1 à 2 ans	..
c) Tous les buffles au-dessus de 2 ans	..
212. Autruches	..
213. Animaux à fourrure (élevés en captivité pour la fourrure ou la peau) :	
a) Renards	..
b) Skunks	..
c) Autres	..
214. Lièvres et lapins	..

Résolutions concernant le recensement

Vœu de la septième Assemblée Générale de l'Institut (1924)

L'Assemblée Générale :

Confirme la grande utilité qu'il y aurait à obtenir de tous les Etats l'exécution d'un recensement agricole général à une date et sur un plan uniforme.

Cette date pourrait être fixée à 1930-1931.

Elle attire aussi l'attention du Comité Permanent sur l'importance qu'il y aurait à entreprendre immédiatement les démarches nécessaires pour engager les Etats adhérents à entrer dans la voie indiquée et à accomplir une étude approfondie pour la préparation d'un programme organique qui serait soumis en 1926 à une réunion de spécialistes désignés par les Gouvernements respectifs au sein de leur délégation à l'Assemblée Générale de 1926. Ce programme serait ensuite communiqué aux Gouvernements.

Vœu de la huitième Assemblée Générale de l'Institut (1926)

L'Assemblée Générale :

Vu le rapport de M. G. WAGNIÈRE sur le recensement agricole mondial (rapport n° 9);

Vu le rapport de la Commission Scientifique Internationale de l'Institut (Annexe au rapport n° 9);

Vu également le rapport de la Commission des Statisticiens de l'Assemblée Générale (Annexe 2 au rapport n° 9);

Décide :

1. D'exprimer son approbation de principe au formulaire-type révisé tel qu'il est reproduit dans l'Annexe 2 du rapport n° 9; d'exprimer, en outre, son approbation des idées émises par les deux Commissions susmentionnées.

2. D'inviter le Comité Permanent :

- a) À transmettre ce formulaire aux Gouvernements, conjointement avec des explications ou autres notes qu'il juge nécessaires, et de prendre toutes les mesures qu'il estime opportunes pour engager tous les pays du monde à donner leur consentement à l'exécution d'un recensement agricole en 1930 sur les bases indiquées;
- b) À soumettre à l'Assemblée Générale de 1928 un rapport sur l'activité déployée, en même temps que des mémorandums et des recommandations sur toute question qui reste encore à décider.

L'Assemblée Générale :

Vu la recommandation faite par le délégué des Pays-Bas :

Invite le Comité Permanent à étudier l'élaboration d'une méthode générale d'évaluation de la production agricole pour exécuter le même travail dans les différents pays dans le but d'une comparaison définitive. Ce travail pourra être exécuté en liaison avec le recensement agricole général projeté pour l'année 1930.

L'Assemblée Générale :

Considère qu'il est de toute importance de recueillir les statistiques concernant les ressources forestières mondiales en vue du fait que la politique forestière de tous les pays devrait être basée sur des statistiques qui démontrent la situation respective mondiale de l'offre et de la demande de bois; et

Invite le Congrès de Sylviculture à bien vouloir accorder une attention spéciale à ce problème et à donner des indications qui puissent servir de guide à l'Institut, particulièrement dans le but de connaître approximativement les ressources en bois des pays qui n'ont pas organisé un service de statistique forestière.

Vœu du Congrès International de Sylviculture

(Rome, avril-mai 1926)

Le Congrès International de Sylviculture :

Reconnaissant l'importance des produits forestiers en tant que récolte de la ferme, insiste pour que le formulaire-type qu'on propose pour le recensement agricole international contienne, sous l'en-tête « Récoltes de 1929 », un numéro qui fournisse des renseignements sur la quantité de bois coupé sur la ferme.

Résolution adoptée par la Conférence Économique Internationale

(Genève, mai 1927)

La Conférence considère comme nécessaire le perfectionnement des statistiques agricoles périodiques, notamment en ce qui concerne le bétail et les produits d'origine animale.

Les informations réunies par l'Institut International d'Agriculture révèlent que, dans les dernières vingt-cinq années, trente-sept pays seulement, qui représentent moins de la moitié de la superficie terrestre et 30 % environ de la population du monde, ont procédé à un recensement agricole.

Un recensement agricole mondial, opéré selon les méthodes proposées par l'Institut International d'Agriculture, permettrait de donner aux informations statistiques des divers pays le caractère d'uniformité nécessaire qui leur manque jusqu'ici.

Il n'est pas moins nécessaire d'organiser, dans le domaine national et international, la diffusion rapide, parmi les agriculteurs, de renseignements sur les récoltes, les stocks, la consommation et le mouvement des différentes marchandises, éléments constitutifs de la for-

mation des prix. La publication mensuelle des indices de prix comparatifs des produits agricoles et des produits industriels, ainsi que des indices des éléments principaux des prix de revient des produits agricoles, formera la matière d'un enseignement des plus utiles.

(Rapport définitif de la Conférence Économique Internationale, Genève, 1927, chapitre 4, «Agriculture», page 49).

Recommandation de la Conférence Agricole Impériale

(Londres, octobre 1927)

La Commission recommande que l'on attire l'attention des Gouvernements de l'Empire Britannique sur la nécessité de coopérer de la façon la plus large possible au projet pour le recensement agricole mondial de 1930-1931. Elle désire aussi faire remarquer que ce recensement fournit une occasion unique pour obtenir des statistiques complètes concernant l'agriculture de l'Empire.

Résolutions adoptées par la neuvième Assemblée Général (1928)

L'Assemblée Générale :

1. Approuve le rapport de la Commission des Statisticiens en ce qui concerne le recensement agricole mondial.

2. Recommande au Comité Permanent de modifier le formulaire-type de façon à donner effet aux recommandations contenues dans le rapport.

3. Exprime ses remerciements à l'«International Education Board» pour l'assistance financière qu'il a accordée aux travaux du recensement agricole mondial et espère que l'«International Education Board» continuera à accorder cette assistance dans les années prochaines pour permettre que le travail qui a été commencé avec tant de succès puisse aboutir à une conclusion satisfaisante.

4. Enfin, l'Assemblée Générale prie les Etats qui fourniront à l'Institut les résultats de leur recensement agricole de joindre à leur envoi une note expliquant en détail les méthodes d'après lesquelles ils auront obtenu ces renseignements.

International Convention relating to economic statistics

PREAMBLE

The President of the German Reich; the Federal President of the Austrian Republic; His Majesty the King of the Belgians; the President of the United States of Brazil; His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; His Majesty the King of the Bulgarians; His Majesty the King of Denmark; the President of the Polish Republic for the Free City of Danzig; His Majesty the King of Egypt; the Government of the Estonian Republic; the President of the Republic of Finland; the President of the French Republic; the President of the Hellenic Republic; His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary; His Majesty the King of Italy; His Majesty the Emperor of Japan; the President of the Latvian Republic; Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxemburg; His Majesty the King of Norway; Her Majesty the Queen of the Netherlands; the President of the Polish Republic; the President of the Portuguese Republic; His Majesty the King of Roumania; His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes; His Majesty the King of Sweden; the Swiss Federal Council; the President of the Czechoslovak Republic.

Recognising the importance of statistics being available to show the economic position and development in the world as a whole and in different countries on a comparable basis:

Considering that this object may best be achieved by resort to simultaneous and concerted action in the form of an international Convention, by which the official preparation and publication of various classes of economic statistics and the general adoption of uniform methods in the preparation of certain statistical returns may be assured:

Have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose:

The President of the German Reich:

Professor Dr. Ernst Wagemann, President of the Statistical Bureau of the Reich;
Dr. Hans Platzer, Director, Statistical Bureau of the Reich;

The Federal President of the Austrian Republic:

M. Walter Breisky, former Vice-Chancellor, Chairman of the Federal Bureau of Statistics;
Dr. Emil Ferdinand Rothe, «Conseiller Ministériel» and Head of the Office of Commercial Statistics in the Federal Ministry of Commerce and Communications;
Dr. Rudolph Riemer, «Conseiller aulique» in the Federal Bureau of Statistics;

His Majesty the King of the Belgians:

M. A. Julin, Secretary-General of the Ministry of Industry, Labour and Social Welfare;

The President of the United States of Brazil:

M. J. A. Barbosa Carneiro, Commercial Attaché to the Embassy of the United States of Brazil in London;
M. Antonio Cavalcanti Albuquerque de Gusmão, Head of Section at the General Bureau of Statistics;

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations:

Sir Sydney Chapman, K. C. B., C. B. E., Chief Economic Adviser to His Majesty's Government in Great Britain;

For the Union of South Africa:

Mr. Daniel J. de Villiers, Trade Commissioner for the Union of South Africa in Europe;

For the Irish Free State:

Mr. Sean Lester, Representative of the Irish Free State accredited to the League of Nations;

His Majesty the King of the Bulgarians:

M. Dmitri Michaykoff, Professor at the University of Sofia, Chairman of the General Council of Statistics, Member of the Sobranje;

His Majesty the King of Denmark:

M. Adolph Jensen, Director of the State Department of Statistics;

The President of the Polish Republic:

For the Free City of Danzig:

M. E. Szturm de Sztrem, Head of Division in the Central Bureau of Statistics of Poland;

Dr. Martin J. Funk, Director of the Office of Statistics of the Free City of Danzig;

His Majesty the King of Egypt:

Mr. James I. Craig, Financial Secretary to the Ministry of Finance;

Henein Bey Henein, Controller of the Department of Statistics and Census;

The Government of the Estonian Republic:

M. Albert Pullerits, Director of the Central Bureau of Statistics;

The President of the Republic of Finland:

Dr. Rudolf Holsti, Permanent Delegate accredited to the League of Nations; Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

Dr. Martti Kovero, Director of the Central Bureau of Statistics;

M. Werner Lindgren, Director of the Bureau of Statistics in the General Customs Department;

The President of the French Republic:

M. Huber, Director of the General Statistical office of France;

M. Gayon, Chief of the Trade Statistical Service of the General Customs Department;

The President of the Hellenic Republic:

M. D. Bikelas, Chargé d'Affaires at Berne;

His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary:

M. Jules de Konkoly-Thege, «Conseiller Ministériel», Assistant-Director of the Central Bureau of Statistics;

His Majesty the King of Italy:

Dr. Corrado Gini, President of the Central Institute of Statistics;

His Majesty the Emperor of Japan:

M. Nobumi Ito, Deputy Director of the Imperial Japanese Bureau for the League of Nations, Counsellor of Embassy;

The President of the Latvian Republic:

M. Charles Duzmans, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

Her Royal Highness the Grand-Duchess of Luxemburg:

M. Charles Vermaire, Consul at Geneva;

His Majesty the King of Norway:

M. Gunnar Jahn, Director of the Central Bureau of Statistics;

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Professor Dr. H. W. Methorst, Director-General of the Office of Statistics;

Professor Dr. L. P. le Cosquino de Bussy, Director of the Commercial Museum Colonial Institute;

The President of the Polish Republic:

M. E. Szturm de Sztrem, Head of Division in the Central Bureau of Statistics;

The President of the Portuguese Republic:

M. F. de Calheiros e Meneses, Chief of the Portuguese Office accredited to the League of Nations;

M. C. A. Chambica da Fonseca, Chief of Division, General Department of Statistics of the Ministry of Finance;

His Majesty the King of Roumania:

M. Constantin Antoniadu, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations;

His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes:

M. Constantin Fotitch, Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

Dr. Max Birkovitch, Chief of Section in the State Department of Statistics;

M. Lazaro Kostitch, University Professor;

His Majesty the King of Sweden:

M. K. I. Westman, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

The Swiss Federal Council:

M. W. Stucki, Head of the Commerce Division of the Federal Department of Public Economy;

Dr. J. Lorenz, Privatdozent at Fribourg;

M. K. Acklin, Chief of the Section of Commercial Statistics in the General Customs Department;

The President of the Czechoslovak Republic:

Dr. J. Mráz, «Conseiller Ministériel» in the Statistical Office;

Dr. J. Ryba, Adviser in the Statistical Office;

Dr. Horáček, Adviser in the Ministry of Commerce;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

ARTICLE 1

1. The High Contracting Parties undertake to compile and publish, in respect of every part of the territories under their administration to which the present Convention applies, the statistics mentioned in Article 2 below and at the intervals stated therein.

2. For the purposes of the statistics required by the present Convention, every territory possessing a separate statistical system for any class of statistics may be shown in such statistics as a separate unit. It shall be stated in all statistics published under the provisions of this Convention to what territories such statistics apply.

3. The obligations contained in the present Convention are subject to the interpretations and to the reservations which are set out in the Protocol to the present Convention and to the reservations which may be allowed hereafter under the provisions of Article 17 below.

ARTICLE 2

The classes of statistics referred to in the preceding article are the following:

I. — *External Trade:*

a) Annual and monthly returns of the quantity and value of imports and exports;

b) Annual, and if possible quarterly or preferably monthly, returns showing the net tonnage of vessels engaged in external trade entered at and cleared from the ports of the country concerned, according to their nationalities.

II. — *Occupations:*

Returns of the population according to occupations to be compiled and published at least once in each decade, and to relate to the closing year of the decade (that is to say, the years 1930, 1940, 1950, and so on), or to a year as near as possible to such closing year.

III. — *Agriculture, Live-Stock, Forestry and Fisheries:*

- A) General censuses of agriculture, to be taken if possible once in each decade, on the lines proposed and, if possible, for the year proposed by the International Institute of Agriculture.

B) Annual returns showing:

- 1) The distribution of the cultivated area amongst the principal crops, stating if possible, in cases where such information is of importance, both the areas sown or planted and the areas harvested; and
- 2) The quantities of such crops harvested.

C) Periodical (if possible annual) returns of the numbers of the chief species of livestock, showing sex and age where possible.

D) In the case of countries to whose economy timber production is important, periodical returns of forest resources, showing forest area and, whenever possible, timber content, annual growth and annual cut; distinction to be made as far as possible according to the species of the timber.

E) In the case of countries in which fisheries are an important and organised branch of economic activity, annual returns showing: 1) the products of the main sea fisheries landed and, if possible, of inland-water fisheries; 2) the nationalities of the boats by which such products are landed; 3) the numbers and classes of national boats engaged in fisheries; and 4) the number of persons employed on such boats.

Whenever it is not possible to render complete returns, an approximate indication of the extent to which such returns are defective shall be given.

IV.—*Mining and Metallurgy:*

Returns (at least annual) of the quantities produced of any of the minerals and metals mentioned below, the production of which in the country concerned is of national importance:

1) Non-Metallic Minerals:

Coal (bituminous or anthracite), lignite and coke;
 Petroleum and natural gas;
 Nitrates;
 Phosphates;
 Potash minerals;
 Sulphur.

2) Metallic Minerals and Metals:

a) Ores of the following:

Iron	Aluminium	Tin	Manganese
Copper	Lead	Zinc	Nickel

b) Smelter production (actual or estimated) of the following:

Iron and Steel	Tin	Antimony	Silver
Copper	Zinc	Tungsten	Gold
Aluminium	Manganese	Molybdenum	Platinum
Lead	Nickel	Bismuth	

V.—*Industry:*

A) Statistical surveys at regular intervals, and if possible at least once in every ten years, of:

- a) Industrial establishments, including at least all such establishments of any considerable importance; and
- b) If possible, commercial establishments.

Such surveys may be carried out in connection with a census of population or with a census of industrial production or independently, and shall show, *inter alia*:

1) With regard to such establishments, the number of persons of each sex employed therein; and, so far as possible, such persons according to categories of their employment and distinguishing adults from young persons, the age at which this distinction is made being stated.

An estimate shall also be made, if possible, of the numbers of persons employed in establishments which are not included in the surveys.

2) In the case of industrial establishments, the nominal capacity of the prime movers (if any) installed, distinguishing, if possible, between 1) steam engines, 2) internal-combustion engines, and 3) hydraulic engines; and the nominal capacity of the electric motors installed (if any), indicating whether the electric energy is generated in the establishment or elsewhere. In each of the above-mentioned classes, prime movers and electric motors normally in use should, if possible, be shown separately from those idle or in reserve.

B) Returns of industrial production, as comprehensive as it may be possible in the case of each country to furnish with a sufficient degree of accuracy.

C) Statistical series in the form either of absolute figures or relative figures referring to a period taken as a basis of comparison, at regular intervals, if possible quarterly or preferably monthly, showing the variations of the industrial activity of the most representative branches of production.

VI. — *Index Numbers of Prices:*

Index numbers:

a) Showing the general movement of wholesale prices, to be compiled and published monthly; and

b) Showing the general movement of the cost of living, to be compiled and published at least quarterly.

The cost-of-living indices may be based on data relating to a single town or to several towns selected as being representative and taken either separately or collectively.

Each statement of index numbers mentioned above shall contain a reference to a short official publication showing the items the prices of which have been used, and the methods employed in the calculation of the indices.

In addition to the indices mentioned above, the wholesale prices, in absolute or relative form, of the principal individual commodities shall, so far as practicable, be published for the same periods.

ARTICLE 3

The High Contracting Parties, in order to facilitate comparison of the statistics of external trade of different countries, undertake to adopt for the purpose of the compilation of this class of statistics the principles set out in Annex I, Part I.

The High Contracting Parties further undertake, as far as the means of investigation at their disposal permit, to prepare, for the purposes of experiment, the statistical tables specified in Annex I, Part III.

ARTICLE 4

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles set out in Annex II for the compilation of fishery statistics, and agree to apply them as far as possible in their respective fishery statistics.

ARTICLE 5

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles underlying Annex III for use, so far as practicable, as a basis for their statistics of the production of the minerals and metals referred to in Article 2—IV, whenever the production of such minerals and metals in the country concerned is considered to be of national importance, and agree, in the event of their compiling statistics of the production of other minerals and metals, to do so on similar lines.

ARTICLE 6

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles underlying Annex IV, which is attached as a model scheme of census of industrial production, and agree to consider the question of giving effect to such of them as may be applicable when it becomes possible to contemplate a complete or partial census of the type indicated in that Annex.

ARTICLE 7

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles underlying Annex V, which is attached as an illustration of a scheme for the compilation of indices of industrial activity, and agree to consider the question of giving effect to such of them as may be applicable when it becomes possible to contemplate the preparation of indices of industrial activity on a comprehensive scale.

ARTICLE 8

1. A Committee of Technical Experts shall be appointed at a meeting of the Council of the League of Nations and one delegate from each State, not a Member of the League of Nations, represented at the Conference of Geneva, on behalf of which ratifications or accessions have been deposited.

2. In addition to the particular functions which are entrusted to it under the provisions of the present Convention and the instruments annexed thereto, the Committee of Experts referred to in the preceding paragraph of this article may make any suggestions which appear

to it useful, for the purpose of improving or amplifying the principles and arrangements laid down in the Convention concerning the classes of statistics dealt with therein: It may also make suggestions in regard to other classes of statistics of a similar character in respect of which it appears desirable and practicable to secure international uniformity. It shall examine all suggestions to the same end which may be submitted to it by the Governments of any of the High Contracting Parties. The Committee shall not make any suggestions in respect of statistics relating to public or private finance (public debt, revenue and expenditure, banking, the money market, stock exchange, etc.), or without the previous agreement of the appropriate international institutions or organisations in respect of statistics relating to agriculture, labour or transport.

3. The Council of the League of Nations is requested, if at any time a desire to that effect is expressed by not less than half of those Members of the League and non-member States on whose behalf instruments of ratification or accession have been deposited, to convoke a conference for the revision and, if it seems desirable, the amplification of the present Convention.

ARTICLE 9

The High Contracting Parties undertake that their respective statistical services shall exchange with each other the statistical returns compiled and published by them in accordance with the provisions of the present Convention.

ARTICLE 10

Should a dispute arise between two or more High Contracting Parties as to the interpretation or application of the provisions of the present Convention, and should such dispute not be settled either directly between the parties or by the employment of other means of reaching agreement, the parties may, by mutual consent, submit the dispute, with a view to an amicable settlement, to the Committee of Experts referred to in Article 8.

In such circumstances, this Committee may request the parties to submit their observations either orally or in writing and shall give an advisory opinion on the question at issue.

ARTICLE 11

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice one year, after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the five years, period mentioned in Article 16, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and non-member States mentioned in Article 12 all declarations and notices received in virtue of this article.

ARTICLE 12

The present Convention, of which the French and English texts shall both be authentic, shall bear this day's date; it may, until the thirtieth day of September, nineteen hundred and twenty-nine, be signed on behalf of any Member of the League of Nations, or of any non-member State which was represented at the Conference of Geneva or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all Members of the League and to the non-member States referred to in the preceding paragraph.

ARTICLE 13

As from the first day of October, nineteen hundred and twenty-nine, the present Convention may be acceded to on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State mentioned in Article 12.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in Article 12.

ARTICLE 14

The present Convention shall come into force on the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of ratifications or accessions on behalf of not less than ten Members of the League of Nations or non-member States.

ARTICLE 15

Ratifications or accessions received after the entry into force of the Convention in accordance with Article 14 shall take effect as from the ninetieth day following the date of their receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

ARTICLE 16

After the expiration of five years from the coming into force of the present Convention in accordance with Article 14, it may be denounced by an instrument in writing, deposited with the Secretary-General of the League of Nations. The denunciation shall take effect six months after its receipt by the Secretary-General and shall operate only as regards the Member of the League or non-member State on whose behalf it has been deposited.

The Secretary-General shall notify all the Members of the League and the non-member States mentioned in Article 12 of any denunciations received.

If, as the result of simultaneous or successive denunciations, the number of Members of the League and non-member States bound by the present Convention is reduced to less than ten, the Convention shall cease to be in force.

ARTICLE 17

The High Contracting Parties agree to accept the reservations to the application of the present Convention which are set forth in the Protocol to this Convention and in respect of the countries therein named.

The Governments of countries which are ready to accede to the Convention under Article 13, but desire to be allowed to make any reservations with regard to the application of the Convention, may inform the Secretary-General of the League of Nations to this effect, who shall forthwith communicate such reservations to the Governments of all countries on whose behalf ratifications or accessions have been deposited and enquire whether they have any objection thereto. If within six months of the date of the communication of the Secretary-General no objections have been received, the reservation shall be deemed to have been accepted.

ARTICLE 18

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the day of its entry into force.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, this fourteenth day of December, nineteen hundred and twenty-eight, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and certified true copies of which shall be delivered to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 12.

GERMANY

WAGEMANN
DR. PLATZER

AUSTRIA

W. BREISKY
DR. ROTHE
RIEMER

BELGIUM

In pursuance of Article 11 of the Convention, the Belgian Delegation declares on behalf of its Government that it cannot accept, in regard to the Colonies of the Belgian Congo, the obligations arising out of the clauses of the present Convention.

A. JULIN

UNITED STATES OF BRAZIL

J. A. BARBOSA CARNEIRO
A. CAVALCANTI ALBUQUERQUE DE GUSMÃO

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (and all Parts of the British Empire
which are not separate Members of the League of Nations):

I declare that my signature does not include any of His Britannic Majesty's colonies, protectorates, or territories under suzerainty or mandate.

S. J. CHAPMAN

UNION OF SOUTH AFRICA

DAN. J. DE VILLIERS

IRISH FREE STATE

SEAN LESTER

BULGARIA

D. MICHAYKOFF

DENMARK

In pursuance of Article 11, Greenland is excepted from the provisions of this Convention.

Furthermore, the Danish Government, in accepting the Convention, does not assume any obligation in respect of statistics concerning the Faroe Islands.

ADOLPH JENSEN

FREE CITY OF DANZIG

E. SZTUM DE SZTREM
DR. MARTIN J. FUNK

EGYPT

JAMES I. CRAIG
HENEIN G. HENEIN

ESTONIA

Ad referendum
ALBERT PULLERITS

FINLAND

RUDOLF HOLSTI
MARTTI KOVERO
WERNER LINDGREN

FRANCE

On signing the present Convention, France declares that by its acceptance it does not intend to assume any obligation in regard to any of its colonies, protectorates and territories under its suzerainty or mandate.

M. HUBER
GAYON

GREECE

Ad referendum
D. BIKELAS

HUNGARY

JULES DE KONKOLY-THÉGE

ITALY

In accepting the present Convention, Italy does not assume any obligation in respect of her colonies, protectorates and other territories referred to in the first paragraph of Article 11.

CORRADO GINI

JAPAN

In virtue of Article 11 of the present Convention, the Japanese Government declares that its acceptance of the present Convention does not extend to its territories mentioned below: Chosen, Taiwan, Karafuto, the leased territory of Kwantung and the territories under Japanese mandate.

ITO

LATVIA

Ad referendum
CHARLES DUZMANS

LUXEMBURG

CH. G. VERMAIRE

NORWAY

GUNNAR JAHN

THE NETHERLANDS

In accepting the present Convention, the Netherlands assumes no obligation as regards the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao.

H. W. METHORST
L. P. DE BUSSY

POLAND

E. SZTUM DE SZTREM

PORTUGAL

In accordance with Article 11, the Portuguese Delegation declares on behalf of its Government that the present Convention does not apply to the Portuguese colonies.

F. DE CALHEIROS E MENESES
CASIMIRO ANTÓNIO CHAMBICA DA FONSECA

ROUMANIA

C. ANTONIADE

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

CONST. FOTITCH
DR. MAX BIRKOVITCH
LAZARE M. KOSTITCH

SWEDEN

K. I. WESTMAN

SWITZERLAND

W. STUCKI
J. LORENZ
K. ACKLIN

CZECHOSLOVAKIA

DR. JOS MRÁZ
DR. JOSEF RYBA
CYRIL HORÁČEK

PROTOCOL

At the moment of signing the Convention of this day's date, the undersigned Plenipotentiaries declare that they have agreed on the interpretations of the various provisions of the Convention set out hereunder in the first part of this Protocol and that they accept the reservations made in virtue of the first paragraph of Article 17 of the said Convention which are set out in the second part of this Protocol.

PART I

It is understood:

1. That nothing in this Convention shall be interpreted as limiting or affecting the competence of the International Institute of Agriculture.

2. That nothing in the present Convention imposes any obligation to compile or to publish particulars which would result in the disclosure of information relating to any individual establishment.

3. That the provisions of the present Convention may be suspended in the case of any High Contracting Party, exceptionally, for as limited a time as possible, and to the extent which circumstances render necessary, in the case of *force majeure* or grave events affecting the safety of the State.

4. That the provisions of Article 2—I, a), do not require that quantities should be shown in the case of special categories of goods where the statement of their quantity would afford no information of practical utility for statistical purposes;

5. That in the monthly returns required by Article 2—I, a):

a) The enumeration of articles and the data relating thereto may be shown in an abridged form;

b) The information furnished may be of a summary character in the case of such foreign trade of a country as is of relatively little importance.

6. That the proposals of the International Institute of Agriculture, referred to in paragraph A) of Article 2—III, are those approved by the Ninth General Assembly of that Institute, which are reproduced in Annex VI for the purposes of information and reference; and that, in the event of the General Assembly of the International Institute of Agriculture modifying those proposals, the High Contracting Parties will be free to adopt whatever modifications are introduced therein.

7. That the provisions of paragraphs B) and C) of Article 2—V are not to be regarded as excluding the use of estimates in the case of small enterprises.

8. That the provisions of paragraphs B) and C) of Article 2—V oblige the High Contracting Parties to use their best endeavours to secure representative figures, but that, nevertheless, in a country where industry is little developed, it may not be possible to furnish elaborate statistics.

9. That, in countries where, in view of local circumstances, such as the extent of the territory, the scattered character of the industries, and the distances which separate such industries from their markets, the monthly preparation of index numbers of wholesale prices is not feasible, a quarterly publication of such indices will be deemed to satisfy the requirements of Article 2—VI.

PART II

The reservations set out below are accepted:

1. — ARTICLE 2 — III, B).

Turkey: Returns provided for in this paragraph shall be compiled and published in Turkey at intervals as short as possible, but shall not be required annually.

Union of South Africa: Returns will not contain information with regard to area under crops on native farms, and in native reserves, locations and mission stations.

2. — ARTICLE 2 — III, E).

Brazil: These provisions will not apply to Brazil.

3. — ARTICLE 2 — IV, paragraph 2), a).

Japan: The choice of the ores shall be left to the discretion of the Japanese Government.

4. — ARTICLE 2 — V, B), C).

Free City of Danzig, Greece, Portugal, Turkey: The returns provided for in these paragraphs will not be required.

5. — ARTICLE 2 — VI.

Portugal: Monthly publication of index numbers will not be required in the immediate future.

6. — ARTICLE 3 — paragraph 2).

Mexico, Turkey: This paragraph will not apply as an obligation, but as a recommendation.

In faith whereof the undersigned have affixed their signatures to the present Protocol.

Done at Geneva this fourteenth day of December, one thousand nine hundred and twenty-eight, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

GERMANY

WAGEMANN
DR. PLATZER

AUSTRIA

W. BREISKY
DR. ROTHE
RIEMER

BELGIUM

A. JULIN

UNITED STATES OF BRAZIL

J. A. BARBOSA CARNEIRO
A. CAVALCANTI ALBUQUERQUE DE GUSMÃO

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (and all Parts of the British Empire
which are not separate Members of the League of Nations):

S. J. CHAPMAN

UNION OF SOUTH AFRICA

DAN. J. DE VILLIERS

IRISH FREE STATE

SEAN LESTER

BULGARIA

D. MICHAYKOFF

DENMARK

ADOLPH JENSEN

FREE CITY OF DANTZIG

E. SZTUM DE SZTREM
DR. MARTIN J. FUNK

EGYPT

JAMES I. CRAIG
HENEIN G. HENEIN

ESTONIA

Ad referendum
ALBERT PULLERITS

FINLAND

RUDOLF HOLSTI
MARTTI KOVERO
WERNER LINDGREN

FRANCE

M. HUBER
M. GAYON

GREECE

D. BIKELAS

HUNGARY

JULES DE KONKOLY-THEGE

ITALY

CORRADO GINI

JAPAN

ITO

LATVIA

Ad referendum
CHARLES DUZMANS

LUXEMBURG

CH. G. VERMAIRE

NORWAY

GUNNAR JAHN

THE NETHERLANDS

H. W. METHORST
L. P. DE BUSSY

POLAND

E. SZTUM DE SZTREM

PORTUGAL

F. DE CALHEIROS E MENESES
CASIMIRO ANTÓNIO CHAMBICA DA FONSECA

ROUMANIA

C. ANTONIADE

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

CONST. FOTITCH
DR. MAX BIRKOVITCH
LAZARE M. KOSTITCH

SWEDEN

K. I. WESTMAN

SWITZERLAND

W. STUCKI
J. LORENZ
K. ACKLIN

CZECHOSLOVAKIA

DR. JOS MRÁZ
DR. JOSEF RYBA
CYRIL HORÁČEK

Annex I

External Trade Statistics

(See Article 3)

PART I

I. Statistics of external trade shall be compiled in one of the two ways indicated below:

a) When returns of special trade are compiled alone or together with returns of general trade:

Special imports shall include all goods declared for domestic consumption in the territory to which the statistics apply, and all goods declared (on the conditions normally applied to «improvement trade» and «repair trade») for transformation, repair or supplementary treatment therein. Re-packing, sorting or blending do not constitute such transformation or supplementary treatment.

Special exports shall include all exported goods produced within the territory to which the statistics apply, or nationalised therein.

Nationalised goods shall be taken to mean imported goods which are placed at the free disposal of the importers after payment of the duties, if any, to which they may be liable, or

imported goods which have undergone transformation, repair or supplementary treatment, and which have been admitted temporarily free of duty for these purposes.

Special imports and special exports shall not include any part of transit trade as defined in paragraph V, 3, below.

General trade shall be taken to include: as regards imports, all merchandise arriving from all territories external to the territory to which the statistics apply, and, as regards exports, all merchandise leaving that territory for an external destination. However, there shall be excluded goods under bond in direct transit or merely transhipped in ports.

Particulars by countries of 1) indirect transit trade, and 2) direct transit trade (including transshipment trade) shall be shown in separate tables. The quantities of these goods shall be stated in gross weight; in cases where this indication cannot be furnished, any other method of measurement may be adopted, including that by value, on condition that the method used is stated in the returns.

When tables showing «improvement trade» and «repair trade» are compiled, the full value of each category of goods (original value of goods, or original value plus value of work and material added, as the case may require) shall be shown both on arrival in and on despatch from the territory.

b) When the returns of imports relate to aggregate imports only, and re-exports of such imported goods are also shown:

Aggregate imports shall comply with the definition given in paragraph a) above of general import trade.

Exports and re-exports shall be shown separately.

All goods despatched from the territory to which the statistics apply which 1) have been produced therein or 2), having been imported, have been subjected therein to transformation, repair or supplementary treatment, shall be shown as exports.

All goods imported into the territory to which the statistics apply and subsequently exported therefrom without undergoing any transformation, repair or supplementary treatment (excluding goods transhipped under bond, i.e., goods under Customs control in direct transit or merely transhipped in ports) shall be shown as re-exports.

Re-packing, sorting or blending do not constitute transformation or supplementary treatment.

Direct transit trade (including transshipment trade) shall form the subject of separate returns, in the manner provided in paragraph a) above.

When tables showing «improvement trade» and «repair trade» are compiled, the full value of each category of goods shall be shown in the manner provided in paragraph a) above.

II. There shall be maintained or established the system of valuations known as «declared values», that is to say, values declared by importers and exporters (or their duly recognised agents) in respect of each individual transaction. Further, with a view to obtaining accuracy in statistics of external trade, such values shall be subjected to verification and systematic checking.

III. — a) For this purpose values at the frontier (land or sea frontier as the case may be) shall be employed; that is to say, in the case of imports, the value at the place of despatch plus the cost of transport and insurance from that place to the frontier of the country of import, and, in the case of exports, the value free on board or free on rail or road vehicle at the frontier of the country of export.

In the case of imports, import duties, internal taxes and similar charges imposed in the country of import shall be excluded from the values. In the case of exports, export duties, internal taxes and similar charges imposed in the country of export shall be included in so far as they in fact remain charged on the goods exported.

b) When in any country *ad valorem* duties are imposed on imports or exports, the values ascertained in conformity with the methods prescribed in the fiscal legislation of such country for the assessment of these duties may be used for the purposes of the statistics of imports or exports, even though they may differ from the values as defined in paragraph a) above. Similarly, in any such country, the values ascertained by the application of the same methods may be employed in respect of goods exempt from duty or subject to specific duties. When this course is followed in any country, its statistics must show clearly the method of valuation adopted and should give at least an annual, and if possible a detailed, estimate of the values on the basis of the method of valuation described in paragraph a) above.

IV. The unit or units of measure in which quantities of each commodity are stated — weight, length, area, capacity, etc. — shall be precisely defined.

When the quantity of goods of any kind is expressed in any unit or units of measure other than weight, an estimate of the average weight of each unit, or multiple of units, shall be shown in the annual returns.

In the case of weights, precise definitions shall be given of the meaning of terms such as «gross weight», «net weight» and «legal net weight», with due regard to the varying significance of the same term when applied to different classes of goods.

V.—1. The territory to which the statistics apply shall be understood to include the Customs territory of the country concerned together with all Customs bonded and other warehouses and depots under Customs control, and all free ports and free zones belonging to that country.

2. When two or more countries have entered into a Customs union and trade statistics referring to the whole union are published, the territory to which the statistics apply may be the joint area of all the countries comprising that union.

Nothing in this definition shall be interpreted as preventing the publication of separate statistics for non-contiguous territories instead of statistics relating to the whole of the Customs territory, when such Customs territory is composed of non-contiguous territories.

3. By «transit trade» shall be understood the total of all direct and indirect transit trade, as hereinafter defined.

The direct transit trade of any territory to which the statistics apply (as defined above) shall be understood to include all goods passing through that territory for purposes of transport only, without being placed at the free disposal of the importers or warehoused.

The indirect transit trade of any territory shall be understood to include all goods coming from territories external thereto which are entered into warehouses or depots, actual or constructive, included in the territory to which the statistics apply (as defined above) and subsequently exported therefrom without being placed at the free disposal of the importers and without having undergone transformation, repair or supplementary treatment other than re-packing, sorting or blending.

VI. The statistical territories to be shown in the returns of trade by countries required by the present Convention shall correspond to the list which forms Part II of this Annex.

Any one of the High Contracting Parties may at any time request the Secretary-General of the League of Nations to take the necessary measures to modify Part II of this Annex in view of changes that may have occurred.

The Committee of Experts provided for in Article 8 shall draw up as soon as possible after their appointment a minimum list of the statistical territories, whether isolated or grouped together, which shall be specified in the statistics of external trade by countries. Nevertheless, any one or more items on this minimum list may be replaced in whole or in part by the items corresponding to it (or to them) contained in the list which forms Part II of this Annex.

In the statistical tables, showing for various categories of goods the countries with which that trade is conducted, those countries with which such trade is unimportant may be grouped under the heading «Other countries», without further specification.

Goods consigned on optional bills of lading and cargoes «for orders» shall be shown separately as consigned «For orders».

VII. In view of the special importance of accurate monetary statistics, returns shall be compiled showing in separate tables, under both weight and value, the imports and exports of: 1) gold coin, 2) gold in bars (in the form acceptable in inter-bank transactions), and 3) other gold.

VIII. Returns shall be compiled in the case of countries to which the bunker fuel trade is important, showing the quantities (and if possible the values), estimated or ascertained, of bunker coal and other bunker fuel supplied in the ports of the country concerned to vessels engaged in external trade, for their own use. Supplies to national vessels and to other vessels shall be shown separately, if possible. The supplies of bunker fuel in non-maritime ports are only required to be included in such returns when the bunker fuel trade in such ports is of importance.

IX. In the compilation of returns of external trade required by the provisions of this Convention:

1. The following shall be excluded:

- a) In the case of exports, ships' stores supplied to national ships;
- b) In the case of imports, fishery products which are regarded by the country in which they are landed as its domestic produce.

2. The following may be excluded:

- a) Imports and exports, temporary or permanent, of any goods involving no commercial transaction;
- b) In the case of exports, ships' stores supplied to foreign ships;
- c) Goods imported or exported in insignificant quantities which may be regarded as of negligible importance in comparison with the total trade in these particular goods.

X. In the compilation of the returns of external trade required by the provisions of the present Convention, the civil calendar year (January 1st to December 31st) and the calendar month shall be employed.

Nevertheless, a statistical year differing from the civil calendar year may in addition be maintained in any country to which the present Convention applies.

PART II

List of countries

(Territories to which the Statistics apply)

Note.—The inclusions shown in the column «To include» are not exhaustive unless preceded by the word «Comprising».

Nº	Country (statistical territory)	To include
Europe		
1	Albania.	
2	Germany	Jungholz and Mittelberg (Austrian Customs exclaves). <i>Excluding:</i> Saar, Heligoland and Baden Customs exclaves.
3	Heligoland.	
4	Baden Customs exclaves.	
5	Andorra.	
6	Austria	<i>Excluding:</i> Liechtenstein, Jungholz (in the Tyrol) and Mittelberg (in Vorarlberg).
7	Belgo-Luxemburg Economic Union	<i>Comprising:</i> a) Belgium; b) Luxemburg.
8	Bulgaria.	
9	Denmark	<i>Excluding:</i> Greenland and Farøer Islands.
10	Farøer Islands. Danzig (Free City of). See nº 26.	
11	Spain	<i>Excluding:</i> Canary Islands, Ceuta and Andorra.
12	Estonia.	
13	Finland.	
14	France	Monaco, the Saar. <i>Excluding:</i> Algeria and Andorra.
15	Greece	Crete, Samos, Lemnos, Chios, Mytilene, Mount Athos.
16	Hungary.	
17	Irish Free State.	
18	Iceland.	
19	Italy	Fiume, Zara, and San Marino. <i>Excluding:</i> Aegean Islands.
20	Italian Aegean Islands.	<i>Comprising:</i> Rhodes, Cos, Leros, Kalymnos, Symi, Scarpanto, Castellosso, and some others.
21	Latvia.	
22	Lithuania Luxemburg. See nº 7.	Memel (Klaipėda).
23	Norway	<i>Excluding:</i> Spitzbergen.
24	Spitzbergen (Svalbard).	The adjacent islands.
25	Netherlands.	
26	Poland-Danzig	<i>Comprising:</i> a) Poland; b) Free City of Danzig.
27	Portugal	Madeira and Azores. <i>Excluding:</i> Cape Verde Islands.
28	Roumania.	
29	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.	<i>Comprising:</i> England, Scotland, Wales, Northern Ireland and Isle of Man.
30	Channel Islands.	
31	Gibraltar.	
32	Malta	Gozo and Comino.

N°	Country (statistical territory)	To include
	Saar. See n° 14.	
33	Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.	
34	Sweden.	
35	Switzerland	Liechtenstein.
36	Czechoslovakia.	
37	Turkey	<i>Comprising:</i> a) European Turkey; b) Asiatic Turkey (including Imbros, Tenedos and Rabbit Islands).
38	Union of Socialist Soviet Republics (Russia).	<i>Comprising:</i> a) The European part of the Russian Socialist Federative Soviet Republic (<i>i. e.</i> , west of the Urals), plus the S. S. R. of White Russia and of Ukraine; b) The Asiatic part of the R. S. F. S. R. (<i>i. e.</i> , east of the Urals), plus the S. S. R. of Transcaucasia (Armenia, Georgia and Azerbaijan), of Turkmenistan (Turcoman S. S. R.—Ashkhabad, Merv, etc.) and of Uzbekistan (Uzbek S. S. R.—Samarkand, etc.).

Asia

39	Afghanistan.	
40	Bhutan.	
41	China	Kwantung (Japanese Leased Territory—Dairen, etc.), Tientsin (Italian Concession), Manchuria, Sin-Kiang (Kulja, Kashgaria and Chinese Turkestan) and Kiaochow (Tsingtao). <i>Excluding:</i> British, French and Portuguese concessions and possessions, Mongolia, Tibet and Sikkim.
42	Mongolia	<i>Comprising:</i> Inner Mongolia and Outer or North-Western Mongolia (Urga, etc.).
43	Hadramaut.	
44	Hedjaz and Nejd.	
45	Iraq.	
46	Japan	Karafuto (Japanese Saghalien), Kurile Islands (Chishima) and Okinawa (Luchu or Riu-kiu Islands). <i>Excluding:</i> Korea, Formosa, Kwantung and Mandated Pacific Islands.
47	Korea (or Chosen).	
48	Formosa (or Taiwan).	Pescadores Islands (Bokoto).
49	Kuwait.	
50	Nepal.	
51	Oman	Gwadar.
52	Palestine	Trans-Jordan.
53	Persia.	
54	Siam.	
55	Syria	<i>Comprising:</i> Syria, Great Lebanon, Alaouite Territory and Jebel Druze Territory.
56	Tibet.	
57	Yemen.	
	<i>British Dominions, Colonies, etc.:</i>	
58	Aden	Aden Protectorate, Perim, and Kuria Muria Islands. <i>Excluding:</i> Socotra.
59	Bahrein Islands.	
60	British North Borneo.	
61	Brunei.	
62	Ceylon	Maldiv Islands.
63	Cyprus.	

Nº	Country (statistical territory)	To include
64	Hong-Kong	New Territories, Old Kowloon and New Kowloon.
65	India	Burma; Baluchistan; Indian (Native) States; Border States and Tribal Areas (Las Bela, Khelat, Tirah, Malakand, Dir, Swat, Bajaur, Chitral, Buner, Khyber, Kurram, Waziristan, Sikkim, Towang, Naga and Mishmi Hills, Karenni and Shan States). Laccadive, Andaman and Nicobar Islands. <i>Excluding:</i> French and Portuguese Possessions, and Aden and its Dependencies.
66	British Malaya	<i>Comprising:</i> a) Straits Settlements, viz., Singapore (including Christmas Island and the Cocos-Keeling Islands), Penang (including Wellesley Province and the Dindings), Malacca, Labuan; b) Federated Malay States (Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang); c) Non-Federated Malay States (Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu and Johore).
67	Sarawak.	
68	Wei-Hai-Wei.	
	<i>United States Possessions:</i>	
69	Philippines.	
	<i>French Colonies, etc.:</i>	
70	French Possessions in India	Chandernagore, Mahé, Karikal, Pondicherry and Yanam.
71	French Indo-China.	Annam, Tonkin, Cochin-China, Cambodia, Laos, Kwang-Chau-Wan.
	<i>Dutch Overseas territory:</i>	
72	Dutch East Indies	Dutch New Guinea.
	<i>Portuguese Colonies:</i>	
73	Portuguese Possessions in India.	Goa, Daman and Diu.
74	Macao	Taipa Island and Coloane Island.
75	Portuguese Timor	Ocussi and Ambeno (Lifou, Sutrana, etc.), and Pulo Cambing Island.

Africa

76	Egypt	Sinai Peninsula. <i>Excluding:</i> Anglo-Egyptian Sudan.
77	Ethiopia (or Abyssinia).	
78	Liberia.	
79	Morocco: Spanish Presidios and zone	Ceuta, Melilla, Alhucemas, Chafarinas and Peñon de la Gomera. <i>Excluding:</i> Tangier.
80	Morocco: French Protectorate.	
81	Morocco: Tangier.	
82	Anglo-Egyptian Sudan	
	<i>Belgian Colony and Mandated Territory:</i>	
83	Belgian Congo.	
84	Ruanda-Urundi (Mandated Territory).	
	<i>British Dominion, Colonies, Mandated Territories, etc.:</i>	
85	Gambia.	
86	Sierra Leone	Colony and Protectorate.
87	Gold Coast	Ashanti and Northern Territories. <i>Excluding:</i> British Mandated Territory of Togoland.
88	Nigeria.	Lagos. <i>Excluding:</i> British Mandated Territory of Cameroons.
89	British Mandated Territory of Togoland.	
90	British Mandated Territory of Cameroons.	

Nº	Country (statistical territory)	To include
91	St. Helena	Ascension.
92	Tristan da Cunha.	
93	Union of South Africa	Bechuanaland Protectorate, Basutoland and Swaziland. <i>Excluding:</i> Mandated Territory of South-West Africa, and Walfish Bay.
94	Mandated Territory of South-West Africa.	Walfish Bay.
95	Southern Rhodesia.	
96	North-Western Rhodesia	<i>Comprising:</i> Zambesi Basin of Northern Rhodesia.
97	North-Eastern Rhodesia	<i>Comprising:</i> Congo Basin of Northern Rhodesia.
98	British Nyasaland.	
99	Kenya and Uganda.	
100	Tanganyika Mandated Territory.	
101	Zanzibar	Pemba.
102	British Somaliland.	
103	Socotra.	
104	Mauritius	Dependencies (Rodrigues, Diego Garcia, etc.).
105	Seychelles	Dependencies (Amirantes, etc.).
	<i>Spanish Colonies, etc.:</i>	
106	Rio de Oro	Adrar and Ifni.
107	Canary Islands	
108	Spanish Guinea	Rio Muni, Fernando Po, Annabon, Corisco, Great Eleboy and Little Eleboy.
	<i>French Colonies, Mandated territories, etc.:</i>	
109	Algeria.	
110	Tunis.	
111	Mauritania.	
112	Senegal	Circle of Dakar and Dependencies.
113	French Sudan.	
114	Upper Volta.	
115	French Niger.	
116	French Guinea.	
117	Ivory Coast.	
118	Dahomey.	
119	Togoland under French Mandate.	
120	Cameroons under French Mandate.	
121	French Equatorial Africa	<i>Comprising:</i> a) Gabun and Middle Congo; b) Ubangui-Shari and Chad (including French Sahara, Kanem and Wadai).
122	French Somali Coast	Obock, Tadjourah and Djibouti.
123	Madagascar	Diégo Suarez, Sainte-Marie, Nossi Bé, and Mayotte and Dependencies (Anjouan, Grande Comoro, Mohéli, etc.).
124	Réunion.	
125	Kerguelen	St. Paul Island and Amsterdam Island; Crozet Islands. <i>Excluding:</i> Adélie Land and Wilkes Land.
	<i>Italian Colonies:</i>	
126	Libya	<i>Comprising:</i> a) Tripolitania (Tripoli, etc.); b) Cyrenaica (Benghazi, Jarabub Oasis, etc.).
127	Eritrea.	
128	Italian Somaliland	Juba River and Kismayu.

Nº	Country (statistical territory)	To include
	<i>Portuguese Colonies, etc.:</i>	
129	Cape Verde Islands.	
130	Portuguese Guinea.	Bijagoz (Bissagos) and Bolama.
131	São Thomé e Príncipe.	
132	Angola (or Portuguese West Africa). . . .	Cabinda.
133	Mozambique (or Portuguese East Africa). .	<i>Comprising:</i> a) Mozambique Province; b) Mozambique Company territory; c) Portuguese Nyassa.

North America

134	United States of America.	<i>Excluding:</i> Non-contiguous territories (Alaska, Hawaii, Porto Rico, etc.).
135	Alaska.	
	<i>British Dominions:</i>	
136	Canada.	
137	Newfoundland.	Labrador.
	<i>Danish Colony:</i>	
138	Greenland.	
	<i>French Colony:</i>	
139	St. Pierre et Miquelon.	

Caribbean

140	Costa Rica.	
141	Cuba.	
142	Dominican Republic.	
143	Guatemala.	
144	Haiti.	
145	Honduras.	
146	Mexico.	
147	Nicaragua.	
148	Panama.	Panama City and Colon. <i>Excluding:</i> Panama Canal Zone.
149	El Salvador.	
	<i>British Colonies:</i>	
150	Bermuda.	
151	Bahamas.	
152	Barbados.	
153	Grenada.	
154	Jamaica	Morant Cays and Pedro Cays.
155	Cayman Islands.	
156	Turks and Caicos Islands.	
157	St. Lucia.	
158	St. Vincent.	
159	Leeward Islands.	<i>Comprising:</i> Antigua (including Barbuda and Redonda), St. Kitts-Nevis (including Anguilla), Dominica, Montserrat, and British Virgin Islands (including Sombbrero).
160	Trinidad and Tobago.	
161	British Honduras.	
	<i>United States territories, etc.:</i>	
162	Porto Rico.	
163	Virgin Islands of the United States	<i>Comprising:</i> Former Danish West Indies.
164	Panama Canal Zone	Cristóbal and Balboa. <i>Excluding:</i> Panama City and Colon.

N°	Country (statistical territory)	To include
	<i>French Colonies:</i>	
165	Guadeloupe	Dependencies (Marie Galante, les Saintes, Désirade, St. Barthélemy and St. Martin, northern part).
166	Martinique.	
	<i>Dutch Overseas territory:</i>	
167	Curaçao	Aruba and Bonaire; St. Eustatius, Saba and St. Martin (southern part).

South America

168	Argentina.	
169	Bolivia.	
170	Brazil	Fernando de Noronha.
171	Chile	Easter Island.
172	Colombia.	
173	Ecuador	Galapagos Islands (Colon Archipelago).
174	Paraguay.	
175	Peru.	
176	Uruguay.	
177	Venezuela.	
	<i>British Colonies:</i>	
178	British Guiana.	
179	Falkland Islands	Dependencies (South Georgia, South Orkneys, South Shetlands, South Sandwich, Graham's Land, etc.).
	<i>French Colony:</i>	
180	French Guiana	Cayenne.
	<i>Dutch Overseas territory:</i>	
181	Dutch Guiana (or Surinam).	

Oceania

	<i>British Dominions, Colonies, etc.:</i>	
182	Australia	Tasmania, Norfolk Island, Lord Howe Island and Macquarie Island. <i>Excluding:</i> Papua (former British New Guinea), Mandated Territory of New Guinea and Nauru.
183	Papua	Formerly called British New Guinea.
184	New Guinea (Australian Mandated Territory).	Bismarck Archipelago (New Britain, etc.); former German Solomon Islands.
185	New Zealand	Stewart Island; Chatham Islands and other outlying islands, viz., Kermadec, Bounty, Antipodes, Auckland, Campbell, Solander and Snares. <i>Excluding:</i> Cook and other annexed islands, Western Samoa, Ross Dependency, Nauru and Union (Tokelau) Islands.
186	Cook Islands	<i>Comprising:</i> a) Cook Group (Rarotonga, Mangaia, Atiu, Hervey Islands, Aitutaki, Takutea, Mitiaro and Mauke or Parry); b) Niue (Savage Island); c) Other annexed islands (Palmerston Islands, Suwarow Islands, Danger or Pukapuka, Rakaanga, Manihiki, Penrhyn or Tongareva, and Nassau).
187	Union Island (or Tokelau).	
188	Western Samoa (New Zealand Mandated Territory)	<i>Excluding:</i> Union (Tokelau) Islands.
189	Fiji	Rotuma.
190	Gilbert and Ellice Islands	Ocean Island, Fanning Island, Christmas Island and Washington Island. <i>Excluding:</i> Union Islands (Tokelau).

Nº	Country (statistical territory)	To include
191	British Salomon Islands Protectorate.	
192	Tonga Protectorate (or Friendly Islands).	
193	Other British Pacific Islands	Pitcairn, Ducie, Phoenix Group, Malden, Starbuck, Jarvis, Palmyra, Baker Islands (including Howland), Caroline Island (including Flint and Vostok).
	<i>French Colonies :</i>	
194	Nauru Island (Mandated Territory).	
	<i>United States Territory and Possessions :</i>	
195	Hawaii	Wake Island.
196	Guam.	
197	American Samoa	Tutuila.
198	French Settlements in Oceania	Comprising: Society Islands (Tahiti, etc.), Leeward Islands of Tahiti (Huahine, Raiatea, Bora-Bora, etc.), Tuamotu (Makatea, etc.), Gambier, Marquesas, Austral Isles (Tubuai, etc.), Rapa and Clipperton Island.
199	New Caledonia	Dependencies, viz.: Isle of Pines, Wallis Archipelago, Loyalty Islands, Chesterfield Group, Huon Islands, Walpole Island, Futuna and Alofi.
	<i>British-French Condominium :</i>	
200	New Hebrides	Banks Group and Torres Group.
	<i>Japanese Mandated Territory :</i>	
201	Japanese Mandated Territory of Pacific Islands.	Comprising : a) Marshall Islands; b) East Caroline Islands; c) West Caroline Islands (including Pelew or Parao Islands); d) Marianne (Ladrone) Islands, except Guam.
202	Arctic Regions	Excluding: Spitzbergen, Greenland and Russian and Canadian Territory.
203	Antarctic Regions.	Ross Dependency, Adélie Land, Wilkes Land. Excluding: Graham's Land.

Fisheries

204	Northern Whale Fisheries.	
205	Southern Whale Fisheries.	
206	Deep Sea Fisheries	Excluding: Whale fishing.

Ships' Stores

207	Ships' stores for foreign ships (optional, and only for exports).	Bunker fuel and all other stores.
-----	---	-----------------------------------

"For orders,,

208	«For orders» (in exports only)	Comprising: Goods consigned on optional bills of lading or «for orders».
-----	--	--

PART III

1. The statistical tables referred to in the second paragraph of Article 3 of this Convention and further specified below shall be prepared for a period of twelve consecutive months.
2. These tables shall relate to a number of articles forming part of the import and export trade of the territory in respect of which they are compiled, the said articles being selected by the High Contracting Party concerned.

3. The tables relating to imports shall show for each of the selected articles, for the purposes of comparison:

- a) The countries of origin or production;
- b) The countries of consignment or provenance;
- c) The countries of purchase.

4. The tables relating to exports shall show for each of the selected articles, for the purposes of comparison:

- a) The countries of consumption;
- b) The countries of consignment or destination;
- c) The countries of sale.

5. The expressions mentioned below shall, in paragraphs 3 and 4, bear respectively the meanings hereinafter defined:

The expression «country of *origin* or *production*» shall mean, in the case of natural products, the country where the goods were produced, and, in the case of manufactured products, the country where they were transformed into the condition in which they were introduced into the country of import, it being understood that re-packing, sorting and blending do not constitute transformation.

The expression «country of *consignment* or *provenance*» shall mean the country from which the goods were originally despatched to the country of import, with or without breaking bulk in the course of transport, but without any commercial transaction in the intermediate countries (if any).

The expression «country of *purchase*» shall mean the country in which the seller of the goods carries on his business.

The expression «country of *consumption*» shall mean the country in which the goods will be put to the use for which they were produced, or in which they will undergo a process of transformation, repair or supplementary treatment, it being understood that re-packing, sorting and blending do not constitute transformation or supplementary treatment.

The expression «country of *consignment* or *destination*» shall mean the country to which the goods were actually despatched, with or without breaking bulk in the course of transport, but without any commercial transaction in the intermediate countries (if any).

The expression «country of *sale*» shall mean the country in which the purchaser of the goods carries on his business.

6. The period of twelve months referred to in paragraph 1 above shall begin to run in the case of each country, not later than the January 1st next following the date of the entry into force of the Convention in the case of the country concerned.

7. As soon as possible after the expiry of the period of twelve months referred to in the preceding paragraph, the High Contracting Parties concerned shall forward to the Committee of Experts referred to in Article 8, reports stating, in regard to each of the methods of classification referred to in paragraphs 3 and 4, the advantages and drawbacks of all kinds noted in the course of the experiment.

8. The Committee of Experts shall, within three months after the receipt of reports from half the countries in respect of which the Convention is in force at the time of their receipt, present a memorandum showing the results of its consideration of these reports. This memorandum shall be circulated to the Governments of the High Contracting Parties with a view to a supplementary agreement.

ANNEX II

Statistics of fisheries

(See Article 4)

The statistics of fisheries should show:

1. The quantity and value of all products of sea fisheries (including crustaceans, molluscs and shellfish of every kind) landed direct in the country, shown separately according to the principal kinds of fish; and the nationalities of the vessels by which they are landed, including also in the returns, if possible, and so far as it is applicable, the same information in the case of inland-water fisheries.

2. The quantity and value of the products of the fisheries mentioned above imported from other countries and exported to other countries.

3. If possible, the quantity of the principal categories of fishery products prepared in the country concerned.

4. As far as possible, the quantity of fish caught by national vessels, irrespective of the place of landing, and the quantity of aquicultural products taken.

5. The number of persons engaged in fisheries, classified, as far as possible, by sex and according to whether fishing is their main or their secondary employment.

6. The number and classes of national boats employed in sea fishing and, if possible, in inland-water fishing.

7. As far as possible, the localities in which the fishery products landed in the country were obtained and the periods spent in obtaining such products.

ANNEX III

Mineral and metallurgical statistics

(See Article 5)

PART I

General provisions applying to all mineral and metallurgical statistics

1. Returns of mineral production shall, unless otherwise specified, relate to the raw mineral as extracted from the mines, quarries, etc.

2. The returns shall show the total production for each raw mineral by weight and also:

a) In the case of each of the metallic minerals, the weights of each of the metals contained therein;

b) In the case of each of the minerals, other than metallic minerals, the weights of each of the essential constituent elements (as defined by the Committee of Experts referred to in Article 8 or such sub-committee as may be appointed for the purpose).

3. Returns shall show, not only the production of the country as a whole, but also that of the chief producing districts.

4. When the weight is given in a unit other than the metric ton, the unit employed and also its relation to the metric ton should be clearly indicated.

5. If in any case it is not possible to compile exact data as defined in this Annex, estimates shall be given in respect of any production which is of importance.

PARTE II

Special provisions

A.—Non-Metallic minerals

I. — Coal

The returns shall show the net weight of the coal and lignite, excluding unusable waste after washing and picking.

The following returns shall be given:

1. Monthly returns showing:

Total production of: *a)* coal, and *b)* lignite;

Number of working days in the month;

Average number of persons employed, including those employed underground and on the surface, but excluding administrative, technical, and clerical staff;

Total production at the mining establishments of coke, coal briquettes and lignite briquettes.

2. Annual returns showing:

Total production of: *a*) coal; and *b*) lignite;

Total production of coke, coal briquettes and lignite briquettes, including that of non-mining establishments;

Average number of persons employed: *a*) underground, *b*) on the surface, and *c*) the total of those employed under and above ground, and, where practicable, under the following headings: male and female, adults and young persons, operative staff (including workers engaged in supervision) and administrative, technical and clerical staff.

II. — Other Non-Metallic Minerals

The returns shall show the total production of mineral extracted from all mines, quarries and other workings, and, in the case of such minerals as potash and sulphur, the total weight of the essential constituent elements.

B. — Iron Ore and Ironstone

The following returns shall be given:

1. Monthly returns showing:

a) Total production;

b) Average number of persons employed (it shall be stated whether administrative, technical and clerical staff is or is not included in the figures).

2. Annual returns showing:

a) Total production of iron ore and of the iron content of such ore under each of the following headings, viz., Magnetite, Hematite, Carbonate, Manganiferous, Chromiferous and Nickeliferous Iron Ores;

The weight of manganese, chromium and nickel contained in the manganiferous, chromiferous and nickeliferous iron ores shall also be given.

An endeavour should be made to obtain and show particulars of iron ore produced from the roasting of iron-pyrites, showing the total weight and total iron content.

b) Average number of persons employed (it should be stated whether administrative, technical and clerical staff is included in the figures).

The question of the division, if any, of iron ores into different classes according to phosphorus content shall be referred to the Committee specified in paragraph 2, *b*), of Part I of this Annex, which shall also be asked to lay down a definition for manganiferous, chromiferous and nickeliferous iron ores. The attention of the Committee shall be directed to the proposals of the International Chamber of Commerce contained in its report submitted to the Conference of Geneva.

C. — Non-Ferrous Metallic Ores

The returns shall show:

a) Total production of ore extracted from all mines, quarries and other workings and total weight of the metallic content.

b) Average number of persons employed (it should be stated whether administrative, technical and clerical staff is or is not included in the figures).

D. — Metals

1. — Iron and Steel

1. *Pig iron*. — The following returns shall be given:

a) Monthly returns showing the total production of each of the following:

Hematite pig-iron (the Committee referred to in paragraph 2, *b*), of Part I of this Annex shall be asked to define the limit of phosphorus for this class; the attention of the Committee shall be directed to the proposal of the International Chamber of Commerce contained in its report — mentioned above);

Basic pig-iron for the manufacture of steel;

Ferro-alloys;

All other pig-iron;

b) Annual returns showing both the total production under the headings mentioned in paragraph *a*) above and, in the case of ferro-alloys, the production of each category of such alloys (*i. e.*, ferro-silicon, ferro-manganese, etc.);

c) Annual returns showing the number of furnaces in existence for the production of pig-iron, distinguishing between blastfurnaces, electric furnaces and other processes of manufacture.

Monthly returns showing separately, under the above headings, the number of furnaces existing and the furnaces in operation;

d) Annual returns, as complete as possible, of the quantities of iron and manganese ore and scrap used in the manufacture of pig-iron.

The definition of manganese ore shall be given by the Committee of Experts referred to above in paragraph 2, *b*), of Part I of this Annex.

2. *Steel and Puddled Iron.*—The following returns shall be given:

a) Monthly returns of the production of steel, indicating separately: 1) Ingots and 2) Castings direct from the furnace, showing in each case the production according to each of the following methods of manufacture:

Open-hearth (Siemens-Martin process: *a*) Acid; *b*) Basic;

Converter process: *a*) Acid; *b*) Basic;

Electric-furnace process;

Other processes (including direct conversion from ore);

b) Monthly returns of the production of puddled iron;

c) Annual returns showing the number of furnaces, converters, etc., in existence in the country for the production of steel and puddled iron, distinguishing between the methods of manufacture enumerated in paragraph *a*);

d) Annual returns of the total production of phosphoric basic slag;

e) Annual returns, as complete as possible, of: 1) pig-iron and 2) scrap, consumed in the production of ingots, of castings direct from the furnace and of puddled iron, distinguishing between methods of manufacture enumerated in paragraph *a*);

f) Monthly returns, as detailed as practicable, of semi-finished and finished products. The Committee referred to above in paragraph 2, *b*), of Part I of this Annex shall draw up a suitable classification for this purpose, containing a list showing: 1) the classes considered necessary as a minimum and 2) those additional classes considered desirable. The attention of the Committee shall be drawn to the classification contained in the report of the International Chamber of Commerce submitted to the Conference of Geneva.

II.—Other Metals

Annual returns shall be given showing the total smelter production.

ANNEX IV

Census of industrial production

(See Article 6)

1.—Period of enquiry

The particulars to be ascertained should relate, in general, to the calendar year. In the case of enterprises whose accounts are prepared for a year ending otherwise than on December 31st, however, particulars should be taken for the business year of which the major part falls within the calendar year to which the Census relates.

2.—Scope of enquiry

a) The Census of industrial production should cover all branches of manufacturing activity, including building and other works of construction, and also mining and metallurgy;

b) In the case of operations on the border line between manufacturing industry on the one hand, and agriculture, fishing, transport or commerce on the other (such as dairying,

wool-scouring, slaughtering, sawmilling, packing, etc.), it will be necessary to determine in each case whether the nature and the organisation of the work and the processes employed are rather characteristic of industry than of agriculture, transport, etc., and whether these operations should or should not fall within the scope of a Census of industrial production.

3.—Limits of enquiry

a) In principle, particulars should be secured in respect of all establishments in the industries covered by the Census (see Section 2 above), whether owned by private persons or firms, by joint-stock companies or co-operative organisations, or by the State or local government authorities;

b) In view of the special difficulties connected with securing reliable and adequate information in the case of very small establishments, it is recommended that, where the production of such establishments is in the aggregate of small importance in proportion to that of the industry concerned, the particulars required from them should be limited to the simplest data, and that aggregate figures for the industry should be prepared by adding to the particulars, ascertained for the larger establishments, estimates of the aggregates for the small establishments prepared on the best available basis from the data thus obtained. The estimated figures should be shown separately from the others.

In cases in which the aggregate production of small establishments, in particular that of domestic workshops, represents a proportion of the production in the industry concerned too great to be treated satisfactorily by means of such estimates, the particulars relating to small establishments might advantageously be ascertained by means of special enquiries limited to selected representative establishments;

c) Repair and finishing work and work executed upon material supplied by customers should be included except in so far as the conditions of the preceding paragraph apply.

4.—Units of enquiry

The particulars to be ascertained should relate to individual establishments. In cases in which a firm carries on several industries in separate establishments, separate particulars should be obtained for each such establishments. Where, in the same works or factory, there are carried on branches of industry for which it is customary to maintain separate accounts, such branches being also commonly carried on as separate enterprises in the country concerned, separate particulars relating to each of these branches are desirable.

This separation of accounts should, however, not be regarded as essential in respect of small branches subsidiary to the main establishments, such, for example, as those engaged in carrying out repairs to vehicles used in connection with the main business of the establishment concerned.

5.—The main heads of enquiry

A.—Products and Costs

In order that the results secured may permit of the elimination of duplicate records of the same goods by different establishments, and of the determination of the values created in the course of manufacturing processes, the following particulars should be ascertained:

a) *Products*.—Particulars relating to quantity may be omitted and values only shown in respect of products the nature of which is such as to require, for a rational statement of quantity, and exhaustive enumeration of the various items of output singly or in very small groups.

Separate particulars should be given in respect of each class of products having a considerable importance in the economic life of the country or district to which the Census relates. The subdivision of the various classes of products should be carried far enough to permit of a statement of their quantity in terms of a unit suitable to their nature.

The values of the several products to be ascertained should be their cash value at the time and place of delivery to purchasers by the producers or their employees. Partially finished goods in stock at the beginning and at the end of the year to which the accounts relate should be valued on the basis of the material used and work done on such goods up to the date of valuation for the purposes of the Census. Goods remaining unsold at the end of the year in which they were manufactured should be included at their market value at the end of that year.

Goods transferred from one establishment to another under the same ownership, separate particulars for which are ascertained in accordance with Section 4 above, should be recorded at their market value at the time of transfer.

b) *Materials used.*—The quantities and values of the materials used in the production of the goods enumerated according to the principles specified in (a) above should include materials used in repairs to buildings and plant employed in their production, when such repairs are carried out by the employees of the establishment. Separate particulars should be ascertained for each of the more important materials, both raw and partially manufactured, for the cost of fuel and electric or other power consumed, for tools replaced and for packing material used in the year of account. Limitations corresponding to those expressed in a) above should apply to the statements of quantity and to the degree of detail procured.

The values to be ascertained in respect of the several materials should be their cash value at the time and place of delivery to purchasers. Partially manufactured goods transferred from another establishment under the same ownership should be valued as specified in paragraph a) above.

c) *Work given out.*—For each establishment included in the Census there should be shown, for purposes of comparison with other particulars given, the value and, if possible, the quantity of work given out to be done by other establishments. The value to be shown is the payment made for the work done.

d) *Depreciation Charges.*—The ascertainment of the appropriate charges in respect of wear and tear and depreciation of structures and plant, though forming an essential factor in a complete investigation of production, is shown by experience to be difficult, if not impracticable, on the basis of mass statistics secured by the ordinary Census procedure. As information on this head is desirable for a satisfactory determination of the values created in the course of the processes of manufacture, the appropriate allowances to be made in respect of depreciation should be ascertained approximately for each of the principal industries by means of special inquiries regarding typical cases.

B.—Factors of Production

a) *Personal.*—In cases in which a record of the number of man-hours worked in the period covered by the Census is available, that record furnishes the best basis of the statistics of the labour utilised in the industries concerned. Where particulars of this character are not available, it is desirable to ascertain the average number of persons employed and, with that end in view, particulars should be obtained of the numbers employed at intervals during the year sufficiently frequent to enable a reliable average figure to be calculated. The numbers should be ascertained separately for adults and children and for males and females. Particulars showing separately the administrative and operative staffs are also desirable in all cases in which the scale of operations is such as to call for such separation of functions. Figures for the administrative staff should include directing and managing staff, including working owners, office staff and technical staff (*e.g.*, draughtsmen in engineering works).

In cases in which the work of an industrial establishment is carried on partly by persons working at the factory or office, partly by persons working in their own homes, and also in cases in which there is maintained a reserve of workpeople receiving payment from the establishment to which they are attached, separate particulars relating to home workers or to workers maintained in reserve should be procured.

b) *Plant.*—Particulars relating to the mechanical equipment of industry should show the horse-power or kilowatt capacity of engines employed in works and factories, distinguishing the principal types of engines—steam, gas, oil, water, electric, etc. For the various industries, particulars are desirable of the types of machinery employed that are in each case most characteristic of the industry concerned.

Machinery ordinarily working during the year of return to which the particulars relate should be distinguished from machinery not ordinarily working.

c) *Wages.*—While particulars relating to wages are not an essential element in a Census of industrial production, it is nevertheless of great importance that the aggregate of the amounts paid in wages and salaries in the Census year should be ascertained. This additional information would greatly increase the value of the conclusions to be derived from a study of the Census results.

d) *Capital invested in industry.*—Information relating to the capital invested in industry would be of great assistance in determining the approximate allowances to be made in respect of depreciation, the productive capacity and other matters. A Census of production, however, cannot serve in all countries as the means for securing satisfactory information on this subject.

6.—Secrecy of information obtained

Secrecy of details relating to individual businesses should be maintained by the persons engaged on the Census.

While the public interest is of necessity of primé importance, reasonable consideration should be given to the effects on the private interests concerned of the publication, or communication to persons other than those engaged in the Census, of particular items of information furnished.

It is desirable that laws authorising the collection of documents necessary for the Census should establish penalties for any violation of secrecy.

7.—Periodicity of censuses

It is desirable that a Census of industrial production should be repeated at intervals of not more than ten years. In cases in which such a Census is not repeated at short intervals (*e.g.*, within two years), annual or monthly particulars of the gross production of the leading industries of the country would serve as a basis for an appreciation of the position in the intervening periods, and would also serve to determine the relation of the Census year to the business cycle.

8.—Partial censuses

In the case of countries which desire to obtain statistics of the production of certain products by quantity and by value without undertaking a general Census of production, it is suggested that the principles contained in Sections 1, 3, 4, 5, A, a) and b) above should be applied.

ANNEX V

Indices of industrial activity

(*See Article 7*)

I. The returns relating to the variations of industrial activity should, in so far as the technical conditions of the various industries permit, show production in terms, not only of value, but also of quantity.

II. When no data for quantity and value are available, or as a supplement to these when they are supplied, other indices of industrial activity shall be furnished.

For the purposes of these other indices, the following classes of data concerning various factors of production should be employed, subject to the limitations mentioned in Annex IV with a view to ensuring the correct interpretation of the returns:

- a) Raw materials used in the industry concerned;
- b) Equipment in operation, and, if necessary, its relation to the total plant installed (blastfurnaces, loom-hours, spindle-hours, etc.);
- c) Power employed (kilowatt-hours, horse-power, quantity of coal used in generating power, etc.);
- d) Workers effectively employed (number of operatives and administrative staff, number of days worked, number of hours worked, aggregate wages paid).

III. In addition, the following information might with advantage be given, although it does not directly refer to the production of the period to which the indices relate:

- a) Orders received (value and, as far as possible, quantity of goods ordered during the period);
- b) Quantity and value of sales during the period;
- c) Quantity and value of orders still to be executed at the end of the period.

The information specified in this paragraph is particularly necessary when the data referred to in paragraphs I and II cannot be obtained for any particular industry.

IV. For the purposes of international comparison, it would be expedient, in the first instance, to secure returns and indices of production for the following industries in countries in which these industries are of sufficient importance:

1. Mining industry (crude petroleum, coal and other fuel, metallic ores and other minerals).

2. Metallurgical industries :

- a) Blastfurnaces and steel-works ;
- b) Forges, rolling-mills and wiredrawing-works (iron and steel);
- c) Foundries, rolling-mills and wiredrawing-works (other metals).

3. The following mechanical industries :

- a) Shipbuilding (steel);
- b) Locomotives;
- c) Railway rolling-stock;
- d) Road motor-vehicles.

4. Textile industries (spinning and weaving):

- a) Cotton;
- b) Wool;
- c) Silk;
- d) Artificial silk;
- e) Linen;
- f) Hemp (including phormium);
- g) Jute.

For the purposes of international comparison of the production of the important industries in the various countries and for the purpose of obtaining an adequate appreciation of the total industrial activity of each country, there should be furnished returns of production for the following industries in addition to those given above, or for certain of these industries selected in view of their importance in the country concerned and the availability of data relating to them:

1. Industries usually subject to excise duties:

- a) Brewing;
- b) Distilling of alcoholic beverages;
- c) Tobacco manufacture;
- d) Sugar manufacture and refining;
- e) Manufacture of matches.

- 2. Flour-milling.
- 3. Oilseed-crushing.
- 4. Soap-making.
- 5. Tanning.
- 6. Manufacture of boots and shoes.
- 7. Petroleum-refining.
- 8. Manufacture of artificial fertilisers.
- 9. Wood-pulp production.
- 10. Manufacture of paper and cardboard.
- 11. Manufacture of glassware.
- 12. Manufacture of cement.
- 13. Brick-and tile-making.

V. The returns of the quantity of production should be secured monthly. If, however, direct quantitative data cannot be secured monthly, indices of the variation of that quantity should be obtained. In the latter case, returns of the quantity of production should be obtained for each year.

VI. Endeavours should be made to encourage autonomous organisations, official or private, scientific institutions and industrial institutions or associations to compile statistics of the character discussed in the preceding paragraphs to supplement the statistics of Government administrative services.

VII. Steps should be taken to assure those from whom statistical data are sought that the secrecy of the details furnished is fully guaranteed.

VIII. The tables published for each industry should define precisely the character of the industry (principal goods produced and processes of manufacture), and should indicate clearly whether the whole industry is covered by the statistics, and, if not, approximately to what proportion of the whole industry they refer. The results obtained from the censuses of production should be utilised for this purpose. When the form in which the annual statistics are compiled differs from that of the census, a note should be attached to explain the discrepancies.

ANNEX VI

(See Protocol, Part I, 6)

Report of the Committee of Agricultural Statisticians of the ninth general assembly of the International Institute of Agriculture and standard form of world agricultural Census schedule with relevant resolutions.

(Annexed for purposes of information and reference)

Report of the Committee of Agricultural Statisticians of the ninth general assembly of the International Institute of Agriculture

1.—Date when the Census should be taken

A good deal of discussion took place in regard to the year of the Census, but it was finally decided to make no change in the previous recommendation, which was that the Census in the Northern Hemisphere should refer to crops harvested in the calendar year 1929, and in the Southern Hemisphere to crops harvested in the year July 1st, 1929, to June 30th, 1930. The actual date or period of the year at which the Census should be taken is chiefly of importance in regard to live-stock, the numbers of which may differ very greatly at different seasons of the year. If it were possible, it would be desirable to have figures showing both the minimum and the maximum seasons, and this is a point which the Census authorities of each country might bear in mind. For example, where any substantial difference exists at different seasons, it is obviously very desirable to indicate whether the results of the Census relate to a period of minimum or maximum, and what is the probable variation.

The Committee appointed a Sub-Committee to consider this question and their conclusions may be summarised as follows:

As regards the period of the year of the live-stock Census, each State should be free to take the Census at the period of the year considered the most suitable.

In order to provide comparable figures, each State, on the basis of the results of the Census, should make an estimate of the maximum and minimum numbers of each class of stock during the year.

To give this estimate a reliable basis it is necessary that the live-stock should be classified by age as proposed in the standard form.

2.—Woods and Forests

The Committee of 1926 considered that the schedule should contain a question as to the area of woodland included in agricultural holdings. The Forestry Congress recommended that, in addition to the area of woodland, an attempt should be made to ascertain the quantity of wood cut on farms in 1929. In the present Committee, it was pointed out that agriculture and forestry are very closely connected, especially in European countries. If the agricultural Census were limited only to woods included in or attached to agricultural holdings, large areas of forest would remain unaccounted for and the area returned would have little significance.

On the other hand, the difficulty of obtaining returns of the area under forest (*i.e.*, the area not forming part of agricultural holdings) was emphasised, particularly in view of the additional cost involved and also of the fact that the collection of statistics of forest production involved specialised technical knowledge. In view of the divergence of opinion, the Committee appointed a Sub-Committee, which recommended the use of the following questionnaire both as regards wood and forest lands included in agricultural holdings as well as for forests not included in the agricultural Census:

1. Area of woodlands, distinguishing woods cut every few years and other woods.

2. Quantity of wood cut in 1929:

- a) Total quantity of wood cut in 1929;
- b) Wood for fuel, including wood for charcoal;
- c) Wood for the preparation of pulp.

3. Other forest products :

- a) Products directly or indirectly to be used for human consumption ;
- b) Products to be used for tanning or for the manufacture of tannic extracts ;
- c) Rubber (not in plantations) ;
- d) Resin and resinous products ;
- e) Products not included in the preceding classifications.

As regards woods and forests not included in agricultural holdings, it was suggested that the Census should be limited to forest being exploited, though Governments might be invited to furnish an estimate of the area of other forest lands in their territories.

3.—Tabulation of the results of the Census

The Committee was of the opinion that the Governments of the different countries should be invited to classify the results of the Census by size of holdings. Each country should be at liberty to adopt such size-groups as appear most suitable to its particular circumstances, but for the purposes of international comparison it is desirable that the size-groups chosen should be such as would admit of classification within the following limits, viz.,

	1 hectare or less	
above	1 and up to	5 hectares
above	5 and up to	10 hectares
above	10 and up to	20 hectares
above	20 and up to	50 hectares
above	50 and up to	100 hectares
above	100 and up to	200 hectares
above	200 and up to	500 hectares
above	500 and up to	1,000 hectares
above	1,000 and up to	2,500 hectares
	and above	2,500 hectares.

Those countries in which the metric system of measurement is not adopted would naturally use their own customary measure, but would as far as possible arrange their classification in such a way as to enable comparison with the size-groups enumerated above. The Institute will, if possible, make the corrections necessary to make the figures accurately comparable for international purposes. In some countries the larger size-groups would hardly be applicable, but it is necessary to provide for countries where farms covering very large areas are common.

4.—Minimum Area

It is suggested in the standard form that only farms of one hectare and over or holdings producing more than \$100 annually should be included, although naturally all countries were free to include in their Census holdings below that area if they felt it desirable to do so. The Committee considered that the limitation of value would introduce unnecessary difficulties, and that as many countries desired to collect information as to holdings of one hectare or less it was better to remove all limitations. In the case of those countries which do not collect information as to holdings of one hectare or less, it was thought that an estimate of the area and production of such holdings would be useful.

An important point in this connection is the question of the comparability of the farms in the different size-groups arising from the variation in the character of the land. If the total area of the farm is taken as the determining factor, it has to be recognised that this total area may in some cases include areas of rough grazing, of mountain, of forest land, or even of land which is entirely unproductive. The Committee did not, however, see any way of avoiding classification based on the total area of the holdings, and this principle was accordingly adopted.

5.—Multiple or Companion Crops

On this question the Committee decided to make no addition to the suggestions already contained in the standard form.

6.—Method of estimating crop production

The committee agreed that the observations on this point already contained in the standard form required no modification.

7. — Classification of live-stock

A discussion took place on this subject which resulted in a proposal to add in the supplementary part of the standard form a recommendation that the various countries should, where practicable, obtain information as to the number of pedigree of the principal breeds, crossbred cattle and native cattle.

In regard to poultry, it was pointed out that the numbers might vary greatly according to the date of the Census and it was thought that the standard form might be amended as regards poultry to show that all fowls, including young chickens, should be included and similarly for other kinds.

It is desirable that chickens and other young poultry should be given separately if possible.

The classification to be adopted for cattle and particularly the question relating to milking cows (nos 5 and 6 of Item 4 of the standard form) gave rise to much discussion. A Sub-Committee was appointed and recommended the following classification in place of that contained in the printed form:

- 1) Calves under 1 year old;
- 2) Heifers and cows 1 year and over:
 - a) Kept for milk;
 - b) Kept exclusively for reproduction;
 - c) Others;
- 3) Bulls 1 year and over;
- 4) Other cattle 1 year and over.

8. — Correlation of Census results with geographical and other characteristics

Although this was regarded as an interesting subject, it was considered that it should be dealt with by means of special enquiries and not necessarily in connection with the Census.

9. — Method of estimating meat-production

This question has been under consideration of the International Scientific Council and the present Committee recommended the adoption of their observations, which are as follows:

Owing to the diversity of statistical organisations in the different countries adherent to the International Institute of Agriculture, it is not considered advisable to recommend at present the adoption of a particular method for establishing statistics of meat-production and consumption. However, it is desirable that attention be drawn to the following points, which are based on the experience gained by countries which have already established such statistics:

- a) That statistics of production be correlated with the number of live-stock collected annually by means of a Census or estimation;
- b) That in those countries where annual statistics of live-stock do not exist, the number should be estimated periodically from the best sources of information available, including the data of the Census immediately preceding;
- c) That in the countries where animals are slaughtered under the control of the authorities in public slaughter-houses, the data resulting from this control should be used in order to determine the number of slaughtered animals, as well as the average net weight, with a view to utilising such results for estimating the production and consumption of meat;
- d) That in order to estimate the production of meat from animals slaughtered on farms or in slaughter-houses not under the control or inspection of the authorities, data similar to those indicated under c) should be obtained by means of special enquiries or in reply to special questionnaires covering the entire country, or alternatively referring to determined and typical localities which can be used as bases for estimating the totals of the entire country;
- e) That in order to obtain an estimate of the consumption, imports and exports of meat must be taken into account, and that, whenever it is found necessary, the attention of the customs authorities should be drawn to the

advisability of adopting a classification clearly specifying the quantities of meat imported and exported for each species of animal.

In connection with this question, the Committee adopted a recommendation that the countries adhering to the Institute, or taking part in the World Census, should, as far as possible, supply the Institute with annual figures relating to stocks of cattle, the annual increase or decrease, mortality, etc., and that these figures should be published by the Institute without delay.

10. — Labour

It was agreed that the question in regard to the number of persons temporarily employed on the date of the Census should be omitted from the first part of the standard form and put in the supplementary part as an optional question.

In addition, it was agreed that it was desirable to obtain information in regard to temporary labour employed during the year. As particulars of the number of persons temporarily employed are liable to be misleading, it was suggested that, where possible, the number of days worked (*i.e.*, man-days) should be obtained, and the following form was proposed:

Total number of days worked on the farm during the agricultural year 1928–1929:

- | | |
|------------------------------------|--|
| a) By persons permanently employed | $\left\{ \begin{array}{l} 15 \text{ years old} \\ \text{and over} \\ \text{Under 15 years old} \end{array} \right\} \begin{array}{l} \text{M.} \\ \text{F.} \end{array}$ |
| | |
| | |
| b) By persons temporarily employed | $\left\{ \begin{array}{l} 15 \text{ years old} \\ \text{and over} \\ \text{Under 15 years old} \end{array} \right\} \begin{array}{l} \text{M.} \\ \text{F.} \end{array}$ |
| | |
| | |

The Committee also considered that it was desirable that each country in reporting on the Census should furnish a brief statement in regard to any seasonal or exceptional variations existing at the time of the Census in regard to temporary labour, and should indicate at the same time the extent to which the figures collected could be regarded as representative.

11. — Other Questions

A number of modifications in the standard form were discussed, and it was agreed that certain changes should be made in form when it was next reprinted.

One point of interest to tropical and semi-tropical countries was the suggestion that separate information should be obtained in regard to the production of native holdings and those under other management (*i.e.*, non-native).

A recommendation was accepted that those countries which have adopted methods of agrarian reform should be asked to include in their Census questions as to whether the size of each holding, as a result of agrarian reform, has increased or decreased and whether the holding has been newly created.

October 12th, 1928.

R. J. THOMPSON,
Rapporteur.

Standard Form of World Agricultural Census Schedule

I. — Preliminary Statements for Information of the Governments

a) *Contents of the Standard Form of Schedule:*

The following standard form of schedule is intended for use in both hemispheres, including the tropics, and therefore includes crops and classes of live-stock grown in some countries but not in others. It is understood that such crops or live-stock as are not grown in a particular country will be omitted from its schedule.

On the other hand, each country is free to include other crops and subjects and to amplify the questions so as to obtain any additional data that may be desired.

b) Minimum Area:

No limitation is suggested as to minimum area of farms to be included in the Census. In the case of those countries which do not collect information as to farms of one hectare or less, it is thought that an estimate of the area and production of such holdings would be useful.

c) Period to which Census Questions relate:

The Census in the Northern Hemisphere should refer to crops harvested in the calendar year 1929, and in the Southern Hemisphere to crops harvested in the year July 1, 1929, to June 30, 1930. The actual date or period of the year at which the Census should be taken is chiefly of importance in regard to live-stock the numbers of which may differ very greatly at different seasons of the year. If it were possible, it would be desirable to have figures showing both the minimum and the maximum seasons, and this is a point which the Census authorities of each country might bear in mind.

For example, where any substantial difference exists at different seasons, it is obviously very desirable to indicate whether the results of the Census relate to a period of minimum or maximum and what is the probable variation.

In conclusion, as regards the period of the year of the live-stock Census, each State is free to take the Census at the period of the year considered the most suitable.

In order to provide comparable figures each State, on the basis of the results of the Census, should make an estimate of the maximum and minimum numbers of each class of stock during the year.

To give this estimate a reliable basis it is necessary that the live-stock should be classified by age as proposed in the standard form.

d) Production:

One of the principal objects of the Census is to ascertain as accurately as possible the quantities of each one of the products obtained from the crops, the woods or the live-stock in the Census year. This can be done by either of two methods:

1. By asking each farm operator to state the total quantity of each crop harvested on the area reported by him and the total quantity of each live-stock product obtained from the live-stock reported. Theoretically this method should give satisfactory results. In actual practice, however, the results obtained by this method are not always satisfactory, because many of the quantities harvested are not measured or recorded. Experience has demonstrated that this method is fairly satisfactory in the case of all crops the entire product of which is sold, such as cotton, wool, some kinds of grain, fruits and vegetables in certain regions, because the quantities sold are measured, and the total quantities from a given section or region can usually be checked by statistics of movement and receipts at principal markets. The method is less satisfactory in the case of crops that are largely, or entirely, consumed on the farm, as forage, vegetables, fruits, milk, poultry, and eggs.

2. By ascertaining through special investigation conducted by experts the average yield of crops produced on a unit of area, or the average rate of production per domestic animal, for each of the geographical units for which the Census data are compiled. The respective areas or numbers of live-stock multiplied by the average yields or rates of production thus obtained will give the total quantity of each product in the Census year.

The value of the results obtained by this method depends upon the accuracy of the data concerning areas and number of live-stock obtained by Census methods, and upon the thoroughness and care with which the average rates of yield are ascertained by special investigation.

Where the two factors are dependable, the results obtained by this method are quite as accurate as those obtained by the method of direct enquiry, and the difficulty, time, and expense involved are very much less.

Because of the importance of ascertaining the total production of each crop and class of live-stock in the Census year, the International Institute of Agriculture strongly urges all countries to publish production figures obtained by either or both of the methods indicated without which the Census will be incomplete.

Some questions are suggested for use in obtaining information relating to certain live-stock products directly from farmers. If it is considered that an attempt to obtain this information directly from farmers would not be likely to give satisfactory results, Governments are urged to arrange for estimating production by special enquiries by experts.

e) Data on Area and Production of Vegetables:

Countries that find it impracticable to ascertain the area occupied by each kind of vegetable (questions n° 66 to n° 74) are requested to give the total area occupied by all vegetables. As to production, countries are requested to furnish, so far as possible, specific data for each kind of vegetable.

f) *Woods and Forests:*

The use of Section F (Woods and Forests) of the standard form of schedule is recommended both as regards wood and forest lands included in agricultural holdings as well as for forests not so included.

As regards woods and forests not included in agricultural holdings, it is suggested that the Census should be limited to forests being exploited, though Governments are invited to furnish an estimate of the area of other forest lands in their territories.

II. — Standard Form of Schedule

Section A. — Preliminary Explanations

a) *Confidential and not for Taxation:*

The information asked for is not connected in any way with taxation, is strictly confidential, will be seen only by employees of the statistical bureau, and no particulars relating to individual returns will be published.

b) *Definition of a Farm:.*

A farm, for Census purposes, is all land used wholly or partly for agricultural or live-stock production, that is, operated, directed, or managed by one person, alone or with the assistance of others, without regard to ownership, title, size or location, and may be in one or more separate pieces if they are in the same neighbourhood and are known and operated as a single holding or property. The person who operates or directs the farm may be owner, tenant, hired manager, or one who holds or controls the land and its products under a special form of tenure. In case the farm is operated jointly by two or more persons related or associated together, one of them will be designated to represent his associates as farm operator to supply the Census data. The farm may be known as a lot, piece, or parcel of land, garden, orchard, estate, ranch, plantation, rural establishment, proprietorship, or other name, but in any case must be operated, directed or managed by one person.

Woodland and forest land that forms a part of the farm or holding and is controlled, directed or managed by the farm operator will also be reported, as well as the plots of ground and buildings occupied and utilised by the labourers employed and living on the farm.

Communal land will be reported 1) by the occupier when it is under his sole control (while remaining the property of the commune or other administrative authorities), and 2) in all other cases by the administrative head of the commune.

c) *Period to which Census Questions relate:*

(Indications to be given according to Part I, c).

Section B. — Farm Operator (*Owner, Tenant, or Manager*)

1. Name in full
2. Post office address

Section C. — Farm Labour

(Include all persons permanently employed on this farm on the date of the Census by age and sex groups, including the farm operator, his wife, and members of his family actually engaged in farm work. Do not include persons employed principally on domestic or household work.)

Permanently employed on the date of the Census:

	Members of family		Other persons	
	Male	Female	Male	Female
3. Under 15 years	..	..	..	..
4. 15 years and over	..	..	..	..

Section D.— Farm Area

	Acres
5. <i>Total area in farm</i> (All land operated by farm operator named in question n° 1. Do not include land rented to or cropped by any other person, which should be reported on a separate schedule).	..
6. <i>Arable land</i> (Include all cultivated land, fallow land, and artificial meadows, ploughed in 1929 or in one of the preceding four years. Do not include land under orchard or bush fruits, trees or shrubs). <i>Note.</i> — If the growing of herbaceous crops is associated with the growing of trees and shrubs, in all cases where it is possible to determine, however approximately, the areas under herbaceous crops and those under trees and shrubs should be entered respectively under "arable lands", and under "lands for growing trees and shrubs" (n° 8). If, on the contrary, the herbaceous crops and trees and shrubs are so intermingled that it is impossible to distinguish between the areas which belong to either, the whole of the area should be classed under the heading of "arable lands" when the growing of herbaceous crops is the chief object, and under the heading "lands for growing trees and shrubs" (n° 8), when the chief object is the growing of trees and shrubs.	..
7. <i>Permanent meadow and pasture</i> (Lands that are used permanently or during the last five years for the growing of perennial or long-lived herbaceous forage crops. Permanent meadow and pasture on which trees and shrubs are grown, as well as woodland meadows and pastures, should be included under this heading only when the growth of forage crops thereon is the chief object).	..
8. <i>Lands for growing trees and shrubs</i> (Orchard lands used for growing trees and shrubs, such as are not included under the heading of wood and forest lands). <i>Note.</i> —When the growing of trees and shrubs is combined with the growing of herbaceous crops, the instructions shown in the note on question n° 6 should be followed.	..
9. <i>Wood and forest lands</i> (Lands covered with forest trees, the chief importance of which lies in their timber and forest products).	..
10. <i>Productive marshlands, heathlands and other productive but uncultivated lands</i> (Uncultivated lands not included under the preceding headings, producing some kind of utilised vegetable product such as herbage for grazing, reeds and rushes for matting, and bedding for live-stock, berries and other wild plants and fruits).	..
11. <i>Unproductive lands</i> (Lands not included under the preceding headings which do not produce any kind of utilised vegetable product). <i>Note.</i> —The sum of the areas under questions n° 6 to 11 inclusive should equal the area given in answer to question n° 5 of this section.	..

Section E.— Crops Harvested in 1929 (or in 1929-1930)

Companion Crops.— When two or more different crops are planted together, but harvested separately (companion crops), show the area occupied by each crop separately in the proper section, wherever it is possible to determine, at any rate approximately, the area under each particular crop. In the cases where companion crops are so intermixed that it is not possible to make a distinction between the areas properly belonging to each of them, for each of the crops in question special columns should be inserted in the forms, after the columns indicated in the standard form. In these special columns the total area occupied by the companion crops should be shown against the most important crop, and should be repeated in brackets against the name of the other associated crops.

Multiple Crops.— When a second crop is planted and harvested on the same land as that from which a first crop has already been harvested during the same year, in order to avoid duplication and the indication of a larger area under crops than there is crop land on the farm, the area of the previous first crop should be entered on the open line and that of the succeeding or multiple crop in the following space in square brackets.

Crops giving more than a single product.— When crops supply several products, as is the case with flax and hemp (seed and fibre), the area should be shown against the name of the chief product, and repeated in square brackets against the name of the secondary product.

	Area — Unit of measure	Quantity harvested in 1929 (or in 1929-1930) — Unit of measure
<i>a) Cereals cut for Grain :</i>		
12. Winter wheat	..	..
13. Spring wheat	..	..
14. Oats	..	..
15. Barley	..	..
16. Rye	..	..
17. Millet	..	..
18. Maize (equivalent of shelled grain)	..	..
19. Rice (in the husk)	..	..
20. Sorghum (heads cut off—grain or its equivalent)	..	..
21. Meslin (mixed cereals)	..	..
22. Other cereals cut for grain	..	..
<i>b) Leguminous Plants for Grain :</i>		
23. Beans	..	..
24. Soy beans	..	..
25. Peas	..	..
26. Lentils	..	..
27. Other leguminous plants for grain	..	..
<i>c) Tuber and Root Crops for Food or Fodder :</i>		
28. Potatoes ¹	..	..
29. Sweet potatoes and yams	..	..
30. Tuber and root crops for forage (turnips, mangolds, swedes, carrots, etc.)	..	..
31. Arrow-root	..	..
32. Manioc	..	..
33. Other tubers and roots	..	..
<i>d) Cultivated Grasses and Leguminous Plants for Hay and Forage :</i>		
1) Cultivated tame grasses and clovers sown within the last five years and intended to be ploughed up in rotation:		
34. Cut for hay	..	..
35. Not cut for hay	..	..
2) Lucerne (alfalfa):		
36. Cut for hay	..	..
37. Not cut for hay	..	..
3) Other cultivated forage crops not reported elsewhere:		
38. Cut for hay	..	..
39. Not cut for hay	..	..
<i>e) Crops for Industrial Purposes :</i>		
1) Sugar crops:		
40. Sugar cane	..	..
41. Sugar beets	..	..
42. Other sugar crops	..	..
2) Fibre crops:		
43. Cotton (ginned)	..	..
44. Flax harvested for fibre	..	..
45. Hemp (<i>Cannabis sativa</i>) harvested for fibre	..	..
46. New Zealand hemp (<i>Phormium tenax</i>)	..	..
47. Abacá (Manilla hemp— <i>Musa textilis</i>)	..	..
48. Jute and jute-like fibres (<i>Corchorus</i> and <i>Hibiscus</i>)	..	..
49. Ramie and rhea (<i>Boehmeria nivea</i> and <i>B. tenacissima</i>)	..	..
50. Sisal (<i>Agave sisalana</i>) and henequen (<i>A. fourcroydes</i>)	..	..
51. Other fibre crops	..	..
3) Oil-seed crops:		
52. Flax	..	..
53. Hemp	..	..
54. Cotton	..	..
55. Peanuts (unshelled or equivalent)	..	..
56. Castor beans	..	..
57. Rape seed or colza	..	..
58. Sesame	..	..
59. Sunflower	..	..
60. Other oil-seed crops not reported elsewhere	..	..

¹ It is desirable to show early and main crops separately where practicable.

	Area — Unit of measure	Quantity harvested in 1929 (or in 1929-1930) — Unit of measure
4) Other industrial crops :		
61. Tobacco	..	..
62. Hops	..	..
63. Mustard seed	..	..
64. Indigo	..	..
65. Other crops for industrial purposes not included elsewhere	..	..
<i>f) Vegetables :</i>		
66. Artichokes	..	..
67. Asparagus	..	..
68. Beans (green)	..	..
69. Cabbage	..	..
70. Celery	..	..
71. Onions and garlic	..	..
72. Peas (green)	..	..
73. Tomatoes	..	..
74. Other vegetables	..	..
<i>g) Crops grown for seed :</i>		
(Do not report here seed crops that are included in the areas reported under other numbers of this schedule).		
75. Sugar beet	..	..
76. Clover	..	..
77. Lucerne (alfalfa)	..	..
78. Areas utilised exclusively for growing other seed crops not reported elsewhere	..	..
<i>h) Sown land from which no crop was harvested in 1929 (or in 1929-1930) because of crop failure or destruction :</i>		
79. Total area	..	..
<i>i) Fallow land (lying idle the entire year) :</i>		
80. Total area	..	..
<i>Note.</i> — The sum of n°s 12 to 80 inclusive should equal the area given in answer to question n° 6.		
<i>j) Permanent Meadow and Pasture :</i>		
Permanent pastures and natural grasses, (or in grass during the last 5 years), including woodlands and orchards where hay or pasturage is the principal object:		
81. Cut for hay	..	..
82. Not cut for hay	..	..

	Area — Unit of measure	N° of Vines or N° of Trees		Quantity harvested in 1929 (or in 1929-1930) — Unit of measure
		Not of bearing age	Of bearing age	
<i>k) Vineyards :</i>				
83. Vines for wine grapes	..	..	..	..
84. Vines for raisin grapes	..	..	..	..
85. Vines for table grapes	..	..	..	..
<i>l) Oliveyards :</i>				
86. Olives for oil production	..	..	..	..
87. Olives for direct consumption or preservation	..	..	..	..

	Area — Unit of measure	N° of Vines or N° of Trees		Quantity harvested in 1929 (or in 1929-1930) — Unit of measure
		Not of bearing age	Of bearing age	
<i>m) Orchard fruits and nuts :</i>				
(Report only cultivated or planted fruit and nuts; do not include wild fruits or nuts).				
88. Almonds	..	..	..	..
89. Apples	..	..	..	..
90. Apricots	..	..	..	..
91. Bananas	..	..	..	..
92. Cherries	..	..	..	..
93. Coconuts	..	..	..	..
94. Dates	..	..	..	..
95. Figs	..	..	..	..
96. Filberts	..	..	..	..
97. Lemons	..	..	..	..
98. Oranges and tangerines	..	..	..	..
99. Other citrus fruits	..	..	..	..
100. Peaches	..	..	..	..
101. Pears	..	..	..	..
102. Pineapples	..	..	..	..
103. Plums and prunes	..	..	..	..
104. Walnuts	..	..	..	..
105. Other fruits and nuts (all other cultivated or plant- ed fruit and nut trees; do not include wild trees)	..	..	..	..

	Area — Unit of measure	Quantity harvested in 1929 (or in 1929-1930) — Unit of measure
n) <i>Small Fruits cultivated:</i>		
106. All small fruits and berries (do not include wild fruits):		
a)	..	..
b)	..	..
c)	..	..

	Area			Quantity harvested in 1929 (or in 1929-1930)
	Unit of measure	Non bearing	Bearing	Unit of measure
<i>o) Miscellaneous Plantations :</i>				
107. Coffee	..	..	..	..
108. Tea	..	..	..	..
109. Cocoa	..	..	..	..
110. Black pepper	..	..	..	..
111. Cinchona	..	..	..	..
112. Rubber, Gum and Resin plants:				
<i>a) Rubber tree (Hévéa).</i>	..	..	..	..
<i>b) Ule tree (Castilloa).</i>	..	..	..	..
<i>c) Ceara rubber tree (Manihot).</i>	..	..	..	..
<i>d) India rubber tree (Ficus elastica).</i>	..	..	..	..
<i>e) Gutapercha tree</i>	..	..	..	..
<i>f) Other rubber, gum and resin trees, shrubs, and vines (cultivated).</i>	..	..	..	..
113. Mulberry	..	..	..	..
114. Bamboo	..	..	..	..
115. Cane	..	..	..	..
116. Sago palms	..	..	..	..
117. Other cultivated trees, shrubs, and vines not includ- ed in the preceding headings	..	..	..	..

Section F.—Woods and Forests

	Unit of measure
<i>a) Area :</i>	
118. Woods cut every few years	..
119. Other woods	..
120. Total area (the same as the area given in answer to question n° 9)	..
<i>b) Quantity of Wood cut in 1929 (or in 1929-1930) :</i>	
121. Wood for fuel, including wood for charcoal	..
122. Wood for the preparation of pulp.	..
123. Wood for all other purposes	..
124. Total	..

	Names of products	Quantity produced in 1929 (or in 1929-1930) — Unit of measure
<i>c) Other Forest Products :</i>		
125. Products directly or indirectly to be used for human consumption	..	..
	..	..
	..	..
126. Products to be used for tanning or for the manufacture of tannic extracts	..	..
	..	..
	..	..
127. Rubber (not in plantations)	..	..
	..	..
	..	..
128. Resin and resinous products	..	..
	..	..
	..	..
129. Products not included in the preceding classifications	..	..
	..	..
	..	..

Section G.—Live-stock

(The number to be reported is the number actually existing on the farm on the day of the Census. Include all live-stock on this farm whether owned by the operator or not, live-stock taken in to graze, and live-stock belonging to the operator under a herdsman on common land, on unenclosed prairies, marsh, mountain or woodland, or other land not included in the farm Census.)

	Number
<i>a) Horses :</i>	
130. Colts and fillies under 1 year of age	..
131. Young stock from 1 to 3 years of age	..
132. Stallions 3 years of age and over	..
133. Mares and geldings 3 years of age and over	..
<i>b) Mules :</i>	
134. Mule colts less than 2 years of age	..
135. Mules 2 years of age and over	..
<i>c) Asses :</i>	
136. Total of all ages	..
<i>d) Cattle :</i>	
137. Calves under 1 year old	..

	Number
Heifers and cows 1 year old and over:	
138. Kept for milk	..
139. Kept exclusively for reproduction	..
140. Others	..
141. Bulls for reproduction 1 year old and over	..
142. Other cattle 1 year old and over	..
e) Sheep:	
143. Lambs under 1 year old	..
144. Rams 1 year of age and over	..
145. Ewes 1 year of age and over	..
146. All other sheep 1 year of age and over	..
f) Goats:	
147. Total number of all ages	..
g) Swine:	
148. Pigs less than 6 months old	..
149. Sows for breeding 6 months old and over	..
150. Boars for breeding 6 months old and over	..
151. All other pigs 6 months old and over	..
h) Poultry¹:	
152. Total number of fowl (chickens) on the date of the Census	..
153. Total number of ducks on this farm	..
154. Total number of geese on this farm	..
155. Total number of pigeons on this farm	..
156. Total number of turkeys on this farm	..
i) Bees:	
157. Number of hives on this farm on the date of the Census	..

¹ All fowls, including young chickens, should be included and similarly for other kinds. It is desirable that chickens and other young poultry should be given separately if possible.

III.—Appendix

Live-stock Production

The following questions are suggested for use in obtaining information relating to certain live-stock products directly from farmers.

a) Dairy products:		
Total amount of milk obtained in 1929 (or in 1929-1930):		
158. From cows	Lb. or gals.	..
159. From other animals	"	..
(Include milk fed to animals, consumed on farm, sold or otherwise disposed of (10 lb.=1 gall): Exclude milk taken by calves from the cows).		
160. Butter made on this farm	Lb.	..
161. Cheese made on this farm	..	..
b) Poultry Products:		
162. Eggs produced in 1929 (or in 1929-1930)	Nº	..
c) Wool:		
163. Number of sheep shorn in 1929 (or in 1929-1930) on this farm	Nº	..
164. Total weight of wool obtained (indicate whether in the grease or washed)	Lb.	..
d) Mohair:		
165. Total weight of mohair obtained (indicate whether in the grease or washed) in 1929 (or in 1929-1930)	Lb.	..
e) Honey:		
166. Honey obtained in 1929 (or in 1929-1930)	Lb.	..
f) Silkworms:		
167. Quantity of eggs prepared for incubation in 1929 (or in 1929-1930).	Ounces	..
168. Quantity of fresh cocoons produced in 1929 (or in 1929-1930)	Lb.	..

IV.—Supplementary Questions

All countries are urged to include in their Census of 1930 all the questions in the proposed standard form and also to provide for ascertaining live-stock production as set forth in the foregoing pages. Supplementary questions are suggested as being matters concerning which it is desirable that information be collected by as many countries as possible.

Many other interesting subjects are omitted to avoid burdening the Census with questions of minor importance, to lessen the expense, or because it was believed that the questions could not be answered satisfactorily. To this class belong questions relating to prices and values, live and dressed weight of animals, the consumption or disposition of farm products, farm facilities, and the like.

A.—Farm Tenure

	Acres
169. How many acres in this farm do you own (or are owned by one or more members of your family for the use of which you pay no rent, and for the management of which you receive no salary)?	..
170. How many acres in this farm do you rent from others:	
a) For cash?	..
b) For share of crops?	..
171. How many acres in this farm do you operate for others as a hired manager?	..
172. How many acres in this farm do you operate under a different form of tenure from that named in the preceding three questions?	
Form of tenure	..
<i>Note.</i> —The sum of the questions nos 169 to 172 inclusive should equal the total area of the farm, as indicated in question n° 5.	

B.—Farm Labour

In addition to the data relating to the number of permanently employed farm labourers provided for in Section C of the standard form, the following questions are suggested for such countries as desire to collect data regarding temporarily employed farm labourers, number of days worked on the farm, hours, wages and housing conditions:

a) Number of farm labourers temporarily employed on the date of the Census:

	Members of family of farm operator		Other persons	
	Male	Female	Male	Female
173. Under 15 years old	..	..	..	..
174. 15 years old and over	..	..	..	..

b) Total number of days worked on the farm during the agricultural year 1928-1929 (or 1929-1930):

By persons permanently employed	15 years old and over	{ 175. M. 176. F.	..
	177. Under 15 years old	..	..
By persons temporarily employed	15 years old and over	{ 178. M. 179. F.	..
	180. Under 15 years old	..	..

It is considered desirable that each country in reporting on the Census should furnish a brief statement in regard to any seasonal or exceptional variations existing at the time of the Census in regard to temporary labour, and should indicate at the same time the extent to which the figures collected could be regarded as representative.

c) Customary hours of hired labour per day on this farm:

	Hours
181. During the harvest period	..
182. During other periods	..

d) Wages of hired farm labour:

	In Summer		In Winter	
	Men	Women	Men	Women
I. Workers by the day:				
183. Average rate paid per hour	..	..	..	..
II. Workers by the month:				
184. Average amount paid in money per month per worker	..	..	..	..
185. Average amount paid in kind (food, fuel, lodging, etc.), estimated equivalent money value	..	..	..	..
<i>Note.</i> —The sum of n°s 184 and 185 should equal the total average monthly wage of the worker.				

e) Housing of hired farm labour and employees:

Of the total number of farm labourers and employers on this farm how many:

	Males	Females
I. Occupy a separate dwelling belonging to this farm:	..	..
186. As part of wages	..	..
187. Not as part of wages	..	..
II. Lodge on this farm:		
188. In the farmhouse with the farm operator	..	..
189. In dwellings designed for the accommodation of farm labourers	..	..
190. In other buildings or in other ways	..	..
191. III. Leave off or independently of this farm	..	..

C.— Drainage

	Acres
192. Area of land in this farm that is provided with permanent artificial drainage ditches, tiling, etc. (Include land drained by canals or ditches constructed to last several years and not obliterated annually by ploughing or washing, and surface or underground drains made of tile, brick, stone, and the like).	..

D.— Irrigation

193. If any part of this farm is irrigated, give total number of acres (Include only land that is supplied with water conducted through artificial canals, ditches or pipes from a higher level, or is raised from a lower level by means of pumps or other machines. Do not include the carrying of water by manual labour).	..
--	----

E.—Fertilisers

Fertilisers are an important factor of crop production, and in many countries it is desirable to obtain data with respect to the kinds and extent of their use. Two methods are suggested:

- a) By direct enquiry of farm operators in connection with the agricultural Census; and
- b) By enquiry of the manufacturers of fertilisers, dealers and inspectors of licensing bureaux of the national and provincial Governments.

F.—Farm Stocks

The ascertainment of stocks of agricultural products available at any given time is of primary importance to each nation, and to national and international commerce. The so-called visible stocks, *i.e.*, stocks in transit and in public warehouses, can be readily obtained, because they are concentrated and are a matter of record. The so-called invisible stocks, *i.e.*, stocks which are still in possession of the grower or the original buyer on farms or in private mills and warehouses, and which form a part of the total stocks, are exceedingly difficult to ascertain or to estimate.

It is therefore suggested that Governments should ascertain the stocks of agricultural products of commercial importance, such as grain, fibres, tobacco, coffee, tea, wool, and so forth, remaining unsold on the farms or in country mills, elevators, and warehouses, at the time the Census is taken. Such data would be exceedingly valuable as a basis for estimating the invisible stocks annually as an important element in the total stocks available.

G.—Farm Machinery

A subject in regard to which it is very desirable to collect information is the stock of farm machinery and equipment. This can be done by including in the schedule questions of the following character. The items can be expanded to meet the needs of the respective countries. It is desirable that the Institute should be informed of the items proposed to be collected by each country with a view to securing a measure of comparability between the different countries.

State the number of the following machinery on this farm on the date of the Census:

	N°
194. Ploughs	..
195. Harrows	..
196. Seeders	..
197. Harvesters	..
198. Threshers	..
199. Power machinery	..

H.—Nursery, Greenhouse and Hothouse Establishments

200. Total square feet under glass	Sq. ft.	..
201. Number of acres not under glass	Acres	..
202. Amount received during 1929 (or 1929-1930) from sale of young fruit trees, small fruit bushes and grape-vines	..	..
203. Amount received from sale of young forest and ornamental trees and shrubs	..	..
204. Amount received from sale of flowers and flowering plants	..	..
205. Amount received from sale of vegetables and vegetable plants	..	..

I.—Flowers (not under glass)

206. Grown mainly for sale (Report acres and tenths of an acre. Include areas planted mainly for sale. Do not include flowers grown mainly for seed, as reported under question n° 78 or flowers grown under glass, as reported under question n° 200).	Acres	..
--	-------	----

J.—Classification of Cattle

Recommendation is made to the various countries to obtain, where practicable, information as to the number of pedigree, crossbred, and native cattle of the principal breeds. For example, the following heading has been suggested by the Government of Uruguay:

Cattle	Pedigree (Registered)					Pure-bred without registry					Crossbred	Native	Total Cattle
	Hereford ¹	Durham	Polled Angus ¹	Dairy ¹	Others ¹	Hereford ¹	Durham ¹	Polled Angus	Dairy ¹	Others ¹			
1) Calves under 1 year old	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2) Heifers and cows 1 year and over:													
a) Kept for milk	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
b) Kept exclusively for reproduction	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
c) Others	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3) Bulls over 1 year	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4) Other cattle 1 year and over	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

¹ Each country will indicate its most important breeds.

K.—Domesticated Animals peculiar to Certain Countries

	Nº
(Report number on hand on the day of the Census).	
207. Camels:	
a) Under 1 year old	..
b) 1 year old and over	..
208. Llamas, guanacos, and vicuñas	..
209. Reindeer	..
210. Elephants:	
a) Under 1 year old	..
b) 1 year old and over	..
211. Buffaloes:	
a) Calves under 1 year of age	..
b) Young animals 1 to 2 years of age	..
c) All over 2 years of age	..
212. Ostriches	..
213. Fur-bearing animals (reared in captivity for fur or skins):	
a) Foxes	..
b) Skunks	..
c) Others	..
214. Hares and rabbits	..

Resolutions concerning the Census**Resolution adopted by the Seventh General Assembly (1924)**

The General Assembly:

Expresses once more its opinion as to the desirability of inducing all Governments to carry out a general agricultural Census on the same date and on a uniform plan.

The date might be fixed for 1930-1931.

It also calls the attention of the Permanent Committee to the importance of taking immediate steps to induce the adhering Governments to accept this proposal and of making a thorough study preparatory to drafting a well-considered programme to be submitted in 1926 to a meeting of specialists appointed by the Governments as members of their respective delegations to the General Assembly of 1926. This programme should then be communicated to the Governments.

Resolutions adopted by the Eighth General Assembly (1926)

The General Assembly:

Having considered the report of M. WAGNIÈRE on the World Agricultural Census (Report n° 9), the report of the Committee of the Scientific Council of the Institute (Annex to Report n° 9) and the report of the Statistical Committee of Experts attending the General Assembly of 1926 (Second Annex to Report n° 9), resolves:

1. To express its approval in principle of the revised Standard Form, as printed in the Second Annex to Report n° 9 and its concurrence in general with the views expressed by the two Committees above mentioned.

2. To invite the Permanent Committee:

- a) To circulate this Form to the Governments, together with such suitable explanatory and other notes as it may judge necessary, and to take such other steps as may be considered desirable with a view to inducing all the countries of the world to agree to take an agricultural Census on the lines indicated;
- b) To submit to the General Assembly of 1928 a report on the action taken together with memoranda and recommendations in regard to any questions which remain to be decided.

The General Assembly:

Having considered the suggestion of the delegate of the Netherlands, requests the Permanent Committee to consider the preparation of a general plan for estimating agricultural production, in order that such work may be carried out on the same lines in different countries with a view to accurate comparison. This work could be carried out in connection with the general agricultural Census proposed for the year 1930.

The General Assembly:

Considers that the collection of statistics as to the world's forest resources is of the greatest importance in view of the fact that the forest policy of all countries should be based on statistics which show the relative position of the supply and demand for timber throughout the world; and,

Invites the Forestry Congress to devote special attention to this question and to make recommendations for the guidance of the Institute, particularly with the object of ascertaining approximately the timber resources of countries where there is no organised forestry statistical service.

Resolution adopted by the International Forestry Congress

(Rome, April-May 1926)

The Congress:

Recognising the importance of forestry products as on a par with that of farm products, urges that the model form proposed for the World Agricultural Census should contain under the heading «Crops of 1929», a number for indicating the data as to the quantity of wood cut on the farm.

Resolution adopted by the World Economic Conference

(Geneva, May 1927)

The Conference considers it necessary that a better service of periodical agricultural statistics should be instituted, especially as regards live-stock and animal products.

The data collected by the International Institute of Agriculture show that, during the last twenty-five years, only thirty-seven countries, representing less than half the total area and about 30 per cent of the population of the world, have as yet proceeded to the compilation of an agricultural Census.

A world agricultural Census on the lines proposed by the International Institute of Agriculture would make it possible to give to the statistical data of the different countries a character of uniformity which up to the present they have lacked.

It is no less necessary to organise, nationally and internationally, the speedy transmission to agriculturists of information on harvests, stocks, consumption, and the movements of different commodities, these being important factors in the formation of prices. The monthly publication of indices of comparative prices of agricultural products and industrial products would prove of great value, as would indices of the principal elements of the costs of production of agricultural products.

(Final Report, The World Economic Conference, Geneva, May 1927, chapter 4, «Agriculture» page 48).

Recommendation of the Imperial Agricultural Research Conference

(London, October 1927)

The Committee recommend that the attention of the Governments of the British Empire should be drawn to the need of co-operating to the fullest possible extent in the project of the World Agricultural Census of 1930-1931. They desire to point out that this Census affords a unique opportunity of collecting comprehensive statistics relating to Empire agriculture.

Resolutions adopted by the Ninth General Assembly (1928)

The General Assembly:

1. Approves the Report of the Committee of Statisticians in regard to the World Agricultural Census.

2. Recommends that the Permanent Committee should modify the standard form so as to give effect to the recommendations contained in the Report.

3. Expresses its thanks to the International Education Board for the financial assistance it has given in connection with the World Agricultural Census, and hopes that the International Education Board will continue its assistance in future years so as to enable the work which has been so successfully begun to be brought to a satisfactory conclusion.

4. Finally, the General Assembly begs the countries which will supply to the Institute the results of their agricultural Census to add to their report notes explaining in detail the methods employed to obtain the information.

Convenção internacional sobre estatísticas económicas

PREAMBULO

O Presidente do Reich Alemão; o Presidente Federal da República da Austria; Sua Majestade o Rei da Bélgica; o Presidente dos Estados Unidos do Brasil; Sua Majestade o Rei da Grã-Bretanha, da Irlanda e dos Territórios Britânicos de Além-Mar, Imperador da Índia; Sua Majestade o Rei da Bulgária; Sua Majestade o Rei da Dinamarca; o Presidente da República Polaca, pela Cidade Livre de Dantzig; Sua Majestade o Rei do Egipto; o Governo da República da Estónia; o Presidente da República da Finlândia; o Presidente da República Francesa; o Presidente da República Helénica; Sua Alteza Sereníssima o Regente do Reino da Hungria; Sua Majestade o Rei da Itália; Sua Majestade o Imperador do Japão; o Presidente da República da Letónia; Sua Alteza Real a Grã-Duquesa do Luxemburgo; Sua Majestade o Rei da Noruega; Sua Majestade a Rainha dos Países Baixos; o Presidente da República Polaca; o Presidente da República Portuguesa; Sua Majestade o Rei da Roménia; Sua Majestade o Rei dos Sérvios, Croatas e Eslovenos; Sua Majestade o Rei da Suécia; o Conselho Federal da Suíça; o Presidente da República Checo-Eslovaca.

Reconhecendo que é de grande vantagem dispor de estatísticas que indiquem a situação e o movimento económicos do mundo no seu conjunto e nos diferentes países, e elaborar estas estatísticas sobre bases que permitam compará-las entre si;

Considerando que este objectivo não pode ser eficazmente atingido senão por uma acção simultânea e combinada, sob a forma de uma Convenção Internacional destinada a assegurar a preparação e publicação oficiais de diversas categorias de estatísticas económicas e a adopção geral de métodos uniformes para a elaboração de certos extractos estatísticos;

Designaram como seus Plenipotenciários para este efeito:

O Presidente do Reich Alemão:

O professor Dr. Ernst Wagemann, Presidente da Repartição de Estatística do Reich;
O Dr. Hans Platzner, Director da Repartição de Estatística do Reich;

O Presidente Federal da República da Austria:

M. Walter Breisky, antigo Vice-Chanceler, Presidente da Repartição de Estatística;
O Dr. Emil Ferdinand Rothe, Conselheiro Ministerial e Chefe do Serviço de Estatística Comercial do Ministério Federal do Comércio e Comunicações;
O Dr. Rudolph Riemer, Conselheiro áulico da Repartição Federal de Estatística;

Sua Majestade o Rei da Bélgica:

M. A. Julin, Secretário Geral do Ministério da Indústria, do Trabalho e da Providência Social;

O Presidente dos Estados Unidos do Brasil:

M. J. A. Barbosa Carneiro, Adido Comercial à Embaixada dos Estados Unidos do Brasil em Londres;
M. António Cavalcanti Albuquerque de Gusmão, Chefe de Secção da Direcção Geral de Estatística;

Sua Majestade o Rei da Grã-Bretanha, da Irlanda e dos Territórios Britânicos de Além-Mar, Imperador da Índia:

Pela Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, assim como todas as partes do Império Britânico não representadas separadamente na Sociedade das Nações:

Sir Sydney Chapman, K. C. B., C. B. E., Principal Conselheiro Económico do Governo de Sua Majestade na Grã-Bretanha.

Pela União Sul-Africana :

Mr. Daniel J. de Villiers, Adido Comercial da União Sul-Africana na Europa ;

Pelo Estado Livre da Irlanda :

Mr. Sean Lester, Representante do Estado Livre da Irlanda junto da Sociedade das Nações ;

Sua Majestade o Rei da Bulgária :

M. Dmitri Michaykoff, Professor na Universidade de Sofia, Presidente do Conselho Superior de Estatística do Reino, Deputado ;

Sua Majestade o Rei da Dinamarca :

M. Adolph Jensen, Director do Departamento de Estatística do Estado ;

O Presidente da República Polaca :

Pela Cidade Livre de Dantzig :

M. E. Szturm de Sztrem, Chefe de Divisão na Repartição Central de Estatística da Polónia ;

O Dr. Martin J. Funk, Director da Repartição de Estatística da Cidade Livre de Dantzig ;

Sua Majestade o Rei do Egipto :

Mr. James I. Craig, Secretário Financeiro do Ministério das Finanças ;
Henein Bey Henein, inspector do Departamento de Estatística e de Recenseamento.

O Govêrno da República da Estónia :

M. Albert Pullerits, Director da Repartição Central de Estatística ;

O Presidente da República da Finlândia :

O Dr. Rudolf Holsti, Delegado Permanente junto da Sociedade das Nações, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário junto do Conselho Federal Suíço ;

O Dr. Martti Kovero, Director da Repartição Central de Estatística ;

M. Werner Lindgren, Director da Repartição de Estatística da Direcção Geral das Alfândegas ;

O Presidente da República Francesa :

M. Huber, Director da Estatística Geral da França ;

M. Gayon, Chefe do Serviço de Estatística Comercial da Direcção Geral das Alfândegas ;

O Presidente da República Helénica :

M. D. Bikelas, Encarregado de Negócios em Berne ;

Sua Alteza Serenissima o Regente do Reino da Hungria :

M. Jules de Konkoly-Thege, Conselheiro Ministerial, Sub-Director da Repartição Central de Estatística ;

Sua Majestade o Rei da Itália :

O Dr. Corrado Gini, Presidente do Instituto Central de Estatística do Reino ;

Sua Majestade o Imperador do Japão :

M. Nobumi Ito, Director Adjunto da Repartição Imperial do Japão na Sociedade das Nações, Conselheiro de Embaixada ;

O Presidente da República da Letónia :

M. Charles Duzmans, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário, Delegado Permanente junto da Sociedade das Nações ;

Sua Alteza Real a Grã-Duquesa do Luxemburgo :

M. Charles Vermaire, Cônsul em Genebra ;

Sua Majestade o Rei da Noruega :

M. Gunnar Jahn, Director da Repartição Central de Estatística ;

Sua Majestade a Rainha dos Países Baixos :

O professor Dr. H. W. Methorst, Director Geral da Repartição de Estatística ;

O professor Dr. L. P. le Cosquino de Bussy, Director do Museu Comercial do Instituto Colonial ;

O Presidente da República Polaca:

M. E. Szturm de Sztrem, Chefe de Divisão da Repartição Central de Estatística;

O Presidente da República Portuguesa:

M. F. de Calheiros e Meneses, Chefe da Chancelaria Portuguesa junto da Sociedade das Nações;

M. C. A. Chambica da Fonseca, Chefe de Repartição da Direcção Geral de Estatística do Ministério das Finanças;

Sua Majestade o Rei da Roménia:

M. Constantin Antoniadu, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário junto da Sociedade das Nações;

Sua Majestade o Rei dos Sérvios, Croatas e Eslovenos:

M. Constantin Fotitch, Delegado Permanente junto da Sociedade das Nações;

O Dr. Max Birkovitch, Chefe de Secção da Direcção de Estatística do Estado;

M. Lazare Kostitch, Professor da Universidade;

Sua Majestade o Rei da Suécia:

M. K. I. Westman, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário junto do Conselho Federal Suíço;

O Conselho Federal Suíço:

M. W. Stucki, Director da Divisão de Comércio do Departamento Federal da Economia Pública;

O Dr. J. Lorenz, Professor Catedrático em Friburgo;

M. K. Acklin, Chefe da Secção de Estatística Comercial da Direcção Geral das Alfândegas;

O Presidente da República Checo-Eslovaca:

O Dr. J. Mráz, Conselheiro Ministerial da Repartição de Estatística;

O Dr. J. Ryba, Conselheiro da Repartição de Estatística;

O Dr. Horáček, Conselheiro do Ministério do Comércio;

Depois de terem mutuamente apresentado os seus plenos poderes, encontrados em boa e devida forma, convencionaram as disposições seguintes:

ARTIGO 1.º

1. As Altas Partes Contratantes obrigam-se a elaborar e a publicar, em relação a todas as partes dos territórios sob a sua administração, aos quais a presente Convenção se aplica, e nos diversos periodos estipulados, as categorias de estatísticas previstas no artigo seguinte.

2. Quanto às estatísticas previstas pela presente Convenção, todo o território que tenha uma organização especial pode ser considerado para as estatísticas assim elaboradas como constituindo uma unidade distinta. Nas estatísticas publicadas de acordo com a presente Convenção deverá ser especificado o território a que dizem respeito.

3. As obrigações definidas na presente Convenção ficam subordinadas às cláusulas de interpretação e às reservas que constam do Protocolo anexo a esta Convenção, assim como às reservas que em virtude das disposições do artigo 17.º poderão ser ulteriormente admitidas.

ARTIGO 2.º

As categorias de estatísticas a que se refere o artigo anterior são as seguintes:

I. — *Comércio externo:*

a) Apuramentos anuais e mensais da quantidade e do valor das importações e das exportações;

b) Apuramentos anuais e, se possível for, trimestrais, ou de preferência mensais, indicando a tonelagem líquida dos navios de cada nacionalidade empregados no comércio externo, entrados nos portos do país ou saídos destes portos.

II. — *Profissões:*

Censos da população por profissões, elaborados e publicados pelo menos uma vez em cada período de dez anos e referidos ao último ano de cada um destes periodos (isto é, a 1930, 1940, 1950, etc.) ou a um ano tanto quanto possível próximo deste.

III. — Agricultura, criação de gado, silvicultura e pesca:

A) Recenseamento geral da agricultura, efectuado, se fôr possível, uma vez em cada período de dez anos, de harmonia com as propostas do Instituto Internacional de Agricultura e, sendo possível, referido ao ano proposto por este último.

B) Extractos anuais indicando:

- 1) A distribuição das superfícies cultivadas pelas principais culturas, especificando, podendo ser, e nos casos em que nisso haja vantagem, tanto as superfícies semeadas ou plantadas como aquelas em que a colheita tenha sido já efectuada;
- 2) As quantidades recolhidas para estas culturas.

C) Apuramentos periódicos, possivelmente anuais, do número de cabeças de gado, indicando, se puder ser, o sexo e a idade.

D) Quanto aos países para os quais a produção de madeiras represente um valor económico, extractos periódicos dos recursos florestais indicando a superfície das florestas, se fôr possível, a sua densidade, o seu crescimento e o corte anuais. Far-se há aqui ainda a possível distinção das diferentes qualidades de madeiras.

E) Para os países em que a pesca constitua um ramo importante e organizado de actividade económica, extractos anuais fornecendo os dados seguintes: 1) quantidades desembarcadas dos produtos das principais pescarias marítimas e, se fôr possível, também das pescarias internas; 2) nacionalidade dos barcos pelos quais estes produtos sejam desembarcados; 3) número e categorias dos barcos nacionais empregados na pesca; 4) número de pessoas empregadas nestes barcos.

Sendo impossível organizar extractos completos, deverá indicar-se aproximadamente até que ponto eles são incompletos.

IV. — Minas e metalurgia:

Extractos (pelo menos anuais) das quantidades produzidas dos minerais e metais abaixo indicados, cuja produção tenha no País uma certa importância:

1) Minerais não metálicos:

Hulha (carvão betuminoso ou antracito), lignite e coque;
 Petróleo e gás natural;
 Nitratos;
 Fosfatos;
 Minerais potássicos;
 Enxôfre.

2) Minerais metálicos e metais:

a) Minerais:

Ferro	Alumínio	Estanho	Manganés
Cobre	Chumbo	Zinco	Níquel

b) Produtos de fundição (produção efectiva ou aproximada):

Ferro e aço	Estanho	Antimónio	Prata
Cobre	Zinco	Tungsténio	Ouro
Alumínio	Manganés	Molibdénio	Platina
Chumbo	Níquel	Bismuto	

V. — Indústria:

A) Apuramentos estatísticos, publicados em períodos regulares e ao menos uma vez em cada período de dez anos, se fôr possível:

a) Dos estabelecimentos industriais ou pelo menos daqueles duma certa importância; e

b) Dos estabelecimentos comerciais, se possível fôr.

Estas estatísticas poderão ser elaboradas, quer isoladamente, quer conjuntamente com um recenseamento da população ou com um recenseamento da produção industrial; elas indicarão especialmente:

- 1) O número de pessoas de cada sexo empregadas nestes estabelecimentos e, sendo possível, a sua distribuição pelas diferentes categorias profissionais, e ainda o número de adultos e de menores, indicando-se o limite de idade entre estas duas classes.

Podendo ser, calcular-se há igualmente o número de pessoas empregadas nos estabelecimentos não recenseados.

2) Para os estabelecimentos industriais, a potência nominal dos motores primários instalados, indicando quando possível: 1) os motores a vapor: 2) os motores de explosão ou de combustão interna: 3) os motores hidráulicos e a potência nominal dos motores eléctricos instalados, indicando se a energia eléctrica é produzida no próprio estabelecimento ou não. Em cada categoria deverão distinguir-se, se fôr possível, os motores normalmente utilizados e os motores inutilizados ou em reserva.

B) Apuramentos da produção industrial tam completos quanto fôr possível a cada país fornecê-los com um sufficiente grau de exactidão.

C) Séries estatísticas indicando, em períodos regulares, trimestrais ou de preferência mensais, as variações da actividade industrial nos ramos mais representativos da produção, quer em números absolutos, quer em números relativos, referidos a um período tomado para base das comparações.

VI.—*Números-índices dos preços:*

Números-índices:

a) Exprimindo o movimento geral dos preços por atacado, estabelecidos e publicados mensalmente;

b) Exprimindo o movimento geral do custo da vida, estabelecidos e publicados pelo menos trimestralmente.

Os índices do custo da vida poderão ser calculados quanto a uma só cidade ou para algumas cidades escolhidas de entre as mais representativas e consideradas separadamente ou em conjunto.

Cada publicação de números-índices deverá ser acompanhada de um pequeno relatório oficial donde constem os produtos cujos preços serviram de base à determinação destes números-índices, assim como a indicação dos métodos empregados.

Além dos índices, os preços por atacado das principais mercadorias deverão, tanto quanto possível, ser publicados nas mesmas épocas, em valor absoluto ou relativo.

ARTIGO 3.º

As Altas Partes Contratantes comprometem-se, a fim de facilitar a comparação das estatísticas do comércio externo dos diferentes países, a adoptar, para a elaboração desta categoria de estatísticas, os princípios enunciados na Parte I do Anexo I.

As Altas Partes Contratantes obrigam-se, além disso, na medida que lhes permitam os meios de investigação de que dispõem, a organizar, a título de ensaio, os quadros estatísticos especificados na Parte III do Anexo I.

ARTIGO 4.º

As Altas Partes Contratantes declaram aceitar, duma maneira geral, os princípios enunciados no Anexo II, no que respeita à organização das estatísticas das pescarias, e convencionam applicá-los tanto quanto possível nas suas respectivas estatísticas.

ARTIGO 5.º

As Altas Partes Contratantes declaram aceitar, duma maneira geral, os princípios que inspiraram o Anexo III, destinado, tanto quanto possível, a servir de base à elaboração das estatísticas da produção dos minerais e metais mencionados no artigo 2.º-IV, no caso de esta produção assumir no País uma importância nacional, e concordam em adoptar os mesmos princípios na hipótese de virem a estabelecer estatísticas da produção de outros minerais e metais.

ARTIGO 6.º

As Altas Partes Contratantes declaram aceitar, duma maneira geral, os princípios que serviram de base ao Anexo IV, adjunto à Convenção como tipo-modelo dum recenseamento da produção industrial, e concordam em estudar a possibilidade de adoptar destes mesmos princípios os que possam ser applicáveis, quando tratarem dum recenseamento completo ou parcial do tipo indicado no referido Anexo.

ARTIGO 7.º

As Altas Partes Contratantes declaram aceitar, duma maneira geral, os princípios enunciados no Anexo V, adjunto à Convenção a título de exemplo para a determinação de índices

da actividade industrial, e convencionam considerar a possibilidade de serem adoptados os mesmos princípios que forem applicáveis quando se estudar a elaboração com maior desenvolvimento dos índices da actividade industrial.

ARTIGO 8.º

1. Em reunião do Conselho da Sociedade das Nações será designada uma Comissão de Peritos Técnicos e de delegados dos Estados não membros da Sociedade das Nações representados na Conferência de Genebra, na proporção de um delegado por cada um desses Estados em nome dos quais hajam sido depositados os instrumentos de ratificação ou de adesão.

2. Além das funções especiais que lhe são atribuídas em virtude das disposições da presente Convenção e dos documentos anexos, a Comissão de Peritos a que se refere o parágrafo anterior deste artigo poderá apresentar todos os alvitres que se lhe afigurem úteis para o aperfeiçoamento ou desenvolvimento dos princípios e acordos estipulados na Convenção acerca das categorias de estatísticas que nesta são consideradas. Poderá igualmente emitir parecer sobre outras categorias de estatísticas de carácter análogo, cuja uniformidade internacional julgue vantajoso e possível assegurar. Apreciará todos os alvitres que, com o mesmo objectivo, lhe forem apresentados pelo Governo de qualquer das Altas Partes Contratantes. A Comissão de Peritos não emitirá parecer algum acerca das estatísticas que se refiram às finanças públicas ou privadas (dívida pública, receitas e despesas, banca, mercado monetário, bolsas, etc.). Sem prévio acôrdo com as instituições e organizações internacionais competentes não emitirá opinião alguma sobre as estatísticas referentes à agricultura, ao trabalho e aos transportes.

3. Se, em qualquer altura, pelo menos metade dos membros da Sociedade das Nações e dos Estados não membros em nome dos quais hajam sido depositados os instrumentos de ratificação ou de adesão manifestar o desejo de convocar uma Conferência para rever, e, possivelmente, ampliar a presente Convenção, solicitá-lo há do Conselho da Sociedade das Nações.

ARTIGO 9.º

As Altas Partes Contratantes convencionam que os seus serviços de estatística permutarão directamente os extractos por elles elaborados e publicados, em conformidade com as disposições da presente Convenção.

ARTIGO 10.º

Se entre duas ou mais Altas Partes Contratantes surgir qualquer discordância quanto à forma de interpretar ou aplicar as disposições da presente Convenção, e se esta discordância não puder ser regulada, quer directamente por elas, quer por outro meio de combinação amigável, as Partes poderão, de comum acôrdo, submeter a questão à Comissão de Peritos a que se refere o artigo 8.º, a fim de ser amigavelmente solucionada.

Neste caso, a Comissão poderá convidar as Partes a apresentar-lhe, oralmente ou por escrito, os seus pontos de vista e emitirá parecer consultivo sobre o ponto em litígio.

ARTIGO 11.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes pode declarar, no momento da assinatura da ratificação ou da adesão, que a sua anuência à presente Convenção não importa compromisso algum no que respeita às suas colónias, no seu conjunto ou a qualquer delas, bem como a protectorados, territórios de além-mar ou territórios sujeitos à sua soberania ou seu mandato; neste caso a presente Convenção não será applicável aos territórios mencionados numa tal declaração.

Cada uma das Altas Partes Contratantes poderá ulteriormente notificar ao Secretário Geral da Sociedade das Nações que deseja tornar a presente Convenção extensiva a todos ou a qualquer dos seus territórios que hajam sido mencionados na declaração prevista na alínea precedente; neste caso a Convenção começará a ser applicável aos territórios indicados na notificação um ano depois de esta ter sido recebida pelo Secretário Geral da Sociedade das Nações.

Igualmente, cada uma das Altas Partes Contratantes pode, em qualquer altura, depois do expirado o prazo de cinco anos estipulado no artigo 16.º, declarar que deseja que termine a applicação da presente Convenção a todas ou a qualquer das suas colónias, protectorados, territórios de além-mar ou territórios sujeitos à sua soberania ou ao seu mandato; neste caso a Convenção deixará de ser applicável aos territórios incluídos nessa declaração seis meses depois do seu recebimento pelo Secretário Geral da Sociedade das Nações.

O Secretário Geral da Sociedade das Nações comunicará a todos os membros deste organismo internacional e aos Estados não membros, a que se refere o artigo 12.º, as declarações e notificações recebidas em harmonia com o disposto neste artigo.

ARTIGO 12.º

A presente Convenção, cujos textos em francês e inglês farão igualmente fé, será datada de hoje; poderá ser assinada, até trinta de Setembro de mil novecentos e vinte e nove, em nome de qualquer membro da Sociedade das Nações e de qualquer Estado não membro representado na Conferência de Genebra ou daqueles a quem o Conselho da Sociedade das Nações tiver transmitido, para esse efeito, um exemplar da referida Convenção.

Esta Convenção será ratificada. Os instrumentos de ratificação serão enviados ao Secretário Geral da Sociedade das Nações, que notificará a sua recepção a todos os membros da Sociedade assim como aos Estados não membros a que se refere a alínea anterior.

ARTIGO 13.º

A partir de um de Outubro de mil novecentos e vinte e nove poder-se há aderir à presente Convenção em nome de qualquer membro da Sociedade das Nações ou de qualquer Estado não membro nos termos do artigo 12.º

Os instrumentos de adesão serão transmitidos ao Secretário Geral da Sociedade das Nações, que notificará a sua recepção a todos os membros da Sociedade e aos Estados não membros mencionados no artigo 12.º

ARTIGO 14.º

A presente Convenção entrará em vigor noventa dias depois da data do recebimento das ratificações ou adesões, em nome de dez membros da Sociedade das Nações ou Estados não membros, pelo menos, no Secretariado Geral da Sociedade das Nações.

ARTIGO 15.º

Cada ratificação ou adesão recebida depois da entrada em vigor desta Convenção, nos termos do disposto no artigo 14.º, só produzirá os seus efeitos noventa dias depois da data da sua recepção pelo Secretário Geral da Sociedade das Nações.

ARTIGO 16.º

Decorrido um prazo de cinco anos, a contar da sua entrada em vigor, de harmonia com o artigo 14.º, a presente Convenção poderá ser denunciada por escrito, sendo o instrumento de denúncia depositado em poder do Secretário Geral da Sociedade das Nações. A denúncia produzirá efeitos seis meses depois de ter sido recebida pelo Secretário Geral e só terá validade quanto ao membro da Sociedade das Nações ou Estado não membro em nome do qual tenha sido depositado o respectivo instrumento.

O Secretário Geral notificará a denúncia a todos os membros da Sociedade e aos Estados não membros a que alude o artigo 12.º

Se, depois de denúncias simultâneas ou sucessivas, o número dos membros e dos Estados não membros da Sociedade, ligados pelas disposições da presente Convenção, se achar reduzido a um número inferior a dez, a Convenção considerar-se há derogada.

ARTIGO 17.º

As Altas Partes Contratantes declaram aceitar as reservas feitas à aplicação da presente Convenção, tais como estão formuladas no Protocolo anexo à Convenção e quanto aos países que aí são nomeadamente designados.

Os Governos dos países que estão dispostos a aderir à Convenção em virtude do artigo 13.º, mas que desejam ser autorizados a apresentar reservas à aplicação da Convenção, poderão informar do seu propósito o Secretário Geral da Sociedade das Nações. Este comunicará imediatamente essas reservas aos Governos de todos os países em nome dos quais hajam sido depositados os instrumentos de ratificação ou de adesão, inquirindo se têm quaisquer objecções a fazer-lhes. Se dentro do prazo de seis meses, a contar da data desta comunicação, não fôr recebida objecção alguma de qualquer país, a reserva em questão considerar-se há accite.

ARTIGO 18.º

A presente Convenção será registada pelo Secretário Geral da Sociedade das Nações na data da sua entrada em vigor.

Em fé do que os Plenipotenciários abaixo mencionados assinaram a presente Convenção.

Feita em Genebra, em catorze de Dezembro de mil novecentos e vinte e oito, num só exemplar, que ficará depositado nos arquivos do Secretariado da Sociedade das Nações, e cujas

cópias autênticas serão entregues a todos os Membros da Sociedade e aos Estados não Membros, indicados no artigo 12.º

ALEMANHA

WAGEMANN
DR. PLATZER

ÁUSTRIA

W. BREISKY
DR. ROTH
RIEMER

BÉLGICA

Em conformidade com o artigo 11.º da Convenção, a Delegação Belga declara, em nome do seu Governo, não poder aceitar, pelo que respeita à colónia do Congo Belga, as obrigações resultantes das cláusulas da presente Convenção.

A. JULIN

ESTADOS UNIDOS DO BRASIL

J. A. BARBOSA CARNEIRO
A. CAVALCANTI ALBUQUERQUE DE GUSMÃO

GRÃ-BRETANHA E IRLANDA DO NORTE (assim como todas as partes do Império Britânico não representadas separadamente na Sociedade das Nações):

Declaro que a minha assinatura não obriga nenhuma das colónias, protectorados ou territórios colocados sob a soberania ou mandato de Sua Majestade Britânica.

S. J. CHAPMAN

UNIÃO SUL-AFRICANA

DAN. J. DE VILLIERS

ESTADO LIVRE DA IRLANDA

SEAN LESTER

BULGÁRIA

D. MICHAYKOFF

DINAMARCA

Em conformidade com o artigo 11.º, a Groenlândia é exceptuada do disposto na presente Convenção.

Além disso, o Governo Dinamarquês, aceitando a Convenção, não assume obrigação alguma no que respeita às estatísticas referentes às Ilhas Féroé.

ADOLPH JENSEN

CIDADE LIVRE DE DANTZIG

E. SZTUM DE SZTREM
DR. MARTIN J. FUNK

EGIPTO

JAMES I. CRAIG
HENEIN G. HENEIN

ESTÓNIA

Ad referendum
ALBERT FULLERITS

FINLÂNDIA

RUDOLF HOLSTI
MARTTI KOVERO
WERNER LINDGREN

FRANÇA

No momento de assinar a presente Convenção, a França declara que, aceitando-a, não assume obrigação alguma quanto ao conjunto das suas colónias, protectorados e territórios sob a sua soberania ou mandato.

M. HUBER
GAYON

GRÉCIA

Ad referendum
D. BIKELAS

HUNGRIA

JULES DE KONKOLY-THÉGE

ITÁLIA

Pela accitação da presente Convenção, a Itália não assume obrigação alguma no que respeita às suas colónias, protectorados e outros territórios mencionados no artigo 11.º, alínea 1.ª

CORRADO GINI

JAPÃO

Em virtude do disposto no artigo 11.º da presente Convenção, o Governo Japonês declara que a sua assinatura não obriga os territórios abaixo mencionados: Chosen, Taiwan, Karafuto, o território arrendado de Kwantung, bem como os territórios sobre os quais o Japão exerce o seu mandato.

ITO

LETÓNIA

Ad referendum
CHARLES DUZMANS

LUXEMBURGO

CH. G. VERMAIRE

NORUEGA

GUNNAR JAHN

PAÍSES BAIXOS

Pela assinatura da presente Convenção, os Países Baixos não assumem obrigação alguma quanto às Índias Neerlandesas, a Surinam e a Curaçao.

H. W. METHORST
L. P. DE BUSSY

POLÓNIA

E. SZTUM DE SZTREM

PORTUGAL

Nos termos do disposto no artigo 11.º, a Delegação Portuguesa declara, em nome do seu Governo, que a presente Convenção não é aplicável às colónias portuguesas.

F. DE CALHEIROS E MENESES
CASIMIRO ANTÓNIO CHAMBICA DA FONSECA

ROMÉLIA

C. ANTONIADE

REINO DOS SÉRVIOS, CROATAS E ESLOVENOS

CONST. FOTITCH
DR. MAX BIRKOVITCH
LAZARE M. KOSTITCH

SUÉCIA

K. I. WESTMAN

SUÍÇA

W. STUCKI
J. LORENZ
K. ACKLIN

TCHECO-ESLOVÁQUIA

DR. JOS MRÁZ
DR. JOSEF RYBA
CYRIL HORÁČEK

PROTOCOLO

No momento de procederem à assinatura da Convenção datada de hoje, os Plenipotenciários abaixo assinados declaram aceitar, no que se refere às diversas disposições da Convenção, a interpretação estipulada na primeira parte do presente Protocolo, e aceitar igualmente as reservas formuladas nos termos do artigo 17.º da mesma Convenção, as quais vão consignadas na segunda parte deste Protocolo.

I

Fica entendido:

1. Que nenhuma disposição da presente Convenção será interpretada como limitando ou afectando a competência do Instituto Internacional de Agricultura.

2. Que nenhuma disposição da presente Convenção obriga a elaborar ou publicar dados que acarretem a divulgação de informações relativas a qualquer estabelecimento particular.

3. Que cada uma das Altas Partes Contratantes poderá, em caso de força maior ou de acontecimentos graves que ameacem a segurança do Estado, suspender excepcionalmente, por um período tam breve quanto possível e na medida que as circunstâncias o exigirem a, aplicação das disposições desta Convenção.

4. Que as disposições do artigo 2.º—I, a), não tornam obrigatória a indicação das quantidades no caso de categorias especiais de mercadorias quando esta indicação não apresente qualquer utilidade prática sob o ponto de vista estatístico.

5. Que nos apuramentos mensais exigidos pelo artigo 2.º—I, a):

a) A enumeração dos produtos e os dados correspondentes podem ser mencionados de uma maneira abreviada;

b) As informações fornecidas em relação aos casos em que o comércio externo dum país seja relativamente pouco importante podem ter um carácter sumário.

6. Que as propostas do Instituto Internacional de Agricultura, indicadas na alínea A) do artigo 2.º—III, são as aprovadas pela nona Assembleia Geral do Instituto e reproduzidas, a título documentário, no Anexo VI, e que, no caso de a Assembleia Geral do Instituto Internacional de Agricultura modificar estas propostas, as Altas Partes Contratantes terão a faculdade de adoptar ou não essas alterações.

7. Que o estipulado nas alíneas B) e C) do artigo 2.º—V não deve considerar-se como excluindo o emprêgo de avaliações no caso das pequenas empresas.

8. Que o disposto nas alíneas B) e C) do artigo 2.º—V obriga as Altas Partes Contratantes a empregar os seus melhores esforços para conseguirem publicar números representativos, mas que, no entanto, num país de pequeno desenvolvimento industrial, pode ser impraticável a elaboração de estatísticas detalhadas.

9. Que, nos países onde não seja possível a determinação mensal dos números-índices dos preços por atacado, por virtude de condições locais, como a extensão do território, o carácter disseminado das indústrias e a distância que separe os centros industriais dos mer-

cados respectivos, considerar-se há como satisfazendo ao preceituado no artigo 2.º — VI a publicação trimestral dos mesmos números-índices.

II

São aceites as reservas abaixo enunciadas:

1. — ARTIGO 2.º — III, B)

Turquia: Os apuramentos previstos neste parágrafo serão elaborados e publicados pela Turquia em períodos tanto quanto possível próximos, sem que fique obrigada porém a fazê-lo anualmente.

União Sul-Africana: Os extractos não conterão informações respeitantes à superfície cultivada nas explorações indígenas e nas reservas indígenas, aos domínios dos pretos e aos centros de missões.

2. — ARTIGO 2.º — III, E)

Brasil: Estas disposições não serão aplicáveis ao Brasil.

3. — ARTIGO 2.º — IV, parágrafo 2), a)

Japão: A escolha dos minerais será do livre arbítrio do Governo Japonês.

4. — ARTIGO 2.º — V, B), C)

Cidade Livre de Dantzig, Grécia, Portugal, Turquia: Os extractos a que se referem estas alíneas não serão obrigatórios.

5. — ARTIGO 2.º — VI

Portugal: A publicação mensal dos números-índices não será obrigatória num futuro imediato.

6. — ARTIGO 3.º — alínea 2)

México, Turquia: Esta alínea será considerada, não como uma obrigação, mas como uma recomendação.

Em fé do que os abaixo assinados firmaram com a sua assinatura o presente Protocolo.

Feito em Genebra, em catorze de Dezembro de mil novecentos e vinte e oito, num só exemplar, que será depositado no arquivo do Secretariado da Sociedade das Nações e do qual se tirarão cópias autênticas para serem entregues a todos os membros da Sociedade das Nações e a todos os Estados não membros representados na Conferência.

ALEMANHA

WAGEMANN
DR. PLATZER

ÁUSTRIA

W. BREISKY
DR. ROTHE
RIEMER

BÉLGICA

A. JULIN

ESTADOS UNIDOS DO BRASIL

J. A. BARBOSA CARNEIRO
A. CAVALCANTI ALBUQUERQUE DE GUSMÃO

GRA-BRETANHA E IRLANDA DO NORTE (assim como todas as partes do Império Britânico não representadas separadamente na Sociedade das Nações):

S. J. CHAPMAN

UNIÃO SUL-AFRICANA

DAN. J. DE VILLIERS

ESTADO LIVRE DA IRLANDA

SEAN LESTER

BULGÁRIA

D. MICHAYKOFF

DINAMARCA

ADOLPH JENSEN

CIDADE LIVRE DE DANTZIG

E. SZTUM DE SZTREM
DR. MARTIN J. FUNK

EGIPTO

JAMES I. CRAIG
HENEIN G. HENEIN

ESTÓNIA

Ad referendum
ALBERT PULLERITS

FINLÂNDIA

RUDOLF HOLSTI
MARTTI KOVERO
WERNER LINDGREN

FRANÇA

M. HUBER
M. GAYON

GRÉCIA

D. BIKELAS

HUNGRIA

JULES DE KONKOLY-THEGE

ITÁLIA

CORRADO GINI

JAPÃO

ITO

LETÓNIA

Ad referendum
CHARLES DUZMANS

LUXEMBURGO

CH. G. VERMAIRE

NORUEGA

GUNNAR JAHN

PAÍSES BAIXOS

H. W. METHORST
L. P. DE BUSSY

POLÓNIA

E. SZTUM DE SZTREM

PORTUGAL

F. DE CALHEIROS E MENESES
CASIMIRO ANTÓNIO CHAMBICA DA FONSECA

ROMÉNIA

C. ANTONIADE

REINO DOS SÉRVIOS, CROATAS E ESLOVENOS

CONST. FOTITCH
DR. MAX BIRKOVITCH
LAZARE M. KOSTITCH

SUÉCIA

K. I. WESTMAN

SUÍÇA

W. STUCKI
J. LORENZ
K. ACKLIN

TCHECO-ESLOVÁQUIA

DR. JOS MRÁZ
DR. JOSEF RYBA
CYRIL HORÁČEK

ANEXO I

Estatísticas do comércio externo

(Ver artigo 3.º)

PARTE I

I. As estatísticas do comércio externo serão elaboradas segundo um dos métodos indicados abaixo:

a) *Quando os extractos do comércio especial são estabelecidos em separado ou paralelamente com os extractos do comércio geral:*

As importações especiais compreenderão todas as mercadorias declaradas para o consumo interno no território a que as estatísticas se refiram, assim como todas as mercadorias declaradas (nas condições normais do regime de admissão temporária) para sofrerem uma transformação, reparação ou complemento de mão de obra. A reembalagem, o reassortimento e a mistura não constituem uma transformação ou um complemento de mão de obra.

As exportações especiais compreenderão todas as exportações de mercadorias produzidas no interior do território estatístico do país ou nacionalizadas.

Por mercadorias nacionalizadas entender-se hão as mercadorias importadas postas à livre disposição dos importadores depois de haverem sido liquidados quaisquer direitos de que sejam passíveis, ou que tenham recebido a transformação, reparação ou complemento de mão de obra em virtude do que haviam sido admitidas com isenção temporária.

O comércio especial de importação e de exportação não deve compreender qualquer parte do comércio de trânsito, tal como ele é definido no parágrafo V, 3, abaixo.

O comércio geral compreende: na importação, tudo o que chega dos territórios não compreendidos no território estatístico; na exportação, tudo o que sai do território estatístico para um destino exterior. Todavia são excluídas as mercadorias em trânsito directo, assim como as mercadorias apenas transbordadas nos portos, sob a fiscalização das alfândegas.

Os comércios: 1) de trânsito indirecto; 2) de trânsito directo (compreendendo os transbordos) serão indicados, por países, em quadros separados. As quantidades destas mercadorias serão expressas em peso bruto; em caso de impossibilidade, qualquer outra base poderá ser adoptada, inclusive a do valor, contanto que os extractos indiquem qual o método empregado.

Quando as mercadorias sujeitas ao regime de admissão temporária sejam mencionadas em quadros especiais, o valor de cada categoria de mercadorias (segundo o caso, valor original dos objectos ou valor original adicionado do valor do trabalho e do material) deve ser indicado à entrada e à saída.

b) Quando os extractos de importação se refiram apenas ao comércio global e as reexportações sejam também indicadas:

As importações globais corresponderão à definição, dada na alínea a), do comércio geral de importação.

As exportações e reexportações figurarão separadamente.

As exportações compreenderão todas as saídas: 1) de mercadorias produzidas no interior do território estatístico; 2) de mercadorias vindas de fora, que hajam sofrido neste território transformações, reparações ou complemento de mão de obra.

As reexportações compreenderão todas as mercadorias importadas no território estatístico (com excepção do trânsito directo e das mercadorias transbordadas nos portos sob a fiscalização das alfândegas) e posteriormente exportadas sem terem recebido quaisquer transformações, reparações ou complemento de mão de obra.

A reembalagem, o reassortimento ou a mistura não constituem transformação ou complemento de mão de obra.

O comércio de trânsito directo (compreendidos os transbordos) será objecto de extractos separados, elaborados nas condições estabelecidas na alínea precedente a).

Quando, para as mercadorias sujeitas ao regime de admissão temporária, se organizem quadros especiais, o valor de cada categoria de mercadorias deve ser indicado nas condições já estipuladas na alínea a).

II. Será mantido ou estabelecido o sistema chamado «dos valores declarados», isto é, dos valores indicados pelos importadores e pelos exportadores (ou seus agentes devidamente acreditados) para cada transacção particular. Além disso, a fim de se assegurar a exactidão das estatísticas do comércio externo, estes valores serão submetidos a uma verificação e fiscalização sistemáticas.

III.— a) Para este efeito serão utilizados os valores na fronteira de exportação (fronteira terrestre ou fronteira marítima, segundo o caso), isto é, para as importações, o valor no ponto de partida acrescido das despesas de transporte e seguro desde aqui até a fronteira de importação, e, para as exportações, o valor franco a bordo ou franco sobre vagão na fronteira.

Na importação, os direitos de entrada, impostos internos e taxas semelhantes estabelecidos pelo país importador são excluídos dos valores. Na exportação, os direitos de saída são nêles encorporados, assim como os impostos internos e taxas semelhantes fixados pelo país exportador, desde que eles fiquem efectivamente pesando sobre as mercadorias exportadas.

b) Quando um país tributa *ad valorem* as mercadorias importadas ou exportadas, o valor calculado para efeito deste imposto, em conformidade com os métodos prescritos na legislação fiscal do país, pode ser utilizado nas estatísticas de importação ou de exportação, mesmo se ele diferir do valor definido acima na alínea a). Do mesmo modo, os valores calculados pelos mesmos métodos podem ser empregados para as mercadorias isentas de direitos ou sujeitas a direitos especiais. Os países que adoptam sistemas fiscais deste género devem indicar claramente, nas estatísticas, o método empregado para a determinação dos valores e apresentar, pelo menos anualmente, uma avaliação, detalhada, podendo ser, dos valores calculados segundo os princípios enunciados na alínea precedente.

IV. Deverá fixar-se a unidade ou unidades de medida em que se exprimem as quantidades de cada mercadoria: de peso, comprimento, superfície, capacidade, etc.

Quando a quantidade for expressa por meio de uma ou mais unidades de medida além do peso, os resumos anuais indicarão o peso médio aproximado de cada unidade ou múltiplo dela.

Quanto ao peso, deve precisar-se o sentido de algumas expressões, como: «peso bruto», «peso líquido», «peso líquido legal», tendo em vista os diversos sentidos que aos mesmos termos podem ser dados, conforme as diferentes categorias de mercadorias a que se referem.

V. — 1. Por território estatístico de um país entender-se há todo o território aduaneiro, todos os entrepostos e depósitos alfandegados ou sob a fiscalização da alfândega, e todos os portos francos e zonas francas pertencentes a êsse país.

2. Quando dois ou mais países constituam uma união aduaneira e publiquem estatísticas comerciais relativas a esta, considerar-se há como território estatístico o conjunto dos territórios de todos os países que façam parte da união.

Estas convenções não impedem os mesmos países de publicar estatísticas em separado que digam respeito às regiões não limítrofes dos seus territórios estatísticos, em lugar de estatísticas referentes ao conjunto do território aduaneiro, se êste compreender territórios não contíguos.

3. Por trânsito, entender-se há o total do comércio do trânsito directo e indirecto, a seguir definido.

O comércio de trânsito directo compreenderá todas as mercadorias que atravessem o território estatístico, já definido, com o fim exclusivo do transporte, sem serem colocadas à livre disposição dos importadores ou nos entrepostos.

O comércio de trânsito indirecto compreenderá todas as mercadorias provenientes dos territórios situados fora do território estatístico do país acima definido, que, dando entrada nos entrepostos e armazéns alfandegados reais ou fictícios, são posteriormente exportadas sem que hajam sido postas à livre disposição dos importadores ou sofrido qualquer transformação, reparação ou complemento de mão de obra além da reembalagem, do reassortimento ou da mistura.

VI. Os territórios estatísticos indicados nos apuramentos do comércio por países, prescritos pela presente Convenção, deverão corresponder à relação dos territórios que consta da parte II dêste Anexo.

Cada uma das Altas Partes Contratantes poderá, em qualquer ocasião, solicitar do Secretário Geral da Sociedade das Nações que tome as providências necessárias no sentido de ser alterada a parte II dêste Anexo, em virtude das modificações que tenham ocorrido.

A Comissão do Peritos prevista no artigo 8.º da Convenção estabelecerá, o mais depressa possível após a sua constituição, a lista mínimo dos territórios estatísticos isolados ou agrupados que devam ser especificados nas estatísticas do comércio externo por países, ficando no entanto cada um dêles com a faculdade de substituir uma ou mais das regiões mencionadas nessa lista mínimo pela relação completa das regiões correspondentes, que constam da parte II do presente Anexo.

Nos quadros estatísticos que indiquem, para as diversas mercadorias, os principais países com que o seu comércio é feito, poder-se hão agrupar, sob a designação «Outros países», sem mais detalhes, aqueles cujo comércio não tenha importância de maior.

As mercadorias consignadas em conhecimento, com a faculdade de opção de descarga, ou «à ordem», serão indicadas em separado como consignadas «à ordem».

VII. Em virtude da particular importância que a exactidão das estatísticas monetárias apresenta, organizar-se hão quadros especiais que indiquem em valor e em pêsos as importações e as exportações: 1) de ouro amoldado; 2) de ouro em barra, nas condições admitidas nos regulamentos bancários, e 3) sob outras formas.

VIII. No caso dos países para os quais o comércio de combustível para navios apresente uma real importância, organizar-se hão extractos indicando as quantidades (e, possivelmente, os valores), aproximadas ou exactas, do carvão e outros combustíveis para navios, fornecidos nos portos do país para consumo próprio dos navios que servem o comércio externo. Os números relativos aos navios nacionais e aos navios estrangeiros serão, sendo possível, indicados separadamente. Quanto aos portos fluviais, o comércio de combustível para navios não será mencionado senão no caso de assumir uma certa importância.

IX. Os apuramentos do comércio externo, previstos pela presente Convenção:

1.º Não devem abranger:

- a) Na exportação, os abastecimentos dos navios nacionais;
- b) Na importação, os produtos da pesca que são considerados como produção nacional pelo país onde são desembarcados.

2. Podem não compreender:

- a) As importações e exportações, quer a título temporário, quer a título definitivo, de todas as mercadorias que não sejam objecto de transacções comerciais;
- b) Na exportação, os abastecimentos dos navios estrangeiros;
- c) As mercadorias importadas e exportadas em quantidades bastante restritas para serem consideradas insignificantes em relação ao movimento geral do comércio destas mercadorias.

X. Os apuramentos do comércio externo, a que se refere a presente Convenção, serão referidos a cada ano civil (1 de Janeiro a 31 de Dezembro) e aos meses do calendário.

No entanto, pode qualquer dos países, a que a presente Convenção se aplica, adoptar, além dêste, um ano estatístico diferente do ano civil.

PARTE II

Lista dos países

(Territórios estatísticos)

Nota.—As inclusões indicadas na coluna «A compreender» não são completas senão quando precedidas da palavra «Abrangendo».

N.º	País (território estatístico)	A compreender
Europa		
1	Albânia.	
2	Alemanha	Jungholz e Mittelberg («exclaves» aduaneiras da Austria). <i>Não incluindo</i> Saar, Heligoland e «exclaves» aduaneiras de Baden.
3	Heligoland.	
4	«Exclaves» aduaneiras de Baden.	
5	Andorra.	
6	Áustria	<i>Não incluindo</i> Liechtenstein, Jungholz (no Tirol) e Mittelberg (no Vorarlberg).
7	Belgo-luxemburguesa (União económica) . .	<i>Abrangendo</i> : a) Bélgica; b) Luxemburgo.
8	Bulgária.	
9	Dinamarca	<i>Excluindo</i> Groenlândia e as Ilhas Farøer.
10	Ilhas Farøer.	
	Dantzig (Cidade livre de). Ver n.º 26.	
11	Espanha	<i>Não compreendendo</i> as Ilhas Canárias, Ceuta e Andorra.
12	Estónia.	
13	Finlândia.	
14	França	Mónaco, Saar. <i>Não compreendendo</i> a Argélia e Andorra.
15	Grécia	Creta, Samos, Lemnos, Chios, Mitilene, Mont-Athos.
16	Hungria.	
17	Irlanda (Estado Livre da).	
18	Islândia.	
19	Itália	Fiume, Zara e San Marino. <i>Excluindo</i> as ilhas do mar Egeu.
20	Ilhas italianas do mar Egeu	<i>Abrangendo</i> Rodas, Cos, Leros, Kalymnos, Symi, Scarpanto, Castelrosso e algumas outras.
21	Letónia.	
22	Lituânia	Memel (Klaipeda).
	Luxemburgo. Ver n.º 7.	
23	Noruega	<i>Excluindo</i> Spitzberg.
24	Spitzberg (Svalbard)	As ilhas adjacentes.
25	Países Baixos.	
26	Polónia-Dantzig	<i>Abrangendo</i> : a) Polónia; b) Cidade Livre de Dantzig.
27	Portugal	Madeira e Açores. <i>Excluindo</i> as ilhas de Cabo Verde.
28	Roménia.	
29	Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte.	<i>Abrangendo</i> a Inglaterra, Escócia, País de Gales e a ilha de Man.
30	Ilhas anglo-normandas.	
31	Gibraltar.	
32	Malta	Gozo e Comino.

N.º	Pais (território estatístico)	A compreender
	Saar. Ver n.º 14.	
33	Sérvios, Croatas e Eslovenos (Reino dos).	
34	Suécia.	
35	Suiça	Liechtenstein.
36	Checo-Eslováquia.	
37	Turquia	<i>Abrangendo :</i> a) Turquia da Europa; b) Turquia asiática (incluindo Imbros, Tenedos e ilhas dos Coelhoos).
38	União das Repúblicas Soviéticas Socialistas (Rússia).	<i>Abrangendo :</i> a) A parte europeia da República Socialista Federal dos Soviotes da Rússia (isto é, a oeste dos Urais), mais as R. S. S. da Rússia Branca e da Ucrânia; b) A parte asiática da R. S. F. S. R. (isto é, a leste dos Urais), mais as R. S. S. da Transcaucásia (Arménia, Geórgia e Azerbaijão), do Turkmenistão (R. S. S. turcomena-Ashkhabad, Merv., etc.) e de Uzbekistão (R. S. S. Uzbeg — Samarcanda, etc.).

Ásia

39	Afganistão.	
40	Bhoutan.	
41	China	Kouan-Toung (território arrendado ao Japão — Dairen, etc.) Tien-Tsin (concessão italiana), Manchuria, Sin-Kiang (Kouldja, Kachgaria e Turkestão chinês) e Kiao-Tchéou (Tsingtao). <i>Não compreendidas</i> as possessões e concessões britânicas, francesas e portuguesas, a Mongólia, o Tibet e o Sikkim.
42	Mongólia	Abrangendo a Mongólia central e a Mongólia do exterior ou do noroeste (Ourga, etc.).
43	Hadramaut.	
44	Hedjaz e Nejd.	
45	Irak.	
46	Japão	Karafuto (Sakhalina japonesa), arquipélago das Kuriles (Tchishima) e Okinawa (arquipélago de Luchu ou Riu-Kiu). <i>Não compreendendo</i> Coreia, Formosa, Kwan-Tung e as ilhas do Pacífico sob o mandato japonês.
47	Coreia (ou Chosen).	
48	Formosa (ou Taiwan)	Ilhas dos Pescadores (Bokoto).
49	Koweit.	
50	Nepal.	
51	Oman.	Guadar.
52	Palestina	Transjordânia.
53	Pérsia.	
54	Sião.	
55	Síria	<i>Abrangendo</i> Síria, Grande Líbano, território Alaouite e Djebel Druse.
56	Tibet.	
57	Yemen.	
	<i>Domínios, colónias, etc., britânicos :</i>	
58	Aden	Protectorado de Aden, Perin e as ilhas Kuria-Muria. <i>Excluindo</i> Socotorá.
59	Bahreïn (ilhas).	
60	Bornéo do Norte britânico.	
61	Brunei.	
62	Ceilão	Ilhas Maldivas.
63	Chipre.	

N.º	País (território estatístico)	A compreender
64	Hong-Kong	Novos territórios. Antigo Kowloon e novo Kowloon.
65	Índia	Birmânia; Beluchistan; Estados (indígenas) Indianos; Estados fronteiriços e territórios de tribos (Las Bela, Khelat, Tirah, Malakand, Dir, Swat, Vajaur, Shitral, Buner, Khyber, Kurram, Waziristan, Sikkim, Towang, Naga e Mishmi Hills, Karennee e Estados Shans). Laquediva, Andaman e Nicobar (ilhas). <i>Excluindo</i> as possessões francesas e portuguesas e Aden e suas dependências.
66	Malásia britânica	<i>Abrangendo:</i> a) Estabelecimentos do Estreito (isto é, Singapura, com a ilha de Christmas e Cocos-Keeling), Penang (incluindo a província Wellesley e Dindings), Malaca e Labuan; b) Estados malaio federados (Perak, Selangor, Negri, Sambilan e Pahang); c) Estados malaio não federados (Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu e Johore).
67	Sarawak.	
68	Wei-Hai-Wei.	
	<i>Possessões dos Estados Unidos:</i>	
69	Filipinas.	
	<i>Colónias, etc., francesas:</i>	
70	Possessões francesas na Índia	Chandernagor, Mahé, Karikal, Pondicheri e Yanaon.
71	Indo-China francesa	Annam, Tonkin, Cochinchina, Cambodge, Laos, Kouang-Tchéou-Ouan.
	<i>Território neerlandês de além-mar:</i>	
72	Índias neerlandesas	Nova Guiné neerlandesa.
	<i>Colónias portuguesas:</i>	
73	Índia: Possessões portuguesas	Goa, Damão e Dio.
74	Macao	Ilhas Taipa e Coloane.
75	Timor português	Ocussi e Ambeno (Lifou, Sutrana, etc.) e ilha Pulo Cambing.

África

76	Egipto	Península do Sinai. <i>Excluindo</i> o Sudão anglo-egípcio.
77	Etiópia (ou Abissínia).	
78	Libéria.	
79	Marrocos: Presídios e Zonas espanhóis. . .	Ceuta, Melilla, Alhucemas, Chafarinas e Peñon de la Gomera. <i>Excluindo</i> Tânger.
80	Marrocos: Protectorado francês.	
81	Marrocos: Tânger.	
82	Sudão anglo-egípcio.	
	<i>Colónia belga e território sob o seu mandato:</i>	
83	Congo belga.	
84	Ruanda-Urundi (território sob mandato). <i>Domínios, colónias, territórios sob mandato, etc., britânicos:</i>	
85	Gâmbia.	
86	Serra Leoa	Colónia e protectorado.
87	Costa do Ouro	Territórios do norte e Achantis. <i>Excluindo</i> Togo (território sob o mandato britânico).
88	Nigéria	Lagos. <i>Excluindo</i> os Camarões (território sob o mandato britânico).
89	Togo (sob o mandato britânico),	
90	Camarões (sob o mandato britânico).	

N.º	País (território estatístico)	A compreender
91	Santa Helena	Ascensão.
92	Tristão da Cunha.	
93	União Sul-Africana	Protectorado de Betchuanalândia, Basutolândia e Swazilândia. <i>Excluindo o sudoeste africano (território sob o mandato) e Walfish Bay.</i>
94	Sudoeste africano (território sob mandato).	Walfish Bay.
95	Rodésia meridional.	
96	Rodésia do Noroeste	<i>Abrangendo a bacia do Zambeze da Rodésia do Norte.</i>
97	Rodésia do Nordeste	<i>Abrangendo a bacia do Congo da Rodésia do Norte.</i>
98	Niassalândia britânica.	
99	Kenya e Uganda.	
100	Tanganyika (território sob mandato).	
101	Zanzibar	Pemba.
102	Somália britânica.	
103	Socotorá.	
104	Maurícia	Dependências (Rodrigues, Diego-Garcia, etc.).
105	Seychelles	Dependências (Almirantes, etc.).
	<i>Colónias espanholas, etc.:</i>	
106	Rio do Ouro	Adrar e Ifni.
107	Ilhas Canárias.	
108	Guiné espanhola	Rio Muni, Fernando Pó, Ano Bom, Corisco, Grande Eleboy e Pequena Eleboy.
	<i>Colónias francesas, territórios sob mandato, etc.:</i>	
109	Argélia.	
110	Tunísia.	
111	Mauritânia.	
112	Senegal	Círculo de Dakar e dependências.
113	Sudão francês.	
114	Alta Volta.	
115	Niger francês.	
116	Guiné francesa.	
117	Costa de Ivoire.	
118	Dahomey.	
119	Togo (sob o mandato francês).	
120	Camarões (sob o mandato francês).	
121	África equatorial francesa	<i>Abrangendo:</i> a) Gabon e Congo Central; b) Oubangui-Chari e Tchad (compreendendo o Saará francês, Kanem e Ouadai).
122	Costa francesa de Somali	Obock, Tadjourah e Djibouti.
123	Madagascar	Diego-Suarez, Santa-Maria, Nossi-Bé, Mayotte e dependências (Anjouan, Grande Comore, Mohéli, etc.).
124	Reunião.	
125	Kerguelen	Ilhas de S. Paulo e Ilhas Amsterdão; Ilhas Crozet. <i>Não compreendendo Terra Adélie e Terra Wilkes.</i>
	<i>Colónias italianas:</i>	
126	Líbia	<i>Abrangendo:</i> a) A Tripolitânia (Trípoli, etc.) b) Cirenaica (Benghazi, Oásis de Jarabub, etc.)
127	Eritreia.	
128	Somália italiana	Ribeira Juba e Kismayu.

N.º	País (território estatístico)	A compreender
	<i>Colónias portuguesas, etc.</i>	
129	Ilhas de Cabo Verde.	
130	Guiné Portuguesa	Ilhas Bijagoz e Bolama.
131	S. Tomé e Príncipe.	
132	Angola (ou África Ocidental Portuguesa)	Cabinda.
133	Moçambique (ou África Oriental Portuguesa)	<i>Abrangendo :</i> a) Província de Moçambique; b) Território da Companhia de Moçambique; c) Niassa.

América do Norte

134	Estados Unidos da América	<i>Excluindo os territórios não contíguos (Alaska, Hawaii, Pôrto Rico, etc).</i>
135	Alaska.	
	<i>Domínios britânicos :</i>	
136	Canadá.	
137	Terra Nova	Lavrador.
	<i>Colónia dinamarquesa :</i>	
138	Groenlândia.	
	<i>Colónia francesa :</i>	
139	St.-Pierre-et-Miquelon.	

América Central

140	Costa Rica.	
141	Cuba.	
142	República Dominicana.	
143	Guatemala.	
144	Haiti.	
145	Honduras.	
146	México.	
147	Nicarágua.	
148	Panamá.	Cidade de Panamá e Colon. <i>Excluindo a zona do Canal de Panamá.</i>
149	Salvador.	
	<i>Colónias britânicas :</i>	
150	Bermuda.	
151	Bahamas.	
152	Barbados.	
153	Granada.	
154	Jamaica	Morant Cays e Pedro Cays.
155	Ilhas Cayman.	
156	Ilhas Turks e Caicos.	
157	Santa Lúcia.	
158	São Vicente.	
159	Ilhas Leeward	<i>Abrangendo Antígua (com Barbuda e Redonda), St. Kitts-Nevis (incluindo Anguilla), Domínica, Montserrat e as ilhas Virgens britânicas (incluindo Sombrero).</i>
160	Trindade e Tobago.	
161	Honduras britânica.	
	<i>Territórios dos Estados Unidos :</i>	
162	Pôrto Rico.	
163	Ilhas Virgínicas dos Estados Unidos	<i>Abrangendo as antigas Antilhas dinamarquesas.</i>
164	Zona do Canal do Panamá	Cristobal e Balboa. <i>Excluindo a cidade de Panamá e Colon.</i>

N.º	País (território estatístico)	A compreender
	<i>Colónias francesas :</i>	
165	Guadalupe	Dependências (Maria Galante, Santos, Désirade S. Bartolomeu, S Martinho, parte setentrional).
166	Martínica.	
	<i>Território neerlandês de além-mar :</i>	
167	Curaçao	Ilhas Aruba e Bonaire, Santo Eustáquio, ilha Saba S. Martinho (parte meridional).

América do Sul

168	Argentina.	
169	Bolívia.	
170	Brasil	Fernando de Noronha.
171	Chile	Ilha da Páscoa.
172	Colômbia.	
173	Equador	Ilhas Galápagos (arquipélago de Colon).
174	Paraguai.	
175	Peru.	
176	Uruguai.	
177	Venezuela.	
	<i>Colónias britânicas :</i>	
178	Guiana britânica.	
179	Ilhas Falkland	Dependências (Geórgia do Sul, Arcades do Sul, Shetlands do Sul, ilhas Sandwich do Sul, Terra de Graham, etc).
	<i>Colônia francesa :</i>	
180	Guiana francesa	Caiena.
	<i>Território neerlandês de além-mar :</i>	
181	Guiana neerlandesa (ou Surinan).	

Oceânia

	<i>Domínios e colónias britânicos, etc..</i>	
182	Austrália	Tasmânia, ilha Norfolk, ilha Lord Howe e ilha Macquarie. <i>Excluindo</i> Papua (antigamente Nova Guiné Britânica), Nova Guiné (território sob mandato) e Nauru.
183	Papua	Antigamente Nova Guiné Britânica.
184	Nova Guiné (território sob o mandato australiano).	Arquipélago de Bismark (Nova Bretanha, etc.), antigas ilhas de Salomão alemãs.
185	Nova Zelândia	Ilha Stewart, ilhas Chatam e outras ilhas distantes, a saber: Kermadec, Bounty, Antípodas, Auckland, Campbell, Solander e Snares. <i>Excluindo</i> Ilhas de Cook e outras ilhas anexas, Samoa ocidental, dependência de Ross, Nauru e Ilhas da União (Tokelau).
186	Ilhas de Cook	<i>Abrangendo :</i> a) O arquipélago de Cook (Rarotonga, Mangaia, Atiu, ilhas Hervey, Aitutaki, Takutea, Mitiaro e Mauke ou Parry). b) Niue (ilha selvagem); c) As outras ilhas anexas (ilhas Palmerston, ilhas Suvaroff, ilha de Danger ou Pukapuka, Rakaanga, Manihiki, Penrhyn ou Tongareva e Nassau).
187	Ilhas da União (ou Tokelau).	
188	Samoa (território sob o mandato da Nova Zelândia).	<i>Excluindo</i> as Ilhas da União (Tokelau).
189	Ilhas Fidji	Rotouma.
190	Ilhas Gilbert e Ellice	Ilha do Oceano, ilha Fanning, ilha Christmas e ilha Washington. <i>Excluindo</i> as Ilhas da União (Tokelau).

N.º	País (território estatístico)	A compreender
191	Ilhas de Salomão, protectorado britânico.	
192	Protectorado de Tonga (ou Ilhas dos Amigos)	
193	Outras ilhas britânicas da Oceânia	Pitcairn, Ducie, ilhas Phoenix, Malden, Starbuck, Jarvis, Palmira, ilhas Baker, (incluindo Howland), ilha Carolina (compreendendo Flint e Vostok).
	<i>Colónias francesas :</i>	
194	Nauru (território sob mandato).	
	<i>Territórios e possessões dos Estados Unidos :</i>	
195	Hawaii	Ilha Wake.
196	Guam.	
197	Samoa americana	Tutuila.
198	Estabelecimentos franceses da Oceânia	<i>Abrangendo</i> Ilhas da Sociedade (Tahiti, etc.), Ilhas Leeward de Tahiti (Huahine, Raiatea, Bora-Bora, etc.), Tua-Motu, (Makatea, etc.), Ilhas Gambier, Marquesas, Ilhas Austrais (Tubuai, etc.), Ilhas Rapa e Clipperton.
199	Nova Caledónia	Dependências, a saber: Ilhas de Pines, arquipélago de Wallis, ilhas Lealdade, ilhas Chesterfield, ilhas Huon, ilha Walpole, ilha Fortuna e ilha Alofi.
	<i>Condomínios franco-britânicos :</i>	
200	Novas Hébridas	Ilhas Banks e de Tórres.
	<i>Territórios sob o mandato japonês :</i>	
201	Ilhas da Oceânia (território sob o mandato japonês).	<i>Abrangendo :</i> a) Ilhas Marshall; b) Ilhas Carolinas Orientais; c) Ilhas Carolinas Ocidentais, incluindo as ilhas Paos; d) Ilhas Marianas, com excepção de Guam.
202	Regiões árticas	<i>Excluindo</i> Spitzberg, Groenlândia e os territórios russos e canadianos.
203	Regiões antárcticas	Dependência de Ross, Terra Adélia, Terra Wilkes. <i>Excluindo</i> a Terra de Graham.

Pesca

204	Pescarias de baleia: Norte.	
205	Pescarias de baleia: Sul.	
206	Grande pesca	Não incluindo a pesca da baleia.

Abastecimentos de navios

207	Abastecimentos de navios estrangeiros (fábrica e só para a exportação).	Combustível para navios e todas as outras provisões de mercadorias.
-----	---	---

«À ordem»

208	«À ordem» (só para a exportação).	<i>Abrangendo</i> mercadorias consignadas em conhecimento com faculdade de opção de descarga ou «à ordem».
-----	---	--

PARTE III

1. Os quadros estatísticos designados na segunda alínea do artigo 3.º da presente Convenção, e a seguir especificados, serão elaborados em relação a um período de doze meses consecutivos.

2. Estes quadros compreenderão um certo número de produtos da importação e da exportação do território a que se refiram, determinados pela Alta Parte Contratante interessada.

3. Os quadros relativos à importação deverão indicar, a fim de facilmente se compararem, para cada um dos produtos escolhidos:

- a) Os países de origem ou produtores;
- b) Os países de consignação ou de procedência;
- c) Os países compradores.

4. Os quadros relativos à exportação deverão indicar, a fim de se compararem facilmente, para cada um dos produtos escolhidos:

- a) Os países de consumo;
- b) Os países de consignação ou de destino;
- c) Os países vendedores.

5. As expressões seguintes serão tomadas, nos parágrafos 3 e 4, nos sentidos abaixo definidos:

Por país de *origem* ou de *produção* entender-se há, se se tratar de um produto natural, o país onde ele haja sido produzido, e, se se tratar de um produto manufacturado, o país onde ele tenha recebido a forma sob a qual é introduzido no país importador, entendendo-se porém que a reembalagem, o reassortimento ou a mistura não constituem uma transformação.

Por país de *consignação* ou de *procedência* designar-se há o país donde a mercadoria tenha sido expedida originariamente com destino ao país importador, com ou sem interrupção no transporte, mas não sendo objecto de transacções comerciais nos países intermediários, se os houver.

Por país *comprador* entender-se há aquele onde o vendedor exerce a sua actividade.

A expressão *país de consumo* significará o país onde a mercadoria deve ter a aplicação para que foi produzida, ou aquele onde deve sofrer uma transformação, reparação ou complemento de mão de obra, ficando entendido que tanto a reembalagem como o reassortimento ou a mistura não constituem uma transformação nem um complemento de mão de obra.

Por país de *consignação* ou de *destino* designar-se há o país para onde a mercadoria é efectivamente expedida com ou sem interrupção no seu transporte, mas sem qualquer transacção comercial nos países intermediários, se os houver.

Por país *vendedor* entender-se há aquele onde o comprador exerce a sua actividade.

6. O período de doze meses a que alude o parágrafo 1 acima começará a contar-se para cada país o mais tardar no dia 1 do Janeiro seguinte à data em que a Convenção entrar em vigor nesse país.

7. Findo o prazo de doze meses a que se refere o parágrafo anterior, as Altas Partes Contratantes interessadas enviarão, o mais brevemente possível, à Comissão de Peritos prevista no artigo 8.º um relatório indicando as vantagens e os inconvenientes de qualquer género de cada um dos métodos de classificação mencionados nos parágrafos 3 e 4, que a experiência haja revelado.

8. Recebidos os relatórios de metade dos países em que a Convenção esteja vigorando nesse momento, a Comissão de Peritos apresentará o seu parecer sobre os resultados do estudo desses relatórios, no prazo de três meses. Este parecer será comunicado aos Governos das Altas Partes Contratantes para efeito de um acôrdo complementar.

ANEXO II

Estatística das pescarias

(Ver artigo 4.º)

A estatística das pescarias deve indicar:

1. A quantidade e o valor de todos os produtos da pesca marítima (incluindo os crustáceos, os moluscos e todas as espécies de marisco) desembarcados directamente no país, distinguindo as principais categorias de peixe e a nacionalidade dos barcos pelos quais são desembarcados; os extractos compreenderão igualmente, na medida do possível, os produtos da pesca nas águas fluviais.

2. A quantidade e o valor dos produtos acima, importados de outros países ou exportados para outros países.

3. Sendo possível, a quantidade dos principais produtos de pesca preparados no país.

4. Tanto quanto possível, a quantidade de peixe pescado pelos barcos nacionais, qualquer que seja o lugar do seu desembarque e a quantidade de produtos aquícolas obtidos.

adultos e de menores, assim como de pessoal operário (incluindo os operários encarregados da fiscalização), de um lado, e pessoal administrativo, técnico e de escritório, de outro.

II. — Outros minerais não metálicos

Os extractos indicarão a produção total do minério extraído de todas as minas, pedreiras e outras explorações; e, no caso de minérios como os potássicos e sulfurosos, também o peso total dos seus elementos constitutivos essenciais.

B. — Minérios de ferro

Os apuramentos seguintes deverão conter:

1. Apuramentos mensais indicando:

- a) A produção total;
- b) A média do pessoal efectivo (mostrando se os números apresentados incluem o pessoal administrativo, técnico e de escritório).

2. Extractos anuais indicando:

- a) A produção total do minério em bruto o a do ferro nele contido, para cada uma das seguintes categorias: magnetite, hematite, carbonato, e minérios mangano-ferrosos, cromo-ferrosos e níquel-ferrosos;

Os extractos indicarão igualmente o peso do manganésio, do cromo e do níquel contidos nestes minérios.

Cada país deverá envidar os seus esforços no sentido de obter dados sobre o minério de ferro proveniente da calcinação das pirites de ferro, sobre o seu peso total e o peso do ferro nele contido.

- b) Média do pessoal efectivo (indicando se os números fornecidos compreendem o pessoal administrativo, técnico e de escritório).

A questão da divisão eventual dos minérios de ferro em diversas categorias, segundo a sua riqueza em fósforo, será submetida ao estudo da Comissão prevista no parágrafo 2, b), da parte I do presente Anexo. A Comissão definirá cada um dos minérios mangano-ferrosos, cromo-ferrosos e níquel-ferrosos, tendo em atenção as propostas formuladas pela Câmara Internacional de Comércio no seu relatório apresentado à Conferência de Genebra.

C. — Minérios metálicos não ferrosos

Os extractos indicarão:

- a) A produção total do minério extraído de todas as minas, pedreiras e outras explorações e o peso do metal nele contido;
- b) A média do pessoal efectivo (indicando se os números fornecidos compreendem o pessoal administrativo, técnico e de escritório).

D. — Metais

I. — Ferro e aço

1. Ferro fundido. — Os extractos seguintes deverão conter:

- a) Apuramentos mensais indicando a produção de cada uma das categorias abaixo mencionadas:

Hematite (a Comissão mencionada no parágrafo 2, b), da parte I deste Anexo será encarregada de fixar o limite da riqueza em fósforo para esta categoria, tendo em linha de conta as propostas formuladas pela Câmara Internacional de Comércio no relatório apresentado à Conferência de Genebra);

Ferro fundido básico, para a fabricação do aço;

Combinações do ferro;

Todas as outras categorias de ferro fundido;

- b) Apuramentos anuais indicando, além da produção total de cada uma das categorias acima referidas, a produção de cada uma das diversas combinações do ferro (ferro-silício, ferro-manganésio, etc);

- c) Apuramentos anuais do número de altos fornos existentes para a produção do ferro fundido, indicando-se em separado os altos fornos, os fornos eléctricos e os outros processos de fabrico.

5. O número de pessoas que se empregam na pesca, tanto quanto possível classificadas segundo o sexo e indicando se a pesca constitui a sua ocupação principal ou secundária.

6. Número e categorias dos barcos nacionais empregados na pesca marítima e, se possível fôr, na fluvial.

7. O mais detalhadamente que puder ser, as regiões donde provêm os produtos das pescarias desembarcados no país e o período de tempo empregado na sua pesca.

ANEXO III

Estatísticas mineiras e metalúrgicas

(Ver artigo 5.º)

PARTE I

Disposições gerais aplicáveis a todas as estatísticas mineiras e metalúrgicas

1. As estatísticas da produção dos minerais referir-se hão, salvo disposição em contrário, aos minerais em bruto, tais como são extraídos das minas, pedreiras, etc.

2. Os apuramentos indicarão a produção total, em peso, de cada um dos minerais em bruto, bem como :

a) Para cada um dos minérios metálicos, o peso de cada um dos metais nêles contidos;

b) Para cada um dos minérios não metálicos, o peso de cada um dos seus elementos constitutivos essenciais, nos termos designados pela Comissão de Peritos a que se refere o artigo 8.º da Convenção ou por uma sub-comissão que poderá constituir-se para esse fim.

3. Os apuramentos indicarão não só a produção geral do país mas também a das suas principais regiões produtoras.

4. Quando o peso fôr expresso em unidade diferente da tonelada métrica, deverá indicar-se claramente qual a unidade empregada e a sua relação com aquela.

5. Em todos os casos em que se não possam conseguir dados exactos, como são exigidos pelo presente Anexo, inserir-se hão números aproximados para todas as produções de uma certa importância.

PARTE II

Disposições especiais

A. — Minerais não metálicos

I. — Carvão

Os extractos indicarão o peso líquido do carvão e da lignite, depois de deduzidas as quebras não utilizáveis sofridas na lavagem e na selecção.

Os apuramentos seguintes deverão conter :

1. Apuramentos mensais indicando :

A produção total : a) de hulha ; b) de lignite ;

O número de dias de trabalho no mês ;

A média do pessoal efectivo, compreendendo o pessoal que trabalha nos subterrâneos e à superfície, excepção feita dos empregados administrativos, técnicos e de escritório ;

A produção total das empresas mineiras, em carvão de coque, briquetes de carvão e briquetes de lignite ;

2. Apuramentos anuais indicando :

A produção total : a) de hulha ; b) de lignite ;

A produção total de carvão de coque, de briquetes de carvão e de briquetes de lignite, incluindo a produção de outros estabelecimentos além das empresas mineiras ;

A média do pessoal efectivo empregado : a) nos subterrâneos ; b) à superfície ;

c) o total destes dois grupos, e, quando praticável, especificando sexos, número de

Apuramentos mensais designando, para as mesmas categorias, o número de altos fornos existentes e em actividade;

d) Apuramentos anuais, tam completos quanto possível, indicando as quantidades de minérios de ferro e de manganésio, bem como de sucata de ferro empregadas no fabrico de ferro fundido.

A Comissão indicada no parágrafo 2, b), da parte I do presente Anexo será encarregada de definir o minério de manganésio.

2. Aço e ferro forjado. — Os extractos seguintes deverão conter:

a) Apuramentos mensais de produção, indicando-se separadamente: 1) em barras; 2) por moldagem em primeira fusão, distinguindo em cada caso as quantidades produzidas pelos seguintes processos:

Processo Siemens-Martin: a) ácido; b) básico;

Processo de conversão: a) ácido; b) básico;

Processo dos fornos eléctricos;

Outros processos de fabrico (incluindo a conversão directa do minério);

b) Apuramentos mensais da produção do aço;

c) Apuramentos anuais do número de fornos, conversores, etc., existentes no país para produção de aço, distinguindo os diversos processos mencionados no parágrafo a);

d) Apuramentos anuais da produção total de escórias de desfosforação;

e) Apuramentos anuais, tanto quanto possível completos, das quantidades: 1) de ferro fundido; 2) de sucata de ferro empregados na produção das barras, da moldagem em primeira fusão e do aço, designando os diferentes processos de fabrico mencionados no parágrafo a);

f) Apuramentos mensais, tam detalhados quanto possível, das quantidades de produtos semi-completos e completos. A Comissão, a que se refere o parágrafo 2, b), da parte I d'este Anexo, estabelecerá para este efeito uma classificação apropriada, compreendendo: 1) uma lista das categorias consideradas como um mínimo indispensável; 2) uma lista mais completa com as categorias tidas como convenientes. A Comissão terá sempre em atenção a classificação adoptada pela Câmara Internacional de Comércio.

II. — Outros metais

Os extractos indicarão a produção total dos produtos de fundição.

ANEXO IV

Recenseamento da produção industrial

(Ver artigo 6.º)

1. — Período de cada inquérito

Os números a publicar devem, duma maneira geral, referir-se ao ano civil. Para as empresas cujas contas sejam fechadas em data diferente de 31 de Dezembro tomar-se hão os dados referentes ao ano de gerência que na sua maior parte coincida com aquele a que o recenseamento disser respeito.

2. — Objecto do recenseamento

a) O recenseamento da produção deve englobar todos os ramos da actividade industrial, compreendendo a edificação e demais formas de construção, as minas e a metalurgia;

b) Para as operações que se relacionem, por um lado com a indústria manufactureira, e por outro com a agricultura, a pesca, os transportes ou o comércio (tais como a queijaria, a lavagem de lãs, o abatimento de animais, a serração de madeiras, a embalagem, etc.), deve determinar-se em cada caso se a natureza do trabalho, a sua organização, os processos empregados são mais característicos da indústria, que da agricultura, dos transportes, etc., e nessas condições deve ou não figurar no recenseamento industrial.

3. — Estabelecimentos compreendidos no inquérito

a) Em princípio, deverão colhêr-se informações sobre todos os estabelecimentos que façam parte das indústrias compreendidas no recenseamento, como foi dito no parágrafo 2 acima,

quer elles pertençam a particulares, a sociedades civis, anónimas ou cooperativas, ao Estado ou aos corpos administrativos;

b) Em virtude das especiais dificuldades que a reunião de dados precisos e dignos de crédito relativamente a empresas muito pequenas apresenta em todos os casos em que a sua produção total seja pouco importante, em relação à da indústria considerada, este inquérito limitar-se há a extractar, no que lhes respeite, os dados mais simples, e calcular-se hão, segundo esses dados, os números globais a adicionar àqueles que tenham sido colhidos nos grandes estabelecimentos. Estas aproximações serão indicadas separadamente.

No caso de a produção total dos pequenos estabelecimentos e, nomeadamente, da indústria doméstica, representar uma fracção considerável da produção de uma indústria, de modo que se torne insuficiente aquele cálculo aproximado, haverá vantagem em precisar os elementos obtidos por meio de inquéritos especiais, limitados aos estabelecimentos escolhidos como os mais típicos;

c) As reparações, o acabamento e o feito, executados com materiais fornecidos pelo cliente, deverão ser compreendidos no recenseamento, sob reserva das indicações do parágrafo b) acima.

4. — Unidades adoptadas no inquérito

Os números fornecidos devem ser próprios de cada estabelecimento. Quando uma mesma empresa exerça várias indústrias em estabelecimentos diferentes, deverá fornecer separadamente os números relativos a cada um deles. Quando, no mesmo estabelecimento, se exerçam várias indústrias, com contabilidades distintas, as quais costumem ser exercidas separadamente no país, é preferível que os dados sejam obtidos separadamente por cada uma dessas indústrias.

No entanto, esta separação de contas não será necessária para os ramos subsidiários de uma indústria principal, como, por exemplo, a reparação dos veículos habitualmente utilizados.

5. — Principais elementos do inquérito

A. — Produtos e despesas

Para evitar qualquer duplicação dos números relativos às várias fases da produção dum mesmo objecto em estabelecimentos diferentes e aos valores criados em cada um deles, deverão observar-se os princípios seguintes:

a) *Produtos*. — Os números referentes às quantidades produzidas poderão ser omitidos, indicando-se apenas os valores correspondentes, quando a natureza dos objectos não permita um detalhe completo das suas quantidades sem uma longa enumeração de cada objecto de per si ou por grupos muito pequenos.

Devem indicar-se números especiais para cada classe de produtos que tenham uma grande importância na vida económica do país ou do distrito de que se trate. As subdivisões devem ser bastante amplas para que as quantidades sejam indicadas em unidades adaptadas à natureza dos objectos.

Os valores dos diversos produtos devem ser indicados em moeda, segundo o seu preço «a dinheiro» na época e no lugar em que são entregues ao comprador pelo produtor ou pelos seus empregados. Os produtos em fabricação no começo e no fim do ano de que se trate serão avaliados de harmonia com o preço dos materiais empregados e do trabalho efectuado até essa data. Os produtos fabricados durante o ano e não vendidos até o seu termo serão avaliados pelo preço corrente nesta data.

As mercadorias transferidas dum estabelecimento para outro pertencente ao mesmo proprietário, e sobre os quais se devam indicar dados próprios de acordo com o parágrafo 4, serão avaliadas pelo preço corrente no momento da transferência.

b) *Materiais empregados*. — As quantidades e o valor dos materiais utilizados para obter os produtos mencionados na alínea a) devem incluir os materiais empregados na reparação dos edificios e das ferramentas próprias para essa produção, quando as mesmas reparações sejam feitas pelo pessoal do estabelecimento. Para os materiais mais importantes, matérias primas ou produtos não acabados, preços dos combustíveis, da energia eléctrica ou outra, ferramentas substituídas e embalagens utilizadas, indicar-se hão números especiais. Na especificação das quantidades e nos detalhes de enumeração serão aplicadas as restrições correspondentes, que constam da alínea a).

O valor designado para os materiais será o seu preço «a dinheiro» na época e no lugar da entrega aos compradores. Os produtos em fabricação transferidos dum estabelecimento para outro pertencente ao mesmo proprietário serão avaliados como ficou disposto na alínea a).

c) *Trabalhos dados fora*. — Deve indicar-se, em relação a cada estabelecimento incluído no recenseamento, o valor e, podendo ser, a medida em quantidade do trabalho confiado

a outros estabelecimentos a fim de se comparar com os outros informes dados. O valor será o preço pago pelo trabalho.

d) *Factores de depreciação.* — A indicação dos factores relativos à destruição, ao estrago ou depreciação dos edificios ou das ferramentas, embora constitua um elemento essencial para o estudo completo da produção, é na prática muito difficil, senão impossível de obter pelos meios de informação de que se dispõe num recenseamento geral da produção. Como qualquer indicação a este respeito é muito desejável para uma determinação satisfatória dos valores criados no decurso da fabricação, devem calcular-se aproximadamente as amortizações necessárias para fazer face à depreciação em cada uma das principais indústrias, por meio de inquéritos especiais subordinados a casos típicos.

B. — Factores da produção

a) *Pessoal.* — Em todos os casos em que se possa conhecer o número de horas de trabalho do pessoal durante o ano a que o recenseamento se refira, dará esse número a melhor medida da quantidade de mão de obra utilizada. Na sua falta, convém calcular a média do pessoal efectivo empregado e, para este efeito, saber o número das pessoas occupadas em datas bastante próximas para se poder estabelecer uma média satisfatória. E preciso distinguir os adultos, os menores, os homens e as mulheres. Serão preferíveis também números especiais para o pessoal dirigente ou administrativo e operário, se a organização das empresas permitir a sua distinção. O pessoal dirigente abrange os proprietários que dirijam pessoalmente a empresa, o pessoal de escritório e o pessoal técnico (por exemplo, os desenhadores, na construção mecânica).

Quando o trabalho dum estabelecimento é efectuado em parte pelo pessoal empregado nas oficinas e nos escritórios, e parte por pessoal que trabalha na sua própria casa, ou quando o estabelecimento possui pessoal em reserva pago, deverão indicar-se especialmente os números relativos aos que trabalham em suas casas e aos que se mantêm em reserva.

b) *Ferramentas.* — Os números referentes ao equipamento mecânico dum estabelecimento fabril devem indicar a potência em cavalos-vapores ou em kilowatts das máquinas empregadas nas oficinas e nas fábricas, distinguindo os principais tipos (vapor, gás, óleos, energia hidráulica ou eléctrica, etc.). É conveniente para cada indústria a indicação dos tipos de máquinas empregadas que a caracterizam.

As máquinas habitualmente em actividade durante todo o ano devem ser mencionadas separadamente daquelas que se não utilizem cotidianamente.

c) *Salários.* — Embora os números relativos aos salários não sejam um elemento essencial do recenseamento da produção industrial, é no entanto de grande importância conhecer o total dos salários e ordenados pagos durante o ano do recenseamento; estas informações complementares aumentarão em muito o valor das conclusões a tirar dos resultados do recenseamento.

d) *Capital aplicado na industria.* — Os dados referentes ao capital serão de grande utilidade na avaliação das amortizações, da potência da produção, etc. Mas um recenseamento da produção não pode fornecer os meios de se obterem, em todos os países, informações satisfactorias a este respeito.

6. — Segrêdo dos informes obtidos

O pessoal empregado no recenseamento deve guardar segredo acerca das informações particulares de cada empresa.

Se bem que o interesse geral deva sempre predominar, importa ter em consideração legítimos interesses privados que se opõem a qualquer divulgação dos dados colhidos ou à sua comunicação a outras pessoas além do pessoal do recenseamento.

É conveniente que as leis autorizem a reunião dos documentos necessários para o recenseamento, applicando penalidades no caso de qualquer violação do segredo.

7. — Periodicidade dos inquéritos

É conveniente que o recenseamento da produção industrial se repita com intervalos não superiores a dez anos. Se os recenseamentos se não efectuam em datas próximas, por exemplo, com intervalos que não vão além de dois anos, os números anuais ou mensais relativos à produção bruta das principais indústrias de cada país constituirão uma base de grande utilidade para se poder apreciar a situação económica em épocas inter-médias; e permitirão, além disso, determinar a posição do ano de recenseamento dentro do ciclo económico.

8. — Recenseamentos parciais

Na hipótese de alguns países preferirem elaborar a estatística de certas produções, em quantidades e em valor, sem effectuarem o recenseamento geral, recomenda-se-lhes a observância das regras indicadas nos parágrafos 1, 3, 4, 5, A, a) e b) acima.

ANEXO V

Índice da actividade industrial

(Ver artigo 7.º)

I. Os extractos referentes à variação da actividade industrial devem, na medida que as condições técnicas de cada indústria o permitam, indicar a produção, não só em valor, mas também em quantidade.

II. Quando se não possa obter dado algum sobre as quantidades e os valores, nem qualquer complemento a estes números quando já existam, poder-se há recorrer a outros índices da actividade industrial.

Na determinação destes índices convém utilizar os dados a seguir designados, relativos aos diferentes factores da produção, com as reservas mencionadas no Anexo IV, a fim de se assegurar a perfeita interpretação dos extractos:

- a) Matérias primas empregadas na indústria em questão;
- b) Ferramentas em uso e, se fôr necessário, a sua relação com os maquinismos instalados («blastfurnaces, loom-hours, spindle-hours, etc.»);
- c) Fôrça motriz (kilowatts-horas, cavalos-vapor, consumo de carvão para a produção da energia, etc.);
- d) Trabalhadores efectivamente empregados (número de operários, pessoal técnico e administrativo, número de dias ou de horas de trabalho, total dos salários pagos).

III. Além destes, seria de interesse obter os informes abaixo indicados, embora eles não digam respeito directamente à produção no periodo referido:

- a) Encomendas recebidas (valor e, tanto quanto possível, quantidade dos produtos encomendados durante esse periodo);
- b) Quantidade e valor das vendas effectuadas no mesmo periodo;
- c) Quantidade e valor das encomendas em execução no fim do dito periodo.

Estas informações tornam-se particularmente necessárias quando os dados indicados nos parágrafos I e II forem insuficientes.

IV. A fim de facilitar a comparação das estatísticas internacionais é conveniente elaborar, de comêço, extractos e números-índices de produção para as indústrias abaixo especificadas, em todos os países em que elas tenham uma certa importância:

1. Indústria mineira (petróleo em bruto, carvões e outros combustíveis, minérios metálicos e outros minerais).
2. Indústrias metalúrgicas:
 - a) Altos fornos e oficinas de aço;
 - b) Forjas, laminadores e feiras (ferro e aço);
 - c) Fundições, laminadores e feiras (outros metais).
3. As indústrias mecânicas seguintes:
 - a) Construção de navios em aço;
 - b) Locomotivas;
 - c) Material circulante dos caminhos de ferro;
 - d) Automóveis.
4. Indústrias têxteis (fição e tecelagem):
 - a) Algodão;
 - b) Lã;
 - c) Seda;
 - d) Seda artificial;
 - e) Linho;
 - f) Cânhamo, incluindo o formium;
 - g) Juta.

A fim de se poder fazer, não apenas a comparação internacional das indústrias mais importantes dos diferentes países, mas também uma justa idea da actividade total de cada uma delas, torna-se necessário juntar às indústrias acima mais as seguintes ou algumas delas, que se escolherão conforme a sua importância no país ou a maior ou menor facilidade na obtenção dos seus informes:

1. Indústrias sobre que geralmente incidem direitos de:

- a) Fabrico de cerveja;
- b) Destilação de bebidas alcoólicas;
- c) Manufactura de tabacos;
- d) Fabrico e refinação de açúcar;
- e) Fabrico de fósforos.

2. Moagem.

3. Extração de óleos vegetais.

4. Fabrico de sabões.

5. Fabrico de curtumes.

6. Fabrico de calçado.

7. Refinação de petróleo.

8. Fabrico de adubos artificiais.

9. Fabrico de pastas de madeira.

10. Fabrico de papel e cartão.

11. Vidraria.

12. Fabrico de cimento.

13. Fabrico de telhas e telhas.

V. Os extractos das quantidades produzidas, ou, na falta de dados suficientes sobre estas quantidades, os índices das suas variações, devem ser elaborados cada mês. Quando limitados à determinação indirecta dos índices mensais, devem elaborar-se, pelo menos, uma vez por ano estatísticas das quantidades.

VI. Será da maior conveniência promover, por parte dos organismos autónomos públicos ou particulares, das instituições scientificas e organismos ou associações industriais, a compilação das estatísticas que satisfaçam às condições acima enumeradas, para complemento das estatísticas elaboradas pelos serviços administrativos officiais.

VII. É indispensável que se tomem medidas que assegurem, às pessoas a quem são pedidos os elementos estatísticos, reserva absoluta sobre os detalhes fornecidos.

VIII. Os quadros publicados relativamente a cada indústria devem definir com precisão a natureza dessa indústria (principais objectos produzidos e processos de fabrico), indicar claramente se toda a indústria é englobada na estatística e, no caso negativo, aproximadamente em que proporção ela se encontra aí compreendida. Podem utilizar-se para este efeito os resultados do recenseamento da produção. No caso de a forma como as estatísticas anuais são compiladas diferir da do recenseamento, deverá juntar-se uma nota explicando essa discordância.

ANEXO VI

(Ver Protocolo, I, 6)

Relatório da Comissão das Estatísticas Agrícolas da nona assemblea geral do Instituto Internacional de Agricultura e formulário-modêlo para o recenseamento agrícola mundial, com as respectivas resoluções.

(Anexo a título documentário)

Relatório da Comissão de Técnicos Estatísticos Agrícolas da nona assemblea geral do Instituto Internacional de Agricultura

1. — Data em que o recenseamento deve ser feito

Travou-se larga discussão acerca do ano do recenseamento, decidindo-se finalmente não se fazer alteração no que anteriormente se recomendara: que o recenseamento no hemisfério norte se deve referir às culturas colhidas no ano solar de 1929, e no hemisfério sul às culturas

collidas no ano compreendido entre 1 de Julho de 1929 a 30 de Junho de 1930. A data efectiva ou o período do ano no qual o recenseamento deve ser feito tem importância, sobretudo pelo que respeita ao gado, cujos efectivos podem apresentar grandes diferenças, segundo as várias estações do ano. Se fôsse possível, seria de grande conveniência obter dados referentes às duas principais estações do ano, em que o gado se encontra, respectivamente, no seu máximo e no seu mínimo, devendo as autoridades de cada país, encarregadas do recenseamento, ter sempre isso em vista. Por exemplo, onde se verifique uma diferença considerável nos efectivos de gado das diferentes estações, é sem dúvida de grande vantagem que se indique se os resultados do recenseamento se referem a um período de máximo ou de mínimo e qual a variação provável.

A Comissão nomeou uma sub-comissão para estudar este assunto e as conclusões por ela apresentadas podem resumir-se assim:

Quanto à época do ano em que se deve proceder ao recenseamento do gado, cada Estado terá a faculdade de o efectuar na ocasião que lhe parecer mais oportuna.

A fim de se obterem números comparáveis, cada Estado deve fazer, baseando-se no resultado do recenseamento, o cálculo do efectivo máximo e do efectivo mínimo de cada espécie do gado, durante o ano.

Para que este cálculo se baseie em dados seguros é preciso que o gado seja classificado segundo a idade, como se propõe no formulário-módulo.

2. — Bosques e florestas

A comissão de 1926 foi de opinião que o formulário-módulo devia conter um quesito acerca da superfície arborizada compreendida nas explorações agrícolas. O Congresso da Silvicultura recomendou que, além da superfície ocupada pelos bosques, se procure determinar a quantidade de madeiras cortadas nas explorações, em 1929. Na presente Comissão foi observado que a agricultura e a silvicultura estão estreitamente ligadas entre si, principalmente nos países da Europa. Se o recenseamento agrícola fôsse limitado apenas aos bosques e florestas que fazem parte das explorações agrícolas, ou a elas estão ligados, ficariam por incluir importantes superfícies, de maneira que a área considerada pouco significada teria.

Por outro lado, a dificuldade em conseguir dados relativos à superfície arborizada que não pertença às explorações agrícolas foi posta especialmente em evidência, em virtude das despesas suplementares que adviriam e também pelo facto de a elaboração de estatísticas de produção florestal exigir conhecimentos técnicos especiais. Em face da grande divergência de opiniões, a Comissão nomeou uma sub-comissão, que recomendou a adopção do questionário seguinte, quer para os bosques e florestas incluídos nas explorações agrícolas, quer para os restantes:

1. Superfície arborizada, matas de corte periódico e outras.
2. Quantidade de madeira cortada em 1929:
 - a) Quantidade total;
 - b) Madeira empregada como combustível, incluindo a destinada ao fabrico de carvão;
 - c) Quantidade destinada à preparação da pasta.
3. Outros produtos florestais:
 - a) Produtos directos ou indirectamente applicados na alimentação humana;
 - b) Produtos utilizados na indústria de curtumes ou no fabrico de extractos taninosos;
 - c) Borracha (não nas plantações);
 - d) Resinas e produtos resinosos;
 - e) Produtos não incluídos nos grupos anteriores.

Pelo que respeita aos bosques e florestas que não fazem parte das explorações agrícolas, sugeriu-se que o recenseamento fôsse limitado às florestas em exploração, podendo convidar-se os Governos a fornecerem um cálculo aproximado da área das outras terras arborizadas dos seus territórios.

3. — Determinação e classificação dos resultados do recenseamento

A Comissão foi de parecer que os Governos dos diferentes países deviam ser convidados a classificar os resultados do recenseamento pela extensão das explorações. Cada país teria a faculdade de fazer a classificação por grupos, estabelecendo-os de acordo com as suas condições

especiais; mas, a fim de facilitar a comparação dos resultados internacionais, seria conveniente que os grupos escolhidos permitissem uma classificação entre os limites seguintes:

		1 hectare ou menos	
Mais	de	1 hectare até	5 hectares, inclusive
Mais	de	5 hectares até	10 hectares, inclusive
Mais	de	10 hectares até	20 hectares, inclusive
Mais	de	20 hectares até	50 hectares, inclusive
Mais	de	50 hectares até	100 hectares, inclusive
Mais	de	100 hectares até	200 hectares, inclusive
Mais	de	200 hectares até	500 hectares, inclusive
Mais	de	500 hectares até	1:000 hectares, inclusive
Mais	de	1:000 hectares até	2:500 hectares, inclusive
Mais	de	2:500 hectares	

Os países que não usem o sistema métrico servir-se hão naturalmente do seu sistema tradicional de medidas, mas devem, tanto quanto possível, adoptar uma classificação cujos grupos correspondam, aproximadamente, aos da classificação acima indicada. Podendo ser, o Instituto fará as correcções necessárias para tornar os dados facilmente comparáveis, sob o ponto de vista internacional. Em alguns países os grupos que se encontram no fim da classificação, isto é, os maiores, raramente serão aplicáveis, mas é preciso ter igualmente em vista aqueles onde são frequentes explorações ocupando superfícies consideráveis.

4. — Mínimo de área

No formulário-modelo alvitra-se que só as explorações de mais de um hectare de superfície, ou de rendimento superior a 100 dólares por ano, sejam consideradas no recenseamento, embora todos os países possam livremente fazer incluir também as explorações de superfícies inferiores a este limite, se o julgarem conveniente. A Comissão entendeu, porém, que o limite do valor da produção trará dificuldades desnecessárias, e, como alguns países exprimiram o desejo de obter informes sobre as explorações de um hectare e menos, é de parecer que o melhor será não fazer qualquer limitação. No caso dos países que não necessitam de dados relativamente às explorações até aquele limite, parece-lhe útil, no entanto, que eles forneçam um cálculo aproximado da superfície e da produção destas explorações.

Um ponto importante em relação a este assunto é a comparação das explorações dos diferentes grupos entre si, por causa da variedade das características dos terrenos. Se se toma como factor principal a superfície total da exploração, é necessário reconhecer que esta área pode, em alguns casos, compreender também terras incultas, destinadas a pastagens, montanhas, terrenos arborizados e mesmo outros inteiramente improdutivos. Contudo, não tendo a Comissão encontrado meio algum de evitar que a classificação se baseasse na superfície total das explorações, adoptou-se este princípio.

5. — Culturas múltiplas e associadas

Pelo que respeita a esta pergunta a Comissão resolveu nada mais acrescentar às sugestões já feitas no formulário-modelo.

6. — Método de avaliação da produção agrícola

A Comissão acordou relativamente a esta pergunta que as observações já contidas no formulário-modelo não necessitam de qualquer modificação.

7. — Classificação do gado

Da discussão havida à volta deste assunto resultou a aprovação de uma proposta adicionando à parte suplementar do formulário-modelo uma recomendação para que os diferentes países que o possam fazer obtenham informações acerca do efectivo do gado bovino puro das varias raças, das raças atravessadas e das raças regionais.

Sobre as aves de criação foi ponderado que, podendo os dados obtidos apresentar grandes variações conforme as diversas épocas em que se procedesse ao recenseamento, era conveniente modificar o formulário-modelo, de maneira que se visse claramente que se deviam indicar, por exemplo, todos os patos, incluindo também os mais novos, e assim sucessivamente para todas as espécies de aves de criação.

É preferível organizar para os frangos e outras aves bastante novas extractos em separado, se puder ser.

A classificação a adoptar para os bovinos, e principalmente no quesito sobre as vacas leiteiras (n.ºs 5 e 6, secção 4, do formulário-modelo) foi objecto de larga discussão. Nomeou-se expressamente uma sub-comissão que aconselhou a classificação seguinte, em lugar da que se encontra no formulário-modelo:

- 1) Bovinos com menos de um ano;
- 2) Bezerras e vacas de um ano para cima:
 - a) Destinadas à produção de leite;
 - b) Destinadas exclusivamente à reprodução;
 - c) Outras;
- 3) Touros de um ano e mais;
- 4) Outros bovinos de um ano e mais.

8.— Correlação dos resultados do recenseamento com as características geográficas e outras

Reconhecendo o alto interesse que este assunto apresenta, entendeu-se que ele devia ser tratado por meio de inquéritos especiais e sem relação obrigatória com o recenseamento geral.

9.— Método de avaliação da produção de carne de açougue

Esta questão foi considerada pelo Conselho Internacional Científico Agrícola, e a presente Comissão aconselhou que se adoptassem as conclusões apresentadas por aquele organismo, e que são as seguintes:

Dada a diversidade de organização estatística dos diferentes países aderentes ao Instituto Internacional de Agricultura, não parece oportuno recomendar desde já a adopção de um método especial para a elaboração da estatística da produção e do consumo de carne. Todavia, é conveniente chamar a atenção para os pontos seguintes, baseados na experiência adquirida pelos países que já estabeleceram esta estatística:

- a) Que a estatística da produção esteja em relação com o efectivo de gado determinado anualmente por meio de recenseamento ou de cálculo aproximado;
- b) Que, nos países onde não existe actualmente uma estatística anual do gado, o seu efectivo seja calculado periodicamente, utilizando-se para isso as melhores fontes de informação de que disponham, entre as quais os dados do recenseamento imediatamente anterior;
- c) Que, nos países em que os animais sejam abatidos sob a fiscalização das autoridades nos matadouros públicos, se empreguem os dados obtidos nesta fiscalização para determinar o número de animais abatidos, assim como o seu peso líquido médio, a fim de estes resultados servirem para calcular a produção e o consumo de carne;
- d) Que, a fim de se calcular a produção de carne dos animais abatidos nas herdades ou nos matadouros não sujeitos à fiscalização ou à inspecção das autoridades, os dados correspondentes aos indicados na alínea c) sejam colhidos por meio de inquéritos especiais ou em respostas a questionários especiais, distribuídos por todo o país ou somente em regiões determinadas e típicas que possam servir de base ao cálculo do total em todo o país;
- e) Que no cálculo aproximado do consumo se tomem em linha de conta as importações e as exportações de carne, e que, todas as vezes que for necessário, se chame a atenção das autoridades alfandegárias para a conveniência de adoptarem uma classificação que indique claramente as quantidades de carne importadas ou exportadas, de cada espécie de animais.

A respeito desta pergunta, a Comissão resolveu aconselhar aos países aderentes ao Instituto, ou que participem do recenseamento mundial, que comuniquem àquele organismo, na medida do possível, os dados anuais sobre os seus *stocks* de gado, sobre o aumento ou

diminuição dos seus efectivos, sobre a mortandade, etc., e que estes informes sejam sem demora publicados pelo Instituto.

10. — Mão de obra

Foi convencionado que a pergunta relativa ao número de pessoas empregadas temporariamente à data do recenseamento passasse da primeira parte do formulário-modelo para a parte suplementar, considerando-se como pergunta facultativa.

Além disso, pareceu conveniente obterem-se informações sobre a mão de obra temporária utilizada durante o ano. Mas como os dados sobre o número de pessoas temporariamente empregadas podem induzir em erro, foi sugerido que se conseguisse, podendo ser, o número de dias de trabalho total (isto é, dias de trabalho para o total dos trabalhadores), propondo-se o questionário seguinte:

Número de dias de trabalho utilizados na exploração durante o ano de 1928-1929:

- | | | |
|--------------------------------|-----|-------------------------|
| a) Pelo pessoal permanente. | . { | de mais de 15 anos { M. |
| | | F. |
| | | de menos de 15 anos |
| b) Pelo pessoal temporário . . | . { | de mais de 15 anos { M. |
| | | F. |
| | | de menos de 15 anos |

A Comissão foi de parecer que seria vantajoso que cada país introduzisse no relatório do seu recenseamento uma pequena exposição sobre qualquer variação, excepcional ou derivada da estação do ano, que na mão de obra temporária se observe na época do recenseamento, indicando ao mesmo tempo até que ponto os dados colhidos se podem considerar como exactos.

11. — Outras perguntas

Discutiu-se um certo número de modificações a introduzir no formulário-modelo e deliberou-se fazer-lhe algumas alterações quando fôr reimpresso.

Um ponto que interessa particularmente aos países tropicais e sub-tropicais é a proposta apresentada para que nestes países se indiquem separadamente as informações sobre a produção das explorações indígenas e sobre as pertencentes a outras pessoas (isto é, não indígenas).

Foi aprovada também uma recomendação para que se convidem os países que tenham adoptado métodos de reforma agrária a introduzir nos seus recenseamentos quesitos especiais, com o fim de averiguar se, com a dita reforma, a extensão de cada exploração aumentou ou diminuiu, ou se alguma exploração foi criada de novo.

12 de Outubro de 1928.

O relator,
R. J. THOMPSON.

Formulário-modelo para o recenseamento agrícola mundial

I. — Observações preliminares para elucidação dos Governos

a) Conteúdo do formulário-modelo:

O seguinte formulário-modelo é destinado aos dois hemisférios, incluindo os trópicos, e por isso refere-se a culturas e espécies de gado próprias de certos países, mas que não existem noutros. Fica entendido, porém, que as culturas ou as espécies de gado que não existam em determinado país serão omitidas no seu questionário.

Por outro lado, cada país terá a faculdade de lhe adicionar outras culturas e assuntos e de alargar as suas perguntas de modo a obter todas as informações suplementares que deseje.

b) Superfície mínima:

Nenhum limite foi fixado para mínimo das superfícies das explorações agrícolas a compreender no recenseamento. No caso de os países que não tomem em consideração as explo-

rações de um hectare o mesmo menos, parece no entanto que seria útil indicar um cálculo aproximado da superfície e da produção globais destas pequenas explorações.

c) Período a que se referem os quesitos do recenseamento:

O recenseamento no hemisfério norte deve referir-se às culturas cujas colheitas tenham lugar no ano solar de 1929 e no hemisfério sul às colheitas do ano compreendido entre 1 de Julho de 1929 a 30 de Junho de 1930. A data efectiva ou a época do ano em que se deve proceder ao recenseamento tem sobretudo importância relativamente ao gado, cujos efectivos podem apresentar grandes diferenças segundo as várias estações do ano. Sendo possível, seria conveniente obter dados referentes às duas estações principais do ano, em que o gado se encontra respectivamente no seu máximo e no seu mínimo, devendo as autoridades de cada país encarregadas do recenseamento ter sempre isso em vista.

Por exemplo, onde exista uma diferença importante nos efectivos de gado de umas estações para as outras, é sem dúvida da maior vantagem que se indique se os resultados do recenseamento dizem respeito a um período de máximo ou de mínimo, e qual a variação provável.

Sobre a época do ano em que o recenseamento do gado deve ser feito, cada Estado determinará livremente a ocasião que lhe parecer mais oportuna.

A fim de se obterem dados comparáveis entre si, cada Estado deverá calcular aproximadamente o efectivo máximo e o efectivo mínimo de cada espécie de gado durante o ano do recenseamento, baseando-se nos resultados deste.

Para que este cálculo tenha uma base segura é necessário que o gado seja classificado por idades, como se propõe no formulário-módulo.

d) Produção:

Um dos fins essenciais do recenseamento é conseguir números quanto possível exactos sobre as quantidades dos produtos obtidos das colheitas, dos bosques e florestas e do gado no ano do recenseamento. Este objectivo pode ser atingido de duas maneiras diferentes:

1. Pedindo a todos os agricultores para comunicarem a quantidade de cada produto colhido da terra na área que hajam declarado destinada a tal cultura e o total de cada um dos produtos animais fornecidos pelo gado que tenha sido igualmente declarado. Em teoria este método deveria dar resultados satisfatórios. Mas na prática assim não acontece, porque muitas vezes as quantidades colhidas não são medidas nem apontadas. A experiência demonstrou que este método é sensivelmente satisfatório para os produtos que se vendem na sua totalidade, como o algodão, a lã, certas espécies de cereais, de frutos e de legumes em algumas regiões. Com efeito as quantidades vendidas são medidas e, em geral, a quantidade total produzida por estas regiões ou distritos pode ser verificada pelas estatísticas do movimento de entrada dos principais mercados. Este método, porém, dá menos resultado quando se trata de produtos que, no todo ou em parte, são consumidos nas explorações, como as forragens, os legumes, os frutos, o leite, as aves de criação e os ovos.

2. Fazendo avaliar expressamente por técnicos a produção média de cada cultura por unidade de superfície ou a produção média dos animais domésticos em relação a cada uma das unidades geográficas a que se refiram os números do recenseamento. Multiplicando depois as superfícies cultivadas pela colheita média ou o número de animais domésticos pela produção média de um animal obter-se-hão as quantidades totais produzidas no ano do recenseamento.

O valor dos resultados conseguidos por este método depende da exactidão com que se podem obter pelo recenseamento os dados relativos às superfícies e ao número de animais domésticos, assim como da exactidão e do cuidado com que são fixadas, por cálculo, as produções médias.

Quando esses dois elementos são colhidos com exactidão, este método é tão seguro como o da informação individual e apresenta muito menos dificuldades, exigindo também menos tempo e despesa.

Dada a importância da determinação da produção total para cada cultura e cada espécie de animais domésticos, no ano do recenseamento o Instituto Internacional de Agricultura solicita instantemente a todos os Estados para obterem os números relativos à produção, quer por um ou outro dos métodos indicados, quer pelos dois combinados. Sem esses números o recenseamento será incompleto.

Propõem-se alguns quesitos com o fim de se obterem directamente do agricultor informações referentes a um certo número de produtos animais. Se se entender que a tentativa de conseguir estes informes directamente dos agricultores não dá provavelmente resultados satisfatórios, pode-se com o maior empenho aos Governos que tomem as providências necessárias para ser avaliada a produção por meio de inquéritos especiais dirigidos por peritos.

e) Dados relativos à superfície e à produção dos legumes:

Aos países que julgarem ser muito difícil o recenseamento da superfície ocupada por cada espécie de legumes, como é exigido nos quesitos n.ºs 66 a 74, recomenda-se que indiquem o valor da superfície total ocupada pelos legumes. Quanto à sua produção, pede-se com

o maior interesse a todos os países que forneçam, tanto quanto possível, dados detalhados sobre cada espécie de legumes.

f) Bosques e florestas:

Aconselha-se a adopção da secção F do formulário-modelo (Bosques e florestas), quer para os bosques e florestas compreendidos nas explorações agrícolas, quer para os restantes.

Pelo que respeita a estes últimos alvitra-se ainda que se limite o recenseamento às florestas exploradas, convidando-se os Governos a apresentar um cálculo aproximado sobre a superfície das outras zonas florestais dos seus territórios.

II. — Formulário-modelo

Secção A. — Esclarecimentos preliminares

a) O recenseamento é confidencial e não tem quaisquer fins fiscais:

As informações pedidas não têm relação alguma com o lançamento dos impostos; são absolutamente confidenciais e só delas terão conhecimento os empregados da Repartição de Estatística, não se publicando qualquer detalhe sobre as explorações individuais.

b) Definição de uma exploração agrícola:

Uma exploração, tal como é considerada no recenseamento, é constituída por todo o terreno consagrado no todo ou em parte à produção agrícola ou pecuária, que é cultivado, dirigido ou administrado por uma pessoa, só ou com auxílio de outras, sem qualquer relação com a sua propriedade, posse, dimensões ou situação, e que pode compor-se de uma ou mais parcelas quando próximas umas das outras e consideradas e cultivadas como uma só exploração. A pessoa que cultiva ou dirige a exploração pode ser o proprietário, rendeiro, regente assalariado ou quem cultiva ou administre a terra e os seus produtos sob uma forma especial de posse. No caso de a terra ser explorada por duas ou mais pessoas associadas, designar-se há uma delas como representante dos associados para fornecer os dados do recenseamento. A exploração pode ser conhecida pelo nome de lote, peça ou parcela de terra, jardim, pomar, bem, fazenda, roça, estabelecimento rural, propriedade ou qualquer outro nome, mas deve em todos os casos ser cultivada, dirigida ou administrada por uma pessoa.

Os terrenos produtores de madeiras e as florestas fiscalizadas, dirigidas ou administradas pelo chefe da exploração serão considerados como fazendo parte da exploração, assim como os terrenos e as construções utilizados pelos trabalhadores empregados na exploração.

As terras de cada concelho devem ser relacionadas: 1) pelo rendeiro, quando elas se encontrem apenas sob a sua exclusiva fiscalização (quando a propriedade pertença à administração do concelho ou a outras autoridades administrativas); 2) em todos os outros casos pelo chefe da administração do concelho.

c) Período a que os quesitos do recenseamento se referem:

(Ver as indicações feitas em I, c).

Secção B. — Chefe da exploração (proprietário, rendeiro, regente assalariado, etc.)

1. Nome e apelidos
2. Enderêço postal

Secção C. — Mão de obra permanente da exploração

(Inscriver todas as pessoas empregadas, de carácter permanente, nesta exploração à data do recenseamento, classificando-as por idades e sexos, incluindo o chefe da exploração, sua esposa e outros membros da família, empregados efectivamente nos trabalhos agrícolas. Não inscrever as pessoas encarregadas principalmente do serviço doméstico).

Pessoas empregadas permanentemente à data do recenseamento:

	Membros da família		Outras pessoas	
	Sexo masculino	Sexo feminino	Sexo masculino	Sexo feminino
3. Menores de 15 anos	..	..	..	..
4. De 15 anos para cima	..	..	..	..

Secção D. — Superfície da exploração

	Unidade de medida empregada
5. <i>Superfície total da exploração.</i>	..
(Todo o terreno explorado pelo chefe da exploração indicado no quesito n.º 1. Não inscrever o terreno alugado ou cuja colheita seja feita por outra pessoa, o qual deve ser mencionado separadamente noutro questionário).	
6. <i>Terra arável.</i>	..
(Incluir as terras destinadas a cultura de plantas herbáceas sujeitas a um giro cultural, nas quais se faça colheita, e também aquelas onde esta se não efectue por qualquer razão e as de pousio. Entram nesta categoria os prados artificiais que tenham sido cultivados em 1929 ou num dos quatro anos imediatamente anteriores).	
<i>Nota.</i> — Quando a cultura de plantas herbáceas esteja associada à das plantas linhosas, determinar na medida que isso seja possível, e mesmo aproximadamente, as superfícies ocupadas pelas culturas herbáceas e pelas linhosas, indicando-as respectivamente em «terra arável» e em «culturas arborescentes e arbustivas» (quesito n.º 8). Se, pelo contrário, as culturas herbáceas e as culturas linhosas estão entremeadas de maneira que não permitem uma distinção das superfícies ocupadas respectivamente por umas e outras, indicar-se há a sua totalidade na categoria de «terra arável» sempre que a cultura das plantas herbáceas seja a mais importante e na categoria de «culturas arborescentes e arbustivas» (quesito n.º 8) quando a mais importante seja a das plantas linhosas e arbustos.	
7. <i>Prados naturais e pastagens.</i>	..
(Compreender as terras destinadas de maneira permanente ou durante os últimos cinco anos à produção de plantas herbáceas próprias para forragens. Os prados naturais e as pastagens nos quais se cultivem plantas linhosas, assim como as pastagens dos bosques, devem ser incluídos apenas no caso de a sua produção de forragens ser a mais importante).	
8. <i>Culturas arborescentes e arbustivas.</i>	..
(Compreender os terrenos destinados à cultura das plantas linhosas que não entrem na categoria dos bosques e florestas).	
<i>Nota.</i> — No caso de culturas associadas de plantas linhosas e herbáceas, ter em atenção as instruções dadas na nota do quesito n.º 6.	
9. <i>Bosques e florestas.</i>	..
(Incluir as terras cobertas de essências florestais cuja principal aplicação é em produção de madeiras e produtos florestais).	
10. <i>Pântanos produtivos, savanas e outras terras incultas produtivas.</i>	..
(Compreender as terras que dão quaisquer produções vegetais aproveitáveis e que não pertençam às categorias precedentes).	
11. <i>Terras improdutivas.</i>	..
(Compreender as terras que não dão produção alguma vegetal aproveitável e que não pertençam às categorias anteriores).	
<i>Nota.</i> — O total dos números indicados em resposta aos quesitos n.º 6 a 11 inclusive deve ser igual à superfície indicada em resposta ao quesito n.º 5 desta secção.	

Secção E. — Culturas e colheitas em 1929 (ou 1929-1930)

Culturas associadas.— Quando duas ou mais culturas diferentes são plantadas em conjunto e colhidas separadamente, indicar em separado e na secção própria a superfície ocupada por cada uma delas tão exactamente quanto possível determinar-las, e, pelo menos, de uma maneira aproximada. No caso de as culturas associadas se confundirem a tal ponto que se torne impossível distinguir as superfícies ocupadas por cada uma, devem-se acrescentar colunas especiais para cada uma destas culturas ao lado das já indicadas no formulário-modêlo. Nestas novas colunas apontar-se há a superfície total ocupada pelas culturas associadas junto do nome da cultura mais importante, que deve igualmente repetir-se, entre aspas, a seguir ao nome das outras culturas associadas.

Culturas múltiplas.— Quando se plante e colha uma segunda cultura no mesmo terreno que tenha já produzido outra no mesmo ano, a superfície da primeira deve ser inscrita na linha respectiva e a da cultura subsequente numa coluna adiante, entre parêntesis. Esta disposição tem por fim evitar que se indique um duplo emprêgo da mesma superfície ou uma superfície cultivada superior à área de cultura da exploração.

Culturas que dão mais de um produto.— Quando uma cultura fornece vários produtos, como acontece com o linho e o cânhamo (grãos e fibras), a sua superfície deve ser inscrita ao lado do nome do produto principal e repetida, entre parêntesis, junto do nome do produto secundário.

	Superfície — Unidade de medida	Quantidade colhida em 1929 (ou 1929-1930) — Unidade de medida
<i>a) Cereais colhidos em grão :</i>		
12. Trigo temporão	..	..
13. Trigo seródio	..	..
14. Aveia	..	..
15. Cevada	..	..
16. Centeio	..	..
17. Milho miúdo	..	..
18. Milho grosso	..	..
19. Arroz (não descascado)	..	..
20. Sorgo	..	..
21. Mistura de trigo e centeio	..	..
22. Outros cereais colhidos em grão	..	..
<i>b) Leguminosas em grão :</i>		
23. Favas e feijão	..	..
24. Soja (ervilhas chinesas)	..	..
25. Ervilhas	..	..
26. Lentilhas	..	..
27. Outras leguminosas em grão	..	..
<i>c) Tubérculos e raízes para alimentação do homem e forragens :</i>		
28. Batatas ¹	..	..
29. Batata da Índia e inhame	..	..
30. Tubérculos e raízes para forragens (nabos, beterraba, cenoura, etc.)	..	..
31. Araruta	..	..
32. Mandioca	..	..
33. Outros tubérculos e raízes	..	..
<i>d) Gramíneas e leguminosas cultivadas para forragens :</i>		
1) Trevo, fléolo e relva e outras gramíneas semelhantes, misturadas ou não, semeadas durante os últimos cinco anos em terrenos destinados a ser de novo cultivados :		
34. Cortadas para feno	..	..
35. Não cortadas para feno	..	..
2) Luzerna (alfalfa) :		
36. Cortada para feno	..	..
37. Não cortada para feno	..	..
3) Outras herbáceas para forragens :		
38. Cortadas para feno	..	..
39. Não cortadas para feno	..	..
<i>e) Culturas industriais :</i>		
1) Culturas sacarinas :		
40. Cana de açúcar	..	..
41. Beterraba sacarina	..	..
42. Outras plantas sacarinas	..	..
2) Culturas de plantas têxteis :		
43. Algodão (debulhado)	..	..
44. Linho cultivado para fibra	..	..
45. Cânhamo (<i>Cannabis sativa</i>) cultivado para fibra	..	..
46. Cânhamo da Nova Zelândia (<i>Phormium tenax</i>)	..	..
47. Abacá (cânhamo de Manila — <i>Musa textilis</i>)	..	..
48. Juta e fibras semelhantes (<i>Corchorus</i> e <i>Hibiscus</i>)	..	..
49. Ramie e rhea (<i>Boehmeria nivea</i> e <i>B. tenacissima</i>)	..	..
50. Sisal (<i>Agave sisalana</i>) e henequen (<i>A. fourcroydes</i>)	..	..
51. Outras culturas de plantas têxteis	..	..
3) Culturas de grãos oleaginosos :		
52. Linho	..	..
53. Cânhamo	..	..
54. Algodão	..	..
55. Araquides (em casca)	..	..
56. Rícino	..	..
57. Navette e colza	..	..
58. Sésamo (gergelim)	..	..
59. Tornesol	..	..
60. Outros grãos oleaginosos	..	..

¹ É conveniente indicar separadamente a batata colhida mais cedo e a de colheita normal.

	Superfície — Unidade de medida	Quantidade colhida em 1929 (ou 1929-1930) — Unidade de medida
4) Outras culturas industriais:		
61. Tabaco	..	..
62. Lúpulo	..	..
63. Mostarda	..	..
64. Indigo (anil)	..	..
65. Outras culturas industriais	..	..
f) Legumes:		
66. Alcachofras	..	..
67. Espargos	..	..
68. Aipo	..	..
69. Couves	..	..
70. Feijão e favas verdes	..	..
71. Cebolas e alhos	..	..
72. Ervilhas verdes	..	..
73. Tomates	..	..
74. Outros legumes	..	..
g) Culturas para semente:		
(Não incluir as culturas para semente indicadas nos outros números da presente lista).		
75. Beterraba sacarina	..	..
76. Trevo	..	..
77. Luzerna	..	..
78. Superfícies destinadas exclusivamente a culturas para semente não especificadas aqui	..	..
h) Terrenos semeados e de que se não colheu qualquer produto em 1929 (ou em 1929-1930) em virtude de danos nas culturas ou sua destruição:		
79. Superfície total	..	..
i) Pousios não cultivados durante o ano:		
80. Superfície total	..	..
Nota. — A superfície dos n.ºs 12 a 80 deve ser igual à indicada em resposta ao quesito n.º 6.		
j) Prados naturais e pastagens:		
Ervas dos terrenos destinados permanentemente ou durante os últimos cinco anos a forragens (incluindo os terrenos com árvores, se a colheita do feno e as pastagens é a sua principal aplicação):		
81. Cortadas para feno	..	..
82. Não cortadas para feno	..	..

	Superfície — Unidade de medida	Número de cepas ou árvores		Quantidade colhida em 1929 (ou em 1929-1930) — Unidade de medida
		Não em produ- ção	Em produção	
k) Vinhas:				
83. De uvas destinadas ao fabrico de vinho	..	..	..	..
84. De uvas para passas	..	..	..	..
85. De uvas de mesa	..	..	..	..
l) Olivais:				
86. De azeitonas destinadas ao fabrico de azeite	..	..	..	..
87. De azeitonas para consumo ou conservas	..	..	..	..

	Superfície — Unidade de medida	Número de cepas ou árvores		Quantidade colhida em 1929 (ou em 1929-1930) — Unidade de medida
		Não em produ- ção	Em produção	
m) Árvores de fruto de casca dura:				
(Não indicar senão as árvores frutíferas plantadas e cultivadas; não mencionar as árvores em estado selvagem).				
88. Damasqueiros.	..	..	..	..
89. Amendoeiras	..	..	..	..
90. Ananases.	..	..	..	..
91. Bananeiras	..	..	..	..
92. Cerejeiras	..	..	..	..
93. Tamareiras	..	..	..	..
94. Figueiras.	..	..	..	..
95. Limoeiros	..	..	..	..
96. Cidreiras.	..	..	..	..
97. Laranjeiras e tangerineiras	..	..	..	..
98. Avelãs.	..	..	..	..
99. Nogueiras	..	..	..	..
100. Coqueiros	..	..	..	..
101. Pessegueiros	..	..	..	..
102. Pereiras	..	..	..	..
103. Macieiras	..	..	..	..
104. Ameixoeiras	..	..	..	..
105. Outras árvores de fruto	..	..	..	..

	Superfície — Unidade de medida	Quantidade colhida em 1929 (ou em 1929-1930) — Unidade de medida
n) <i>Pequenos frutos cultivados:</i>		
106. Frutos miúdos e bagas de qualquer género cultivados (não incluir os frutos em estado selvagem):		
a)	..	..
b)	..	..
c)	..	..

	Superfície			Quantidade recolhida em 1929 (ou em 1929-1930)
	Unidade de medida	Não em produção	Em produção	Unidade de medida
o) Plantações diversas:				
107. Café	..	..	..	..
108. Chá	..	..	..	..
109. Cacao	..	..	..	..
110. Pimenta preta	..	..	..	..
111. Quina	..	..	..	..
112. Plantas da borracha, goma ou resinas:				
a) Borracha do Pará (<i>Hevéa</i>)	..	..	..	..
b) Borracha do México (<i>Castilloa</i>)	..	..	..	..
c) Borracha do Ceará (<i>Manihot</i>)	..	..	..	..
d) Borracha do Assam (<i>Ficus elastica</i>)	..	..	..	..
e) Árvore da guta-percha	..	..	..	..
f) Outras árvores e arbustos que produzem gomas, resinas ou borracha (cultivadas)	..	..	..	..
113. Amoreiras	..	..	..	..
114. Bambu	..	..	..	..
115. Jones de rotin	..	..	..	..
116. Sagüeiro	..	..	..	..
117. Outras árvores e arbustos ainda não mencionados	..	..	..	..

Secção F. — Bosques e florestas

		Unidade de medida
a) <i>Area florestal:</i>		
118. Matas		..
119. Outras formas		..
120. Superfície total		..
b) <i>Quantidade de madeira cortada em 1929 (ou em 1929-1930):</i>		
121. Madeira empregada como combustível, incluindo a destinada ao fabrico de carvão vegetal		..
122. Madeira destinada à preparação de pasta		..
123. Madeira para quaisquer outras applicações		..
124. Quantidade total de madeira cortada em 1929 (ou em 1929-1930)		..

	Número de productos	Quantidade produzida em 1929 (ou em 1929-1930) — Unidade de medida
c) <i>Outros productos florestais:</i>		
125. Productos directa ou indirectamente destinados à alimentação humana	..	..
	..	..
	..	..
126. Productos empregados no fabrico de curtumes e de extractos de tanino	..	..
	..	..
	..	..
127. Borracha (não nas plantações)	..	..
	..	..
	..	..
128. Resina e productos resinosos	..	..
	..	..
	..	..
129. Productos não comprehendidos nas classes anteriores	..	..
	..	..
	..	..

Secção G. — Gados

Os dados devem referir-se ao gado existente efectivamente à data do recenseamento. Inscrever todo o gado existente na exploração, quer seja ou não propriedade do gerente, bem como o gado que se encontre à guarda de pastores em terrenos públicos, pastagens não defensas, montanhas ou terrenos florestais, e, duma maneira geral, em terras não incluídas no recenseamento das explorações.

	Número		Número
<i>a) Cavalos:</i>			
130. Poldros e potros de menos de 1 ano	..	145. Ovelhas de 1 ano e para cima	..
131. Poldros e potros de 1 a 3 anos	..	146. Todos os outros ovinos de mais de 1 ano	..
132. Garanhões de 3 anos e para cima	..	<i>f) Caprinos:</i>	
133. Éguas e castrados de 3 anos e para cima	..	147. Número total de todas as idades	..
<i>b) Machos:</i>		<i>g) Porcinos:</i>	
134. Machos novos até 2 anos	..	148. Porcos de menos de 6 meses	..
135. Machos de 2 anos e para cima	..	149. Varrascos para reprodução de 6 meses e para cima	..
<i>c) Burros:</i>		150. Bâcoras para reprodução de 6 meses e para cima	..
136. Número total de todas as idades	..	151. Todos os outros porcos de mais de 6 meses	..
<i>d) Bovinos:</i>		<i>h) Aves domésticas¹:</i>	
137. Bovinos de menos de ano	..	152. Número total de frangos	..
Bezerras e vacas de mais de 1 ano:		153. Número total de patos	..
138. Para produção de leite	..	154. Número total de gansos	..
139. Exclusivamente para reprodução	..	155. Número total de pombos	..
140. Outras	..	156. Número total de perus	..
141. Touros de 1 ano e para cima	..	<i>i) Abelhas:</i>	
142. Outros bovinos de 1 ano e para cima	..	157. Número de colmeias desta exploração à data do recenseamento	..
<i>e) Ovinos:</i>			
143. Cordeiros até 1 ano	..		
144. Carneiros de 1 ano e para cima	..		

¹ Os pintos, os patos, os gansos, os pombos e os perus ainda novos são também indicados no recenseamento das aves domésticas. No entanto, é conveniente mencioná-las, tanto quanto possível, separadamente.

III. — Apêndice

Produção animal

As perguntas seguintes foram sugeridas com o objectivo de se obterem directamente do agricultor informações referentes a um certo número de produtos animais.

<i>a) Produtos de leitaria:</i>		
Quantidade total de leite obtido em 1929 (ou em 1929-1930):		
158. Das vacas	Hectolitros ¹	..
159. Doutros animais	"	..
(Inscriver o leite dado como alimento aos animais, o consumido na exploração ou empregado de outro modo. Não incluir o leite mamado pelos animais mais novos).		
160. Manteiga feita na exploração	Quilogramas ¹	..
161. Queijo feito na exploração	"	..
<i>b) Produtos de capoeira:</i>		
162. Ovos produzidos em 1929 (ou em 1929-1930)	Número	..
<i>c) Lã:</i>		
163. Número de carneiros tosquiados em 1929 (ou em 1929-1930) nesta exploração	..	..
164. Pêso total da lã obtida	Quilogramas	..
(Indicar se se trata de lã suja ou lavada).		
<i>d) Mohair (pêlo de cabra ângora):</i>		
165. Pêso total do mohair obtido	..	..
(Indicar se se trata de mohair sujo ou lavado).		
<i>e) Mel:</i>		
166. Mel obtido em 1929 (ou em 1929-1930)	Quilogramas	..
<i>f) Bichos de seda:</i>		
167. Quantidade de ovos preparados para incubação em 1929 (ou em 1929-1930)	Gramas	..
168. Quantidade de casulos novos produzidos em 1929 (ou 1929-1930) . . .	Hectogramas	..

¹ Ou outra unidade de medida.

IV. — Quesitos suplementares

A todos os países se solicita que incluam no seu recenseamento de 1930 todos os quesitos compreendidos no formulário-modelo que se encontram nas páginas anteriores, e que tomem as medidas necessárias para conhecerem a produção animal, segundo as indicações contidas neste apêndice. Abaixo se indicam algumas perguntas suplementares sobre pontos acêrca dos quais muito conviria colher os informes pedidos relativamente ao maior número de países possível.

Deixou-se de lado um grande número de assuntos interessantes para não se sobrecarregar o recenseamento com quesitos de menor importância e para reduzir as suas despesas, ou ainda porque pareceu ser bastante difícil responder satisfatoriamente a algumas perguntas. Pertencem a esta última categoria os quesitos relativos aos preços e ao valor, pêso vivo e pêso morto do gado, ao consumo e utilização dos produtos da herdade, às facilidades de exploração e outros semelhantes.

A. — Posse da exploração

169. De quantos hectares desta exploração é proprietário (ou são proprietários um ou mais membros da sua família, se não paga aluguer pela utilização do terreno, ou se não recebe salário pela sua exploração)?	Hectares
170. Quantos hectares desta exploração aluga a outras pessoas:	
<i>a) A dinheiro?</i>	"
<i>b) Em produtos da colheita?</i>	"
171. Quantos hectares desta exploração administra na qualidade de regente assalariado?	"
172. Quantos hectares desta exploração administra noutra qualidade que não seja a das três perguntas anteriores?	"
Na qualidade de	..
<i>Nota.</i> — A soma dos quesitos n.ºs 169 a 172 deve ser igual à superfície total da exploração, como foi indicado para o n.º 5.	

B.—Mão de obra temporária da exploração

Como complemento dos dados relativos ao número de trabalhadores permanentes da exploração, da secção C do formulário-modelo, aconselha-se aos países que desejem colher informes sobre a mão de obra temporária da exploração, o número de dias de trabalho, as horas de trabalho, os salários e as condições de alojamento, que lhe acrescentem as seguintes perguntas:

a) Número de trabalhadores temporariamente empregados na exploração à data do recenseamento:

	Pessoas da família do chefe da exploração		Outras pessoas	
	Sexo masculino	Sexo feminino	Sexo masculino	Sexo feminino
173. Menores de 15 anos	..	..	..	..
174. De 15 anos para cima	..	..	..	..

b) Número de dias de trabalho durante o ano agrícola de 1928-1929 ou 1929-1930:

Para o pessoal permanente	De 15 anos	175. M. . .	..
	e para cima	176. F. . .	..
Para o pessoal temporário	177. Menores de 15 anos	..	..
	De 15 anos	178. M. . .	..
	e para cima	179. F. . .	..
	180. Menores de 15 anos	..	..

É conveniente que cada país introduza no relatório do seu recenseamento uma pequena exposição sobre qualquer variação excepcional ou derivada da estação, que se dê na época do recenseamento quanto à mão de obra temporária, e que indique ao mesmo tempo até que ponto os dados obtidos se podem considerar exactos.

c) Número habitual de horas de trabalho por dia para o pessoal assalariado desta exploração:

	Horas
181. Durante a época da colheita	..
182. Nos outros períodos	..

d) Salários da mão de obra da exploração:

	No verão		No inverno	
	Homens	Mulheres	Homens	Mulheres
I. Trabalhadores contratados ao dia:				
183. Salário médio por hora	..	..	..	..
II. Trabalhadores contratados ao mês:				
184. Salário médio em dinheiro, por mês e por cabeça	..	..	..	..
185. Salário médio em géneros (cama, mesa, roupa lavada, etc.) expresso no seu equivalente em dinheiro, por mês e por cabeça	..	..	..	..
Nota.—A adição dos n.ºs 184 e 185 deve dar a média do salário mensal do trabalhador.				

e) Alojamento da mão-de obra assalariada e das pessoas empregadas;

Do número total de pessoas empregadas nesta exploração quantas:

	Sexo masculino — Número	Sexo feminino — Número
I. Ocupam uma habitação separada pertencente à exploração:		
186. Como parte do seu salário	..	..
187. Independentemente do salário	..	..
II. Habitam na exploração:		
188. Na herdade, com o chefe da exploração	..	..
189. Nas dependências reservadas para moradia dos trabalhadores da exploração	..	..
190. Noutras edificações ou de qualquer outro modo	..	..
191. III. Vivem fora ou independentemente da exploração rural	..	..

C. — Drenagem

	Hectares
192. Superfície dos terrenos desta exploração providos de valas artificiais permanentes para drenagem, de canais, em telha, etc. (Compreender as terras drenadas por meio de canais ou valas construídos para durarem vários anos e não demolidos anualmente pela lavragem da terra e pela erosão, bem como as drenadas por meio de esgotos à superfície ou subterrâneos, feitos em telha, teijolo, pedra, etc.).	..

D. — Irrigação

193. Se alguma parte da exploração é irrigada, indicar a sua área (Indicar apenas os terrenos irrigados por meio de canais artificiais, valas, canalizações que conduzam a água dum nível mais elevado ou a façam subir de outro mais baixo com o auxílio de bombas e outras máquinas. Não inscrever as terras onde a água é transportada manualmente).	..
--	----

E. — Adubos

Os adubos constituem um factor importante na produção agrícola e, em muitos países, será conveniente obter dados relativamente à sua espécie e quantidades. Propõem-se para isso dois métodos:

a) Um inquérito directo feito junto das explorações rurais e relacionado com o recenseamento agrícola;

b) Um inquérito junto dos industriais e comerciantes de adubos e nas repartições de inspecção ou de licenças das autoridades administrativas e do Governo.

F. — «Stocks» da exploração

A determinação dos *stocks* de produtos agrícolas disponíveis num certo momento é da maior importância para cada país e para o comércio nacional. Os *stocks* visíveis, quer dizer, os *stocks* em trânsito e nos armazéns abertos ao público, podem calcular-se facilmente, visto tratar-se de grandes quantidades fáceis de verificar. Os *stocks* invisíveis, isto é, os que se encontram ainda em casa do agricultor, do primeiro comprador, nas moagens ou nos armazéns particulares e que fazem igualmente parte do *stock* total, são muito difíceis de calcular, mesmo aproximadamente.

E por isso que se aconselham os Governos a fixar, no momento do recenseamento, os *stocks* de produtos agrícolas de uma certa importância comercial, como o milho, as fibras têxteis, o tabaco, o café, o chá, a lã, etc., que ficam por vender nas herdades, nas moagens, nos armazéns e nos silos regionais. Estes dados servirão de base ao cálculo anual dos *stocks*.

G. — Máquinas agrícolas

Um ponto sobre o qual é muito conveniente colher alguns dados é o inventário das máquinas agrícolas e das ferramentas da exploração rural. Pode conseguir-se este inventário acrescentando no formulário-modelo algumas perguntas do carácter seguinte. Os quesitos podem ser mais ou menos amplos segundo as necessidades dos diferentes países. É conveniente que o Instituto tenha conhecimento das perguntas que se proponham adicionar, a fim de poder facilitar a comparação dos dados referentes aos vários países.

Indicar o número das seguintes máquinas da exploração, existentes na data do recenseamento:

	Número
194. Charruas	..
195. Grades	..
196. Semeadores	..
197. Máquinas de ceifar	..
198. Máquinas de debulhar	..
199. Geradores de força motriz	..

H.— Viveiros de plantas e estufas

200. Número total de metros quadrados envidraçados	Metros quadrados	..
201. Número de hectares não envidraçados (ao ar livre)	Hectares	..
202. Quantia recebida em 1929 (ou 1929-1930) pela venda de estacas de árvores ou arbustos frutíferos e de pés de videira	..	..
203. Quantia recebida pela venda de árvores e arbustos florestais ainda novos e de ornamentação	..	..
204. Quantia recebida pela venda de flores e de plantas floríferas	..	..
205. Quantia recebida pela venda de legumes e de plantas leguminosas	..	..

I.— Flores (ao ar livre)

206. Cultivadas especialmente para venda (Compreender as superfícies plantadas principalmente para semente, designadas no quesito n.º 78, ou as cultivadas em viveiros indicadas no n.º 200).	Superfície	..
--	------------	----

J.— Classificação de bovinos por raças

Aconselha-se aos países, que tenham possibilidade de o fazer, que obtenham informações sobre o efectivo dos bovinos puros das diversas raças, dos de raças atravessadas e dos de raças regionais. O quadro seguinte foi proposto pelo Governo do Uruguai como modelo:

Bovinos	Pedigrees (Registados)					Linhas puras mas não registados					Raças mestiças	Raças regionais	Total de todos os bovinos
	Hereford ¹	Durham	Polled Angus	Loiteiras ¹	Outros	Hereford ¹	Durham ¹	Polled Angus	Loiteiras ¹	Outros			
1) Bovinos de menos de 1 ano	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2) Bezerras e vacas de 1 ano e para cima:													
a) Para produção de leite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
b) Exclusivamente destinadas à re- produção	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
c) Outras	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3) Touros de mais de 1 ano	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4) Outros bovinos de 1 ano e para cima	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

¹ Cada país indicará naturalmente as raças mais importantes.

K.— Animais domésticos peculiares a certos países

(Indicar o efectivo na data do recenseamento).		211. Búfalos:	
207. Camelos:		a) Vitelos de menos de 1 ano	..
a) De menos de 1 ano	..	b) Búfalos de 1 a 2 anos	..
b) De 1 ano e para cima	..	c) Todos os búfalos de mais de 2 anos	..
208. Lamas, guanacos e vicuñas	..	212. Avestruzes	..
209. Renas	..	213. Animais de peles raras (criados em cati- veiro para aproveitamento das peles):	
210. Elefantes:		a) Raposas	..
a) De menos de 1 ano	..	b) Skunks	..
b) De 1 ano e para cima	..	c) Outros	..
		214. Lebres e coelhos	..

Resoluções aprovadas sobre o recenseamento

Voto aprovado pela 7.^a Assembleia Geral do Instituto (1924)

A Assembleia Geral:

Confirma a grande utilidade que reconhece na elaboração de um recenseamento agrícola geral, na mesma data e segundo um plano uniforme, por todos os Estados.

Esta data poderá ser fixada em 1930-1931.

Chama a atenção da Comissão Permanente para a importância que há em iniciar imediatamente as diligências necessárias para se conseguir que todos os Estados aderentes entrem pelo caminho indicado, e em realizar um estudo profundo para preparação dum estatuto orgânico que será submetido em 1926 a uma reunião de técnicos nomeados pelos respectivos Governos de entre os seus delegados à Assembleia Geral de 1926. Este estatuto será em seguida comunicado a todos os Governos.

Voto aprovado pela 8.^a Assembleia Geral do Instituto (1926)

A Assembleia Geral:

Visto o relato de M. G. WAGNIÈRE sobre o recenseamento agrícola mundial (relatório n.º 9);

Visto o relatório da Comissão Científica Internacional do Instituto (Anexo ao relatório n.º 9):

Visto igualmente o relatório da Comissão de Técnicos Estatísticos da Assembleia Geral (Anexo 2.º ao relatório n.º 9):

Decide:

1. Aprovar em princípio o formulário-módulo revisto, tal como está reproduzido no Anexo 2.º ao relatório n.º 9; exprimir, além disso, o seu perfeito acôrdo com as ideias emitidas pelas Comissões acima mencionadas.

2. Convidar a Comissão Permanente:

- a) A transmitir este formulário aos Governos, acompanhado das explicações ou notas que julgue necessário, e a tomar as medidas que lhe pareçam oportunas para conseguir que todos os países do mundo dêem o seu consentimento à elaboração dum recenseamento agrícola em 1930 nas bases indicadas;
- b) A apresentar à Assembleia Geral de 1928 um relatório sobre a actividade que tenha desenvolvido, bem como quaisquer *memoranda* ou recomendações sobre assuntos que careçam ainda de resolução.

A Assembleia Geral:

Vista a sugestão feita pelo delegado dos Países Baixos:

Convida a Comissão Permanente a estudar um método geral de avaliação da produção agrícola que permita executar o mesmo trabalho em todos os países e comparar facilmente os resultados definitivos. Este trabalho poderá ser efectuado em relação com o recenseamento agrícola mundial projectado para o ano de 1930.

A Assembleia Geral:

Considera que é da maior importância compilar as estatísticas dos recursos florestais mundiais, visto que a política florestal de todos os países deve ser baseada em estatísticas que demonstrem a sua situação mundial na oferta e na procura de madeiras; e

Convida o Congresso de Silvicultura a conceder especial atenção a este problema e a fornecer todas as indicações que possam orientar o Instituto, principalmente no que respeita à determinação aproximada dos recursos em madeira dos países que não tenham um serviço de estatísticas florestais organizado.

Voto aprovado pelo Congresso Internacional de Silvicultura

(Roma, Abril a Maio de 1926)

O Congresso Internacional de Silvicultura:

Reconhecendo tanta importância aos produtos florestais como à colheita da exploração rural, insiste por que o formulário-módulo proposto para o recenseamento agrícola internacional contenha, sob o título «Colheitas de 1929», um número que indique a quantidade de madeira cortada na exploração.

Resolução tomada pela Conferência Económica Internacional

(Genebra, Maio de 1927)

A Conferência considera necessário o aperfeiçoamento das estatísticas agrícolas periódicas, especialmente no que respeita ao gado e aos produtos animais.

As informações reunidas pelo Instituto Internacional de Agricultura indicam que, nos últimos vinte e cinco anos, apenas 37 países, que representam menos de metade da superfície da terra e cerca de 30 por cento da população do mundo, procederam a um recenseamento agrícola.

Um recenseamento agrícola mundial elaborado segundo os métodos propostos pelo Instituto Internacional de Agricultura permitiria dar aos informes estatísticos dos diferentes países um carácter de uniformidade necessário, que até hoje lhes tem faltado.

Não é menos preciso promover, quer nacional quer internacionalmente, a rápida difusão, entre os agricultores, de esclarecimentos sobre as colheitas, os *stocks*, o consumo e o movimento das diversas mercadorias, elementos importantes na determinação dos preços. A publicação mensal de índices de preços comparativos dos produtos agrícolas e dos industriais será de grande valor, assim como a dos índices dos elementos principais dos preços.

(Relatório definitivo da Conferência Económica Internacional, capítulo 4.º «Agricultura», p. 48).

Recomendação da Conferência Agrícola Imperial

(*Londres, Outubro de 1927*)

A Comissão aconselha que se chame a atenção dos Governos do Império Britânico para a necessidade de cooperarem, da maneira mais ampla possível, no projecto de recenseamento agrícola mundial de 1930-1931. Deseja também pôr em evidência que este recenseamento constitue uma ocasião única para se obterem estatísticas completas sobre a agricultura do Império.

Resoluções aprovadas pela 9.ª Assembleia Geral (1928)

A Assembleia Geral:

1. Aprova o relatório da Comissão de Técnicos Estatísticos no que diz respeito ao recenseamento agrícola mundial.

2. Aconselha a Comissão Permanente a modificar o formulário-modelo de forma a dar execução às recomendações contidas no relatório.

3. Apresenta os seus agradecimentos à «International Education Board» pelo auxílio financeiro que lhe concedeu nos trabalhos do recenseamento agrícola mundial e faz votos por que a «International Education Board» continue a dispensar-lhe o mesmo auxílio nos futuros anos, de modo que o trabalho iniciado com tanto êxito possa chegar a uma conclusão satisfatória.

4. Finalmente, a Assembleia Geral pede a todos os Estados que enviem ao Instituto os resultados do seu recenseamento agrícola acompanhados de uma exposição detalhada dos métodos empregados para obter as suas informações.

Visto, examinado e considerado quanto se contém na referida Convenção e Protocolo, aprovados pelo decreto número dezóito mil duzentos e oitenta e nove, de vinte e oito de Abril de mil novecentos e trinta, são pela presente Carta a mesma Convenção e Protocolo confirmados e ratificados, assim no todo como em cada uma das suas cláusulas e estipulações, e dados por firmes e válidos para produzirem os seus efeitos e serem inviolavelmente cumpridos e observados, com todas as reservas deles constantes.

Em testemunho do que a presente Carta vai por nós assinada e selada com o selo da República.

Dada nos Paços do Governo da República, aos quinze de Maio de mil novecentos e trinta um. — ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA — *Fernando Augusto Branco*.

Esta Carta de Confirmação e Ratificação foi depositada nos arquivos do Secretariado da Sociedade das Nações em 23 de Outubro de 1931, devendo a Convenção, nos termos do seu artigo 15.º, começar a vigorar para Portugal noventa dias após aquela data.

Por ordem superior se faz público que, segundo as informações recebidas do secretário geral da Sociedade das Nações, ratificaram, até esta data, a Convenção Internacional relativa às Estatísticas Económicas e respectivo Protocolo, assinados em Genebra a 14 de Dezembro de 1928, os seguintes países: Dinamarca, Bulgária Suécia, União Sul-Africana (extensiva ao Sudoeste Africano), Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, Egipto, Síria, Canadá, Estado Livre da Irlanda, Grécia, Tchecoslováquia, Áustria, Itália, Roménia, Polónia, Índia, Noruega e Rodésia do Sul.

Secretaria Portuguesa da Sociedade das Nações, 13 de Novembro de 1931. — O Director Geral, *Augusto de Vasconcelos*.